

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.gf

Matabiti 165
N° 77

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 23
no Tetepa 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

Pages

Arrêté n° 7-2016 DFIP-PF du 1er septembre 2016 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la direction des finances publiques en Polynésie française 10843

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC 537 DMME/BRHT/jc du 14 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Jean Lachkar, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française 10844

Arrêté n° HC 1067 DIRAJ/BAJC du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 1093 DIPAC du 5 juillet 2012 portant création d'une commission administrative paritaire transitoire dans l'attente de la constitution du collège électoral visé à l'article 44 du décret n° 2011-1551 du 15 novembre 2011 10844

Arrêté n° HC 30253 DIRAJ du 14 septembre 2016 portant composition de la commission d'expulsion 10845

Arrêté n° HC 541 DMME/BRHT/jc du 16 septembre 2016 donnant délégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes au sein du centre de services partagés interministériel (plateforme Chorus) 10845

Arrêté n° HC 542 DMME/BRHT/jc du 16 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous Chorus 10850

EXTRAITS

Arrêté n° 1107 DIE/FIP du 14 septembre 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 053 491 F CFP, soit 8 828,26 euros, à la commune de Papeete pour le financement de l'opération "Etude d'optimisation de la compétence incendie et secours", volet : Etudes préalables, année de programmation : 2016 10851

Arrêté n° HC 1108 DIE/FIP du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 509 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "Renouvellement du parc informatique" de la commune de Teva I Uta, volet : Acquisition de matériels informatiques et de logiciels, année de programmation : 2016 10852

Arrêté n° HC 1109 DIE/FIP du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 510 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "Etudes jusqu'à l'avant-projet détaillé pour les travaux d'aménagement et d'extension du cimetière communal de Mataiea" de la commune de Teva I Uta, volet : Cimetière, année de programmation : 2016 10853

Arrêté n° HC 1110 DIE/FIP du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 512 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "Installation de panneaux solaires sur la toiture de la salle omnisports annexe de Nuutafaratea" de la commune de Teva I Uta, volet : Energies renouvelables, année de programmation : 2016	10853
Arrêté n° HC 1111 DIE/FIP du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 601 DIE/FIP du 6 mai 2016 relatif à l'opération "Fourniture et pose de plaques et supports pour la numérotation des servitudes et rues de Teva I Uta" de la commune de Teva I Uta, volet : Adressage, année de programmation : 2016	10853
Arrêté n° 1118 DIE/FIP du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 530 DIE/FIP du 15 avril 2016 relatif à l'opération "Rénovation du bâtiment du réfectoire de l'école primaire de Tevaitoa", volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2016	10853
Arrêté n° 1119 DIE /FIP du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 529 DIE/FIP du 15 avril 2016 relatif à l'opération "Rénovation des sanitaires et du préau de l'école élémentaire de Fetuna", volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2016	10854

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

Délibération n° 2016-91 APF du 15 septembre 2016 portant approbation du projet de convention relatif au financement par l'Etat de mesures de soutien à la politique de développement touristique de la Polynésie française	10854
Délibération n° 2016-92 APF du 15 septembre 2016 portant approbation du projet d'avenant 1 n° 62-16 du 18 juillet 2016 à la convention n° 2200-2015 HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant	10859
Délibération n° 2016-93 APF du 15 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n° 2016-03 à la convention entre l'Etat et la Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation	10860
Avis n° 2016-17 A/APF du 15 septembre 2016 sur le projet d'article du projet de loi de finances pour 2017 portant sur le montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	10862

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1359 CM du 15 septembre 2016 portant application de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social	10862
Arrêté n° 1360 CM du 15 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération "Aménagement d'aires de jeux, tranche 1 : aire de jeux Puna Nui".	10867
Arrêté n° 1361 CM du 15 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat dans le cadre de l'acquisition de l'immeuble de transit Teroma (commune de Faa'a)	10869
Arrêté n° 1364 CM du 16 septembre 2016 portant nomination de M. Mahiddine Hedli en qualité de directeur de la délégation à l'habitat et à la ville	10870
Arrêté n° 1365 CM du 16 septembre 2016 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1055 CM du 5 août 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour les études pour la rénovation de l'éclairage public routier	10870
Arrêté n° 1366 CM du 16 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 243 MRM du 16 janvier 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Anthony Maona Wong Sang.	10871
Arrêté n° 1367 CM du 16 septembre 2016 relatif à la commercialisation de la farine de froment panifiable conditionnée en emballage de plus de 2 kilogrammes, importée dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 18 juillet 2016 ..	10871
Arrêté n° 1369 CM du 16 septembre 2016 portant agrément de la société Filmin' Tahiti au dispositif d'aide en faveur de la production audiovisuelle en Polynésie française au titre des dispositions de la délibération n° 2000-60 APF du 8 juin 2000	10875

Arrêté n° 1370 CM du 16 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 985 CM du 21 juillet 2016 définissant les conditions d'application de la délibération n° 2016-66 APF du 8 juillet 2016 instaurant une aide au soutien économique du secteur automobile.....	10880
Arrêté n° 1371 CM du 16 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 42 CM du 12 janvier 2012 modifié fixant la nomenclature des actes de biologie médicale de Polynésie française.....	10880
Arrêté n° 1372 CM du 16 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° 907 MSS du 17 février 2012 relative à la viabilisation et l'aménagement du site de santé mentale ..	10881
Arrêté n° 1373 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Proscience dans le cadre de la promotion et du développement de la science au titre de l'année 2016.	10904
Arrêté n° 1374 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Moeata Letang en qualité de commissaire de gouvernement du lycée polyvalent de Papara	10904
Arrêté n° 1375 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Moeata Letang en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Hitia'a	10905
Arrêté n° 1376 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Marau Niuaïti en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Bora Bora	10905
Arrêté n° 1377 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Marau Niuaïti en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Huahine.....	10906
Arrêté n° 1378 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de M. Marane Toyane en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Hao	10906
Arrêté n° 1379 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de M. Marane Toyane en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Makemo	10907
Arrêté n° 1380 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Muriel Col-Minne en qualité de commissaire de gouvernement du GREPFOC	10907
Arrêté n° 1381 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Muriel Col-Minne en qualité de commissaire de gouvernement du lycée hôtelier de Tahiti	10908
Arrêté n° 1382 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Tipaerui	10908
Arrêté n° 1383 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du lycée Paul-Gauguin	10909
Arrêté n° 1384 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour financer l'opération "Etudes pour la construction d'un complexe sportif polyvalent de Hitia'a (CdP2)"	10909
Arrêté n° 1385 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité olympique de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.	10911
Arrêté n° 1386 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de tennis de table pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016	10915
Arrêté n° 1387 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016	10919
Arrêté n° 1388 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Arii Heiva Rau dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.....	10923
Arrêté n° 1389 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union territoriale de la Fédération sportive et culturelle de France (UTFSCF) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016	10927
Arrêté n° 1390 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Section sportive Tefana football dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016	10931

Arrêté n° 1391 CM du 16 septembre 2016 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la rivière Tiapa sise dans la commune de Paea et de cessibilité les parcelles de terre nécessaires à cette opération. 10935

Arrêté n° 1392 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kaipeka pour le bimestre mai-juin 2016, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Nuku Hiva. 10936

EXTRAITS

Arrêté n° 1362 CM du 15 septembre 2016 rendant exécutoire la délibération n° 23-2016 IJSPF du 23 juin 2016 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2015 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française. 10937

Arrêté n° 1368 CM du 16 septembre 2016 rendant exécutoire la délibération n° 39-2016 CHPF du 11 août 2016 portant adoption du budget modificatif n° 1 de l'hôtel des familles, budget annexe du Centre hospitalier de la Polynésie française pour l'exercice 2016. 10939

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 735 PR du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 478 PR du 28 juin 2013 portant changement de statut de la SELARL Laboratoire d'analyse de biologie médicale en société d'exercice libéral à forme anonyme de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale dénommée SELAFA Laboratoire d'analyses de biologie médicale, et du changement de directeur du laboratoire sis à Maharepa, île de Moorea. 10941

Arrêté n° 739 PR du 19 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs .. 10941

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 8130 MTF du 15 septembre 2016 constatant le caractère infructueux de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015 pour les agents non soumis au calcul de l'effectif maximal par grade 10942

Arrêté n° 8149 MTF du 16 septembre 2016 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016. 10943

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements

Arrêté n° 8102 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 300 MRM du 21 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tivaa, commune de Tahaa, au profit de Mme Ginette Tearoarii Temataua veuve Teraimano. 10943

Arrêté n° 8103 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 3940 MRM du 5 mai 2014 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Pai Pou Fauura. 10944

Arrêté n° 8104 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 63 MRM du 6 janvier 2014 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tiputa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Marie-Cécile Revault épouse Piehi et l'arrêté n° 639 MEI du 28 janvier 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Marie-Cécile Faairi Revault épouse Piehi (exploitant n° 200). 10945

Arrêté n° 8105 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 1893 MEI du 9 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Anaa, commune de Anaa, au profit de M. Frédéric Moeava Tane (exploitant n° 51). 10945

Arrêté n° 8106 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 2667 MEI du 6 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Vaiaau, commune de Tumaraa, au profit de M. Angélo Tefaaora (exploitant n° 300) 10946

Arrêté n° 8148 MEI/DAE du 16 septembre 2016 portant extension de 106 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle.....	10947
Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine	
Arrêté n° 8180 MLV du 19 septembre 2016 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Vaihi, cadastrées commune de Hitia'a O Te Ra, section de commune de Hitia'a, au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française.....	10953
Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports	
Arrêté n° 8139 MEE du 16 septembre 2016 portant délégation de signature du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, à M. Gérard Huioutu, directeur de la jeunesse et des sports par intérim	10954
Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs	
Arrêté n° 8093 MET du 15 septembre 2016 autorisant la SA Air Tahiti à occuper le domaine public aéroportuaire de Tureia (archipel des Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un comptoir d'enregistrement, d'un bureau et d'un local technique, à l'intérieur de l'aérogare.....	10956
Arrêté n° 8094 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Fare Arana	10962
Arrêté n° 8095 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Ernest Tata	10962
Arrêté n° 8096 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Brenda Tihoni	10963
Arrêté n° 8097 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Tahitian Tourism Business Company	10963
Arrêté n° 8098 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center	10964
Arrêté n° 8099 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4821 MET du 9 juin 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Bruno Jamais	10965
Arrêté n° 8100 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence supplémentaire de transport touristique à M. Ron Hall	10966
Arrêté n° 8101 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 1986 PR du 23 octobre 2002 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea de l'EURL Moorea Mahana Tours	10966
Arrêté n° 8123 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4815 MET du 9 juin 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Pure Passion	10967
Arrêté n° 8145 MET/DPAM du 16 septembre 2016 portant délivrance d'un agrément à la société SARL Jetboards Tahiti Pacific pour exercer les activités de location ou de navigation en convoi de planches à moteur dans l'espace maritime proche de l'île de Bora Bora	10968
Arrêté n° 8146 MET/DPAM du 16 septembre 2016 portant modification de l'annexe II de l'arrêté n° 1570 MET du 3 mars 2016 portant délivrance d'un agrément à la SARL Moana Adventure Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Bora Bora	10970
Arrêté n° 8147 MET/DPAM du 16 septembre 2016 portant modification de l'annexe II de l'arrêté n° 7955 CM du 9 septembre 2015 portant délivrance d'un agrément à la SARL Tahiti Jet Ski pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahiti	10972

Arrêté n° 8172 MET du 19 septembre 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Mururoa lors de son voyage n° 22 du 21 septembre 2016 10947

Arrêté n° 8173 MET du 19 septembre 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Nuku Hau à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Tahanea lors de son voyage n° 12 du 17 septembre 2016. 10974

Erratum à l'arrêté n° 7807 MET du 6 septembre 2016 paru au JOPF n° 74 du 13 septembre 2016 à la page 10529. ... 10974

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 33-2016 APF/SG du 16 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 22-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française 10975

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

Autorité polynésienne de la concurrence

Décision n° 2016-CC-02 du 29 août 2016 relative à la prise de contrôle conjointe des trois hôtels Sofitel de Polynésie française par la société Lúpesina Tahiti Investments (groupe Grey) aux côtés du groupe AccorHotels 10976

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2016-1222 du 14 septembre 2016 relatif aux permissions de sortir et aux autorisations de sortie sous escorte. (JORF du 16 septembre 2016) 10981

Arrêté interministériel du 8 août 2016 portant établissement en Polynésie française d'un centre de coordination aéronautique et maritime de sauvetage conjoint. (JORF du 16 septembre 2016) 10983

Décision n° 2016-722 du 27 juillet 2016 portant nomination d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française. (JORF du 11 août 2016) 10986

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales 10986

Annonces diverses 10990

Annonces marchés publics 10998



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES DE L'ETAT

ARRETE n° 7-2016 DFIP-PF du 1er septembre 2016 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la direction des finances publiques en Polynésie française.

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique (article 14) ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'instruction du 16 août 1966 modifiée sur l'organisation du service des comptables publics (paragraphe V) ;

Vu le décret du 24 août 2015 nommant Mme Ghislaine Veyssier en qualité de directrice des finances publiques en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 mars 2012 portant intégration, nomination, promotion, mutation et affectation d'administrateurs généraux des finances publiques ;

Vu l'arrêté n° 1-2016 DFIP-PF du 15 janvier 2016 ;

Sur proposition de l'administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir,

Arrête :

Article 1er. — Le point 7 cité dans l'article 8 de l'arrêté n° 1-2016 DFIP-PF du 15 janvier 2016 susvisé est remplacé par ce qui suit :

"7 - En ce qui concerne le service dépôts et services financiers

Procuration spéciale est donnée à Mme Martine Duhau-Lombard, inspectrice des finances publiques, responsable du service dépôts et services financiers, pour signer, à l'exclusion de tout autre document :

- les bordereaux de remises de chèques et effets, ou de virements ;
- les déclarations de recettes et de consignations ;
- les récépissés de déclarations de recettes ou de dépôts de valeurs ;
- les rejets de chèques ;
- les avis de visa, endos et acquits de tous chèques ou effets divers ;
- les autorisations et ordres de paiement ;
- les extraits d'opposition et certificats de non-opposition ;
- tous documents relatifs aux opérations de souscription ou de bourse ;
- les demandes de renseignements ;
- les bordereaux d'envoi et accusés de réception ;
- les correspondances se rapportant aux affaires courantes du service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Duhau-Lombard, M. Bruno Perez et Mme Christine Kong Yek Phan, respectivement contrôleur principal et contrôlease des finances publiques, adjoints au responsable du service dépôts et services financiers, reçoivent les mêmes pouvoirs que Mme Duhau-Lombard sans que la condition d'absence ou d'empêchement soit opposable aux tiers".

Art. 2. — L'administrateur des finances publiques, fondé de pouvoir, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er septembre 2016.
Ghislaine VEYSSIER.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 537 DMME/BRHT/jc du 14 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Jean Lachkar, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret du 25 avril 2005 portant notamment mutation de M. René Maccury, premier conseiller de chambre régionale des comptes, à la chambre territoriale des comptes de Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 août 2012 portant nomination de M. Jean Lachkar, conseiller référendaire à la Cour de comptes, en qualité de président de chambre régionale des comptes affecté à la chambre territoriale des comptes de Polynésie française à compter du 3 octobre 2012 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 12 novembre 2013 portant affectation, à compter du 1er janvier 2014, de Mme Valérie Renet, première conseillère, à la chambre territoriale des comptes de Polynésie française ;

Vu le décret du 4 juin 2015 portant affectation, à compter du 1er août 2015, de Mme Stéphanie Drappier, première conseillère, à la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française ;

Vu le décret du 26 avril 2016 portant mutation de M. Pascal Doisne, premier conseiller, à la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française à compter du 1er septembre 2016 ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean Lachkar, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française, pour l'engagement juridique et la liquidation des dépenses de fonctionnement de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française, ministère 212 services du premier ministre, programme 164 "Cour des comptes et autres juridictions financières", titres 3 et 5 à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Lachkar, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. René Maccury, premier conseiller de chambre régionale des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean Lachkar et René Maccury, la délégation de signature qui est consentie à M. Jean Lachkar sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Valérie Renet, première conseillère de chambre régionale des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean Lachkar, René Maccury et Mme Valérie Renet, la délégation de signature qui est consentie à M. Jean Lachkar sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Stéphanie Drappier, première conseillère de chambre régionale des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean Lachkar, René Maccury et Mmes Valérie Renet, Stéphanie Drappier, la délégation de signature qui est consentie à M. Jean Lachkar sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pascal Doisne, premier conseiller de chambre régionale des comptes.

Art. 3. — L'arrêté n° HC 333 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 portant délégation de signature à M. Jean Lachkar, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française.

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
René BIDAL.

ARRETE n° HC 1067 DIRAJ/BAJC du 14 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 1093 DIPAC du 5 juillet 2012 portant création d'une commission administrative paritaire transitoire dans l'attente de la constitution du collège électoral visé à l'article 44 du décret n° 2011-1551 du 15 novembre 2011.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, et notamment ses articles 27, 28 et 73 ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu le décret n° 2011-1551 du 15 novembre 2011 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Le premier paragraphe de l'article 35 de l'arrêté n° 1093 DIPAC du 5 juillet 2012 est modifié comme suit :

“A titre exceptionnel, jusqu'au 1er janvier 2017 au plus tard, la commission administrative paritaire transitoire est également chargée de donner un avis, conformément à l'article 64 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005, dans le cadre des procédures disciplinaires engagées à l'encontre des fonctionnaires”.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat et le président du tribunal administratif de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
L'administrateur,
chef des subdivisions administratives
des îles du Vent
et des îles Sous-le-Vent,
Raymond YEDDOU.

**ARRETE n° HC 30253 DIRAJ du 14 septembre 2016
portant composition de la commission d'expulsion.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, notamment ses articles 33 et 34 ;

Vu le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 67-2016 du 29 août 2016 du tribunal de première instance de Papeete ;

Vu la lettre n° 109 TA en date du 1er septembre 2016 du tribunal administratif de Papeete portant désignation des membres au sein de la commission d'expulsion ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — La commission mentionnée à l'article 34 de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française est composée de :

- M. Richard Pallain, vice-président du tribunal de première instance de Papeete, *président* ;
- Mme Céline Azema, juge au tribunal de première instance de Papeete ;
- Mme Fabienne Zucarello, première conseillère au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 2. — Le chef du bureau de la réglementation et des élections du haut-commissariat de la République en Polynésie française assure les fonctions de rapporteur.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat de la République et le directeur de la police aux frontières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 14 septembre 2016.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
L'administrateur,
chef des subdivisions administratives
des îles du Vent
et des îles Sous-le-Vent,
Raymond YEDDOU.

**ARRETE n° HC 541 DMME/BRHT/jc du 16 septembre 2016
donnant délégation de signature pour l'ordonnement des dépenses et des recettes au sein du centre de services partagés interministériel (plateforme Chorus).**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

· Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-0548 A du 3 mai 2012 du ministère de l'intérieur portant mutation de Mme Martine Damaye au haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 74 DMME/BRHT/A du 24 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Martine Damaye, attachée d'administration de l'Etat, en qualité de chef du centre de services partagés interministériel ;

Vu la décision n° HC 80 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Madeleine Lau, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de responsable du pôle rémunérations et fonctionnement ;

Vu la décision n° HC 81 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Maud Rouault, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité de responsable du pôle investissements et interventions ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Martine Damaye, chef du centre de services partagés interministériel, à l'effet de signer et de valider dans l'outil Chorus, au nom des services prescripteurs, les actes de gestion et les actes comptables (notamment les engagements juridiques et les bons de commande, les certifications de service fait, les ordonnances de paiement, les pièces justificatives de dépenses, les ordres et les pièces justificatives de recettes, les ordres de ré-imputation ainsi

que les états de créances) émis sur les centres financiers relevant des programmes figurant dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Martine Damaye, la compétence qu'elle détient à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Madeleine Lau, responsable du pôle rémunérations et fonctionnement ou Mme Maud Rouault, responsable du pôle investissements et interventions.

Art. 3.— Délégation de signature est également donnée :

- 1) Pour la validation des engagements juridiques dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1, aux agents figurant en annexe 2 du présent arrêté. La validation électronique a pour conséquence de consommer les autorisations d'engagement et vaut signature des ordonnateurs qui ont délégué la saisie de leurs engagements et la réalisation de leurs bons de commande au centre de services partagés interministériel ;
- 2) Pour la validation des demandes de paiement dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1 aux agents dont les noms figurent en annexe 3 du présent arrêté. La validation de la demande de paiement vaut signature de l'ordonnateur secondaire d'un ordre de payer transmis au comptable ;
- 3) Pour la saisie des certifications de service fait dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1, aux agents dont les noms figurent en annexe 4 du présent arrêté. La certification électronique du service fait, sur la base de la constatation du service fait par les services prescripteurs, entraîne la liquidation de la dépense ;
- 4) Pour la validation des recettes non fiscales dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1, aux agents dont les noms figurent en annexe 5 du présent arrêté.

Art. 4.— L'arrêté n° HC 379 DMME/BRHT/jc du 22 juin 2016 donnant délégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes au sein du centre de services partagés interministériel (plateforme Chorus) est abrogé.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
René BIDAL.

**ANNEXE 1 : Périmètre d'exécution des dépenses et des recettes
à l'arrêté n° HC / 541 / DMME / BRHT/ jc du 16 septembre 2016**

Programmes budgétaires

0107	Administration pénitentiaire
0113	Paysages, eau et biodiversité
0119	Concours financiers aux communes et groupements de communes
0122	Concours spécifiques et administration
0123	Conditions de vie outre-mer
0124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative
0137	Egalité entre les hommes et les femmes
0138	Emploi outre-mer
0143	Enseignement technique agricole
0147	Politique de la ville et Grand Paris
0148	Fonction publique
0152	Gendarmerie nationale
0154	Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires
0156	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local
0161	Intervention des services opérationnels
0163	Jeunesse et vie associative
0164	Cour des comptes et autres juridictions financières
0165	Conseil d'État et autres juridictions administratives
0166	Justice judiciaire
0172	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
0176	Police nationale
0203	Infrastructures et services de transports
0205	Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture
0207	Sécurité et circulation routières
0209	Solidarité à l'égard des pays en développement
0214	Soutien de la politique de l'éducation nationale
0215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
0216	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur
0217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
0218	Conduite et pilotage des politiques économique et financière
0219	Sport
0224	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
0232	Vie politique, culturelle et associative
0302	Facilitation et sécurisation des échanges
0303	Immigration et asile
0307	Administration territoriale
0309	Entretien des bâtiments de l'État
0334	Livre et industries culturelles

ANNEXE 2

à l'arrêté n° HC / 541 / DMME / BRHT/ jc du 16 septembre 2016

Agents bénéficiant de la délégation de signature pour valider les engagements juridiques dans CHORUS

Responsables des engagements juridiques titulaires
Madeleine LAU
Georges BAMBRIDGE
Yohann PAILLOUX
Maud ROUAULT
Responsables des engagements juridiques suppléants
Sabrina LEO
Maeva RICHARD

ANNEXE 3

à l'arrêté n° HC / 541 / DMME / BRHT/ jc du 16 septembre 2016

Agents bénéficiant de la délégation de signature pour valider les demandes de paiement dans CHORUS

Responsables des demandes de paiement titulaires
Sabrina LEO
Maeva RICHARD
Responsables des demandes de paiement suppléants
Madeleine LAU
Maud ROUAULT

ANNEXE 4**à l'arrêté n° HC / 541 / DMME / BRHT/ jc du 16 septembre 2016****Agents habilités par délégation pour certifier le service fait dans CHORUS****TITULAIRES**

Agents	Fonctions
Adrien CHENOIS	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Sarah DULCHE	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Pierre HEITAA	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Aurélié GALIERO	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Maité MAUFENE	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Carine PULIGNY	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Dgini RICHMOND	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Sylvie MARA	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Shirley VIVISH MANATE	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Hinaraurea TAUIRA	Gestionnaire de dépenses et de recettes

SUPPLEANTS

Agents	Fonctions
Georges BAMBRIDGE	Responsable d'engagement juridique
Madeleine LAU	Responsable de pôle
Sabrina LEO	Responsable de demande de paiement
Maeva RICHARD	Responsable de demande de paiement
Maud ROUAULT	Responsable de pôle
Yohann PAILLOUX	Responsable d'engagement juridique

ANNEXE 5**à l'arrêté n° HC / 541 / DMME / BRHT/ jc du 16 septembre 2016****Agents bénéficiant de la délégation de signature pour valider les recettes non fiscales dans CHORUS**

Responsables des recettes non fiscales
Madeleine LAU
Maeva RICHARD
Sabrina LEO

ARRETE n° HC 542 DMME/BRHT/jc du 16 septembre 2016 portant délégation de signature à M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous Chorus.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française et de l'université de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret du 31 décembre 2014 portant nomination de M. Jean-Louis Baglan, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional, en qualité de vice-recteur de la Polynésie française ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de M. René Bidal, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2003 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation aux vice-recteurs de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, des îles Wallis et Futuna et de Mayotte en matière de gestion des personnels enseignants, d'éducation, d'information et d'orientation de l'enseignement du second degré ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 8 février 2010 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation nationale aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels titulaires et stagiaires relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2013 des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, affectant M. Christian Climent-Pons, administrateur civil, au vice-rectorat de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2013 des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche portant affectation de M. Arnaud Le Petit, attaché principal d'administration du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer nommé par voie de détachement dans le corps des attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, au vice-rectorat de Polynésie française à compter du 1er octobre 2013 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2014 du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche affectant Mme Géraldine Tarde, attachée principale d'administration, au vice-rectorat de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur de la Polynésie française, à l'effet :

- 1 - De signer en matière d'ordonnancement secondaire délégué, l'engagement juridique, la liquidation et le mandatement des crédits délégués par :
 - le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, dans les programmes suivants :
 - programme 139 "Enseignement privé du premier et du second degré" ;
 - programme 140 "Enseignement scolaire public du premier degré" ;
 - programme 141 "Enseignement scolaire public du second degré" ;
 - programme 214 "Soutien de la politique de l'éducation nationale", à l'exclusion de l'action 08, sous-action 04, titre 6 ;
 - programme 230 "Vie de l'élève" ;
 - le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans les programmes suivants :
 - programme 150 "Formations supérieures et recherche universitaire", à l'exclusion de l'action 14 : immobilier ;
 - programme 231 "Vie étudiante".
- 2 - De répartir les crédits entre les services chargés de l'exécution.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Baglan, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat de Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean-Louis Baglan et Christian Climent-Pons, la délégation de signature consentie à M. Jean-Louis Baglan sera exercée dans les mêmes conditions par M. Arnaud Le Petit, secrétaire général adjoint, directeur des affaires financières, des examens et concours.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean-Louis Baglan, Christian Climent-Pons et Arnaud Le Petit, la délégation de signature consentie à M. Jean-Louis Baglan sera exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines, pour ce qui concerne les programmes 139, 140, 141, 150 (à l'exclusion de 14 : immobilier), 214 (à l'exclusion de l'action 08, sous-action 04, titre 6) et 230.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Géraldine Tarde, la délégation qui lui est consentie sera exercée, dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines, par Mme Mélina Tehaamoana, adjointe à la directrice des ressources humaines.

Art. 3. — Pour les programmes listés ci-après, délégation de signature est donnée aux agents dont les noms suivent à effet de certifier le service fait et de valider les engagements juridiques, les demandes de paiement, les actes relatifs aux recettes non fiscales et les titres de perception pour les dépenses et les recettes sous Chorus :

- M. Julien Fontaine, adjoint au directeur des affaires financières, des examens et des concours ;
- Mme Théodora Haturau, chef du département des affaires financières à la direction des affaires financières, des examens et des concours ;
- Mme Winona Reiatua, adjointe au chef du département des affaires financières à la direction des affaires financières, des examens et des concours ;
- M. Etienne Grueau, gestionnaire Chorus à la direction des affaires financières, des examens et des concours ;
- M. Raimana Haapaitahaa, gestionnaire Chorus à la direction des affaires financières, des examens et des concours ;
- Mme Teani Liu, gestionnaire Chorus à la direction des affaires financières, des examens et des concours ;
- Mme Mélanie Perolini, gestionnaire Chorus à la direction des affaires financières, des examens et des concours ;
- Mme Sarah Foinkinos, gestionnaire Chorus à la direction des affaires financières, des examens et des concours.

Liste des programmes gérés par le vice-rectorat de Polynésie française

Programmes	Intitulé	Centres financiers
139	Enseignement privé du premier et du second degré	0139-CENT-POLY
140	Enseignement scolaire public du premier degré	0140-CENT-POLY
141	Enseignement scolaire public du second degré	0141-CENT-POLY
150	Formations supérieures et recherche universitaire	0150-CENT-POLY
214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	0214-CEN1-POLY 0214-CEN2-POLY
230	Vie de l'élève	0230-CENT-POLY
231	Vie étudiante	0231-CENT-POLY

Art. 4. — Un compte rendu de l'utilisation des crédits me sera adressé annuellement.

Art. 5. — L'arrêté n° HC 351 DMME/BRHT/jc du 30 mai 2016 portant délégation de signature à M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous Chorus est abrogé.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le vice-recteur de la Polynésie française et le directeur de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
René BIDAL.

Par arrêté n° 1107 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2016. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Papeete pour la réalisation de l'opération intitulée "Etude d'optimisation de la compétence incendie et secours", décrite ci-dessous et dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation d'une étude d'optimisation de la compétence incendie et secours de la commune de Papeete.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 1 316 864 F CFP, soit 11 035,32 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessous est arrêté comme suit :

- FIP (80 %)	1 053 491 F CFP, soit 8 828,26 euros
- Commune (20 %)	263 373 F CFP, soit 2 207,06 euros
Total (100 %)	1 316 864 F CFP, soit 11 035,32 euros

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Papeete pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 1 053 491 F CFP, soit 8 828,26 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation du maire mentionnant la date effective de réalisation et le montant final de l'opération accompagnée d'un état des mandatements émis visé par le receveur municipal, d'un rapport final de l'étude visé par la direction de la défense et de la protection civile.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Papeete s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant au caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 mars 2018 ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération au plus tard le 30 septembre 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité de l'opération en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 1108 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2016. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 509 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "Renouvellement du parc informatique", en ce qui concerne le délai de démarrage.

Les dispositions du 5^e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " - à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse

sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;"

Lire : "- à démarrer l'opération au plus tard le 8 avril 2017. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Par arrêté n° HC 1109 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2016.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 510 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "Etudes jusqu'à l'avant-projet détaillé pour les travaux d'aménagement et d'extension du cimetière communal de Mataiea", en ce qui concerne le délai de démarrage.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de : "- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;"

Lire : "- à démarrer l'opération au plus tard le 8 avril 2017. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Par arrêté n° HC 1110 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2016.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 512 DIE/FIP du 8 avril 2016 relatif à l'opération "Installation de panneaux solaires sur la toiture de la salle omnisports annexe de Nuutafaratea", en ce qui concerne le délai de démarrage.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de : "- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;"

Lire : "- à démarrer l'opération au plus tard le 8 avril 2017. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Par arrêté n° HC 1111 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 septembre 2016.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 601 DIE/FIP du 6 mai 2016 relatif à l'opération "Fourniture et pose de plaques et supports pour la numérotation des servitudes et rues de Teva I Uta", en ce qui concerne le délai de démarrage.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté de financement initial sont modifiées comme suit :

Au lieu de : "- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;"

Lire : "- à démarrer l'opération au plus tard le 6 mai 2017. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Par arrêté n° 1118 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 septembre 2016.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 530 DIE/FIP du 15 avril 2016 relatif au financement de l'opération "Rénovation du bâtiment du réfectoire de l'école primaire de Tevaitoa" pour la commune de Tumaraa, en ce qui concerne le délai de démarrage de l'opération.

L'article 6, alinéa 5, de l'arrêté n° 530 DIE/FIP du 15 avril 2016 est modifié comme suit :

Au lieu de : "- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent, tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;"

Lire : "- à démarrer l'opération au plus tard le 15 juillet 2017. A l'échéance de cette date, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

Par arrêté n° 1119 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 septembre 2016.— Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 529 DIE/FIP du 15 avril 2016 relatif au financement de l'opération "Rénovation des sanitaires et du préau de l'école élémentaire de Fetuna" pour la commune de Tumaraa, en ce qui concerne le délai de démarrage de l'opération.

L'article 6, alinéa 5, de l'arrêté n° 529 DIE/FIP du 15 avril 2016 est modifié comme suit :

Au lieu de : "à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse

sans délai à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL" ;

Lire : "à démarrer l'opération au plus tard le 15 juillet 2017. A l'échéance de cette date, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL".

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 2016-91 APF du 15 septembre 2016
portant approbation du projet de convention relatif au
financement par l'Etat de mesures de soutien à la
politique de développement touristique de la Polynésie
française.

NOR : DBF1621270DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1281 CM du 1er septembre 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2702-2016 APF/SG du 6 septembre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 132-2016 du 9 septembre 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 15 septembre 2016,

Adopte :

Article 1er.— Le projet de convention relatif au financement par l'Etat de mesures de soutien à la politique de développement touristique de la Polynésie française, joint en annexe, est approuvé.

Art. 2.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

La présidente de séance,
Lana TETUANUI.

- Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la loi de finances n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 pour 2016 ;
- Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982, modifié, relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'État dans les territoires d'outre-mer modifié ;
- Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du Haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination du Haut-commissaire de la République en Polynésie française - M. BIDAL (René) ;

L'ÉTAT

Représenté par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française

Et

LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Représentée par le Président de la Polynésie française,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT**PREAMBULE**

Le Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) a constitué pendant plus de quatre décennies un élément essentiel de l'activité économique polynésienne dont il fut, directement et indirectement, le moteur le plus important.

A l'issue des essais nucléaires, à raison des mutations générées sur la société polynésienne et convaincu du devoir d'accompagner la reconversion de son modèle de développement, l'Etat a reconnu la nécessité de maintenir les flux financiers qui résultaient de l'activité du CEP en instituant le Fonds pour le renforcement économique de la Polynésie française (FREPF).

D'un commun accord, le niveau de référence de l'ensemble de ces flux avait été fixé à 150,92 millions d'euros (18 milliards XPF).

Cette reconnaissance de l'Etat envers la Polynésie française a pris, par la suite, la forme conventionnelle d'une dotation globale de développement économique (DGDE).

Dans le cadre de la loi de finances pour 2011, trois instruments financiers ont été créés en substitution de la DGDE : la dotation globale d'autonomie (DGA), la dotation territoriale pour l'investissement des communes de la Polynésie française (DTIC) et le 3ème instrument financier (3IF), consacré aux investissements prioritaires de la Polynésie française.

Prévue à l'article L6500 du CGCT, la DGA est une dotation annuelle, libre d'emploi qui fait l'objet de versements mensuels. Fixée initialement à un montant de 90,55 millions d'euros, son évolution a été partiellement indexée à celle de la dotation globale de fonctionnement (DGF) allouée aux collectivités territoriales de droit commun de la République, ce qui a eu pour effet de générer une diminution de plus de 11 % de cette dotation au cours des trois derniers exercices budgétaires (2014 à 2016).

Dans ce contexte d'érosions successives, le Président de la République a été alerté par le gouvernement et les parlementaires de la Polynésie française de cette remise en question conséquente des engagements pris par les plus hautes autorités de l'Etat à son égard.

A ce titre, lors de son allocution prononcée le 22 février 2016 devant les élus de la collectivité, le Chef de l'Etat a rappelé que « celle qui est souvent présentée comme la dette nucléaire, cette dotation globale d'autonomie sera sanctuarisée dans le statut de la Polynésie française et son niveau sera, dès 2017, rétabli à plus de quatre-vingt-dix millions d'euros. »

La présente convention vise à compenser la diminution de quatre (4) millions € (477 326 969,00 XPF) du montant de la DGA inscrite dans la loi de finances pour l'année 2016, par la mise en place, au titre du même exercice, d'un outil contractuel spécifique permettant le financement par l'Etat, à hauteur du même montant, de mesures de soutien à la politique de développement touristique de la Polynésie française.

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir, pour l'exercice 2016, les conditions d'octroi du concours financier de l'Etat à la mise en œuvre d'un programme d'actions entrant dans le champ de la politique du développement touristique de la Polynésie française, telles que décrites à l'article 4 ci-après.

ARTICLE 2 : Bénéficiaire

Le bénéficiaire de la présente convention est la Polynésie française.

ARTICLE 3 : Date d'effet et durée

Sous réserve d'une signature par les deux parties avant la fin de l'année 2016, la présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et s'achèvera au 1^{er} juin 2017.

ARTICLE 4 : Engagements financiers**a) Engagements de l'État**

L'État s'engage à apporter son concours financier à la Polynésie française pour la réalisation d'un programme d'actions décrites ci-dessous, dont le montant global H.T. est évalué à 5 000 000,00 €, soit 596.658.711 XPF :

Actions	Part estimative du montant global HT	Objectifs	Indicateurs
Campagnes de promotion et/ou de communication de la destination sur les marchés internationaux	80%	Au moins 5 pays différents	Evolution du nombre de visiteurs par marché émetteur
Développement de l'accueil, soutien aux initiatives / événements, communication et soutien marketing sur le marché local	20%	Au moins 5 interventions	Evolution du nombre de contacts

L'engagement financier de l'État s'élève à 4 000 000,00 €, soit 477.326.969 XPF, correspondant à un taux de participation de 80% du montant global H.T. susvisé.

Le concours financier de l'État est imputé sur les crédits délégués par le ministère des Outre-mer, centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 0123-02-04, activité 012300000219.

b) Engagements de la Polynésie française

La Polynésie française s'engage à :

- prendre à sa charge le reste des dépenses imparties à la réalisation des mesures listées ci-dessus, y compris la T.V.A. correspondante. L'engagement financier H.T. de la Polynésie s'élève à 1 000 000,00 €, soit 119.331.742 XPF.
- présenter à l'Etat, d'ici au 31 août 2017, le bilan chiffré des actions réalisées, ainsi que de leurs indicateurs, auquel seront annexés les états de mandatement correspondants visés par son comptable public.

ARTICLE 5 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une fois, dès la signature de la présente convention, auprès du comptable public de la Polynésie française.

ARTICLE 6 : Contrôles

La Polynésie française s'engage à satisfaire à tout contrôle technique, administratif ou financier sur pièces et/ou sur place effectué par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le représentant de l'Etat. Elle s'engage à présenter aux agents de contrôle tout document établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

Avant le 31 août 2017, la Polynésie française adressera aux services de l'État un rapport détaillé des conditions d'emploi de la présente subvention. Y figureront notamment :

- le bilan des actions engagées ;
- un rapport d'exécution budgétaire ;
- une analyse quantitative et qualitative des perspectives économiques générées par ce soutien financier.

Après examen de ce rapport par les services de l'État et amendements éventuels, un comité de suivi État / Polynésie française procèdera à la validation définitive du rapport avant transmission au Ministère des Outre-mer, laquelle interviendra au plus tard le 1^{er} octobre 2017.

ARTICLE 7 : Modification

La présente convention pourra être amendée par voie d'avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties contractantes.

Fait en 4 exemplaires originaux.

A Papeete, le

Pour la Polynésie française,

Pour l'État,

DELIBERATION n° 2016-92 APF du 15 septembre 2016 portant approbation du projet d'avenant 1 n° 62-16 du 18 juillet 2016 à la convention n° 2200-2015 HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant.

NOR : DEE1600633DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1055 CM du 28 juillet 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 2200-2015 HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant ;

Vu la lettre n° 2702-2016 APF/SG du 6 septembre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 122-2016 du 18 août 2016 de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 15 septembre 2016,

Adopte :

Article 1er. — Le projet d'avenant 1 n° 62-16 du 18 juillet 2016 à la convention n° 2200-2015 HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant, est approuvé.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

La présidente de séance,
Lana TETUANUI.

Avenant 1 n° 0 6 2 1 6 du 1 8 JUIL. 2016
à la convention n° 2200-2015/HC/SG/DIE du 20 novembre 2015
entre l'Etat et la Polynésie française
relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant

Entre

L'Etat, ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, délégation générale de l'outre-mer, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et

La Polynésie française, représentée par M. le président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n°2004-193 du 27 février 2004 ;

Vu le décret n°2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu les dates de la rentrée universitaire 2015 - 2016 ;

Vu la convention cadre n° 2200-2015/HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : La présente convention a pour objet de modifier la convention cadre n° 2200-2015/HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française en ce qui concerne le montant de la prise en charge par l'Etat, à titre transitoire, de l'aide au logement étudiant pour l'année universitaire 2015-2016.

Article 2 : L'article 2 de la convention cadre n° 2200-2015/HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 est ainsi rédigé :

Durant la période transitoire mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus, les parties conviennent que la prise en charge financière de l'aide au logement étudiant est assurée par le budget de l'Etat, mission outre-mer au titre du programme 123 intitulé « Conditions de vie outre-mer » sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 04-01, à hauteur de 622 000 €, répartis en deux tranches.

Article 3 : L'article 3 de la convention cadre n° 2200-2015/HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 est ainsi rédigé :

Une première tranche d'un montant de 130 000 € a fait l'objet d'une réservation en début d'année universitaire 2015-2016.

Le présent avenant à la convention en constitue la seconde tranche de financement, d'un montant de 492 000 €.

Article 4 : Le présent avenant, pourra, en cours d'exécution être révisé à l'initiative du Haut-commissariat de la République en Polynésie française, au regard en particulier des crédits disponibles et des demandes d'aides qui y seront déposées avant le 30 juin 2016.

Le président de la Polynésie française

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française

DELIBERATION n° 2016-93 APF du 15 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n° 2016-03 à la convention entre l'Etat et la Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation.

NOR : DEE1600662DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'arrêté n° 1083 CM du 4 août 2016 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2702-2016 APF/SG du 6 septembre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 123-2016 du 18 août 2016 de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 15 septembre 2016,

Adopte :

Article 1er. — L'avenant n° 2016-03 à la convention entre l'Etat et la Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation est approuvé.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

La présidente de séance,
Lana TETUANUI.

Avenant 2016-03 à la convention entre l'État et la Polynésie française
HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation

Article 1 :

Au titre III de la convention HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation, l'article 21 est modifié comme suit :

Article 21 : la Polynésie française assure les dépenses de fonctionnement, d'équipement, de construction, de maintenance, de sécurité et de reconstruction des établissements scolaires du second degré public.

Elle reçoit chaque année de l'État, une participation financière aux dépenses qu'elle assume.

La participation de l'État à ces dépenses pour l'exercice budgétaire 2016 est abondée comme suit :

1. Programme 0230, « Vie de l'élève » : 320 000 € au titre de la participation exceptionnelle et non reductible de l'État en faveur de recrutements d'adjoints d'éducation non titulaires de la Polynésie française chargés de missions de surveillance et d'animation (domaine fonctionnel 0230-01) ;

Article 2 :

L'ensemble de ces participations financières ne préjuge pas du montant de la dotation initiale qui sera retenue par l'État, après avis rendu par la commission consultative d'évaluation des charges préalablement à la mise en place de la dotation globale de compensation prévue à l'article 59 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, modifiée, portant statut d'autonomie interne de la Polynésie française.

Article 3 :

En application de l'article 32 de la convention HC/56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation, les services du ministère de l'éducation de Polynésie française adressent au vice-rectorat toutes les pièces justificatives nécessaires à la constatation des droits et à la liquidation des dépenses. Ce compte-rendu financier doit être adressé au vice-rectorat de Polynésie française dans un délai maximum de trois mois suivant la fin de l'année scolaire 2016-2017.

Article 4 :

Les dispositions du présent avenant seront publiées au journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le

Le Président de la Polynésie française

Édouard FRITCH

Pour la ministre de l'éducation nationale,
Le Haut-commissaire de la République en
Polynésie française

René BIDAL

AVIS n° 2016-17 A/APF du 15 septembre 2016 sur le projet d'article du projet de loi de finances pour 2017 portant sur le montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française.

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 29420 DIRAJ du 31 août 2016 du haut-commissaire de la République en Polynésie française soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet d'article du projet de loi de finances pour 2017 portant sur le montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2702-2016 APF/SG du 6 septembre 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 131-2016 du 9 septembre 2016 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 15 septembre 2016,

Emet l'avis suivant :

Le projet d'article du projet de loi de finances pour 2017 portant sur le montant de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française.

Les membres de l'assemblée de la Polynésie française émettent par ailleurs le vœu que les dispositions relatives à la dotation globale d'autonomie soient insérées dans la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 susvisée, conformément à l'engagement pris par le Président de la République française, lors de son séjour en Polynésie française au mois de février 2016, de "sanctuariser" cette dotation.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire de la République en Polynésie française, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

La présidente de séance,
Lana TETUANUI.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1359 CM du 15 septembre 2016 portant application de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social.

NOR : DHV1600706AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 relative à la codification du droit du travail ;

Vu la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social ;

Le conseil des ministres, en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Champ d'application

Le présent arrêté fixe les mesures d'application de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social.

Art. 2. — Définitions

Pour l'application du présent arrêté, on entend par "SMIG" : la rémunération mensuelle minimale telle que définie par l'article LP. 3322-2 et suivants du code du travail institué par la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011, en vigueur à la date de l'instruction du dossier de demande d'aide au logement et à la date de la décision d'attribution de l'aide, selon le cas.

TITRE Ier

De la commission consultative des organismes privés de logement social

Art. 3. — Composition

La commission consultative des organismes privés de logement social est composée comme suit :

- le ministre en charge du logement ou son représentant, en qualité de *président* ;
- le ministre en charge des finances ou son représentant ;
- le ministre en charge de l'économie ou son représentant ;
- le directeur de la délégation à l'habitat et à la ville ou son représentant ;
- le président de la commission logement de l'assemblée de la Polynésie française ou son vice-président.

La direction générale des affaires économiques assure le secrétariat permanent de la commission consultative. Elle accuse réception des demandes d'agrément mentionnées à l'article 4, assure leur instruction et confectionne un rapport de présentation y afférent.

Art. 4. — Saisine

Toute demande d'agrément donne lieu au dépôt d'un dossier de demande d'agrément, en cinq (5) exemplaires au secrétariat permanent qui délivre un récépissé de dépôt du dossier.

Art. 5. — Instruction du dossier

Le secrétariat permanent est habilité à solliciter tous compléments d'information ou pièces manquantes au dossier, à tout moment de la procédure d'agrément.

En cas de pièce manquante le pétitionnaire est invité à compléter son dossier sous quinzaine. A défaut d'avoir été complété dans ce délai, le secrétariat permanent de la commission peut notifier l'irrecevabilité du dossier.

Le secrétariat permanent adresse le dossier reçu à chacun des membres de la commission, lesquels peuvent transmettre un avis circonstancié dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de sa réception.

A partir de l'ensemble des avis reçus et de sa propre analyse, le secrétariat permanent établit un rapport de présentation du dossier de demande d'agrément, en vue de son examen par la commission.

S'agissant des demandes d'agrément des opérations de construction, les pièces requises pour l'instruction du dossier, dont le défaut de production peut conduire à la décision d'irrecevabilité mentionnée au deuxième alinéa, sont celles énumérées à l'article 13.

S'agissant des demandes d'agrément en qualité d'organisme privé de logement social, les pièces requises pour l'instruction du dossier, dont le défaut de production peut conduire à la décision d'irrecevabilité mentionnée au deuxième alinéa, sont les suivantes :

- a) Eléments attestant d'une expérience dans le domaine de la promotion, de la construction et de la commercialisation de programmes de logements ;
- b) Eléments attestant d'une compétence en matière financière, technique et juridique des dirigeants ou du personnel dans le domaine du logement et d'une expérience dans le domaine de la gestion locative ;
- c) Eléments relatifs à la situation financière et aux garanties financières des actionnaires ;
- d) Eléments attestant de la capacité à mener un programme de construction biennal assorti d'une estimation prévisionnelle des investissements y afférents ;
- e) Eléments justifiant l'existence de réserves foncières identifiées et suffisantes ;
- f) Attestations de situation régulière au regard du respect des obligations fiscales et sociales.

Art. 6. — Réunion

La commission se réunit, en tant que de besoin, sur convocation de son président.

La convocation est adressée au moins cinq (5) jours avant la date de la tenue de la réunion, aux membres de la commission. Elle est complétée par un ordre du jour et par un dossier de séance comprenant le rapport de présentation.

Le quorum est fixé à trois (3) membres, dont le président de séance.

Si ce quorum n'est pas atteint à la suite de la première convocation, la commission peut délibérer valablement sur le même ordre du jour après l'expiration d'un délai d'un (1) jour franc qui suit la réunion précédente, et ce, quel que soit le nombre des membres délibérants présents.

Les séances de la commission ne sont pas publiques. Toutefois, sur proposition du président de séance ou du secrétariat permanent, la commission peut entendre toute personne susceptible de compléter son information.

Les membres de la commission ou leurs représentants peuvent se faire assister en réunion des collaborateurs de leur choix.

Le secrétariat permanent de la commission présente les dossiers et est chargé d'établir le compte rendu de la séance.

Art. 7. — Délibéré

Le président de séance peut différer le délibéré s'il estime que la commission n'est pas suffisamment éclairée. Dans ce cas, il sollicite un complément d'instruction par le secrétariat permanent et renvoie le dossier à une prochaine réunion.

L'avis de la commission est rendu à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Art. 8. — Notification de l'avis

Le secrétariat permanent de la commission notifie sans délai l'avis de la commission au ministre en charge du logement. A partir de l'avis rendu, un projet de décision est élaboré dans les dix (10) jours sur le rapport du ministre en charge du logement aux fins de son examen par le conseil des ministres.

TITRE II**Des opérations de construction de logements sociaux****Chapitre 1er - Caractéristiques des logements****Art. 9. — Types de logement**

Les logements sont classés par type ainsi qu'il suit :

Type	Nombre de pièces principales	Equipement minimal	Surfaces (S) minimales des logements en (m ²)
Studio	1	Salle d'eau, W-C, cuisinette	14
F1	1	Salle d'eau, W-C, cuisine	18
F2	2	Salle d'eau, W-C, cuisine	30
F3	3	Salle d'eau, W-C, cuisine	43
F4	4	Salle d'eau, W-C, cuisine	61
F5	5	Salle d'eau, W-C, cuisine	79
F6	6	2 Salles d'eau, W-C, cuisine	97
au-delà	par pièce sup.	+ une salle d'eau	10

Art. 10. — Définitions

Surface du logement (S) : La surface S de chaque logement est égale à la somme de sa surface habitable et de la moitié de sa surface annexe.

Surface habitable (Sh) : La surface habitable d'un logement est la surface de plancher du logement construit, déduction faite des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches, cages d'escalier, gaines, embrasement de fenêtres et de portes.

Il n'est pas tenu compte, dans la surface habitable, des surfaces annexes telles que définies ci-après et des surfaces des logements disposant d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre. S'ils sont couverts, les balcons, terrasses et vérandas sont compris dans la surface habitable.

Pièce principale : Est considérée comme pièce principale, toute pièce autre que les aires de service et de circulation, disposant d'un accès à partir des circulations ou de la salle de séjour, d'un éclairage naturel et d'un système d'aération qui lui sont propres. Les pièces principales sont, notamment, les séjours, les salles à manger et les chambres.

L'absence d'une cloison entre la salle de séjour et une autre pièce est tolérée à condition que la pièce unique ainsi créée puisse éventuellement être séparée en deux pièces répondant, chacune, aux critères ci-dessus.

Surfaces annexes (Sa) : Les surfaces annexes des logements doivent :

- disposer d'un sol résistant pouvant supporter une charge identique à celle admissible pour le logement ;
- avoir une hauteur libre de plus de 1,80 mètre ;
- être réservées à l'usage exclusif de l'occupant du logement.

Les surfaces annexes comprennent les balcons, terrasses et vérandas non couverts ainsi que les toits terrasses, les combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, buanderies, loggias, séchoirs extérieurs au logement, locaux communs et autres dépendances des logements.

Art. 11. — Caractéristiques de construction

Outre les dispositions réglementaires applicables en matière de construction, les opérations de construction de logements sociaux répondent aux caractéristiques minimales suivantes.

I. - Les bâtiments :

- sont paracycloniques ;
- comportent des parois extérieures d'une stabilité au feu d'un quart d'heure ;
- sont protégés contre les infiltrations et remontées d'eau.

II. - Les logements disposent :

- d'une cuisine et d'un W-C, chacun pourvu d'un ouvrant donnant sur l'extérieur ; cet ouvrant peut être commun au W-C et à la salle d'eau si ces deux pièces sont contiguës et ventilées ensemble ;
- d'une installation d'alimentation en eau et d'une distribution interne ;
- d'un évier muni d'un écoulement d'eau et d'un emplacement aménagé pour recevoir un appareil de cuisson ;
- d'une installation de plomberie sanitaire incluant :
 - pour toutes cuisines : un évier simple ;
 - pour tous W-C : 1 cuvette avec chasse d'eau et robinet d'arrêt ;
 - pour toutes salles d'eau : 1 receveur de douche et 1 lavabo.

Les cabinets d'aisance ont 1,20 mètre x 0,80 mètre de dimension minimum, leur porte pouvant s'ouvrir sur l'extérieur dans le cas des dimensions minimales.

Les corridors, vestibules et autres dégagements doivent avoir une largeur minimale de 0,90 mètre.

Les branchements des équipements à la canalisation collective ainsi que les canalisations d'eau sont réalisés de manière à être accessibles.

III. - Finitions extérieures

Les constructions en bois font l'objet d'un traitement fongicide et insecticide.

Les menuiseries extérieures font l'objet d'un traitement garantissant leur préservation et leur étanchéité.

Chapitre 2 - Coûts et modalités de financement

Art. 12. — Taux maximum d'aides publiques

Les taux maximaux d'aide publique prévus à l'article LP. 9 sont les suivants :

Destination des logements	Taux maximum de l'aide
Location-vente	20 %
Location simple	20 %

Les taux applicables ci-dessus peuvent être abondés de 10 % maximum lorsque les opérations de construction de logements sociaux sont réalisées sur des assises foncières mentionnées au 1° de l'article LP. 9.

Art. 13. — Agrément des opérations

En application des dispositions de l'article LP. 11, les opérations de construction de logements sociaux sont agréées, par arrêté pris en conseil des ministres, sur la base d'un programme déterminé dont les éléments essentiels sont les suivants :

- localisation de l'opération ;
- note de présentation de l'opération ;
- notice descriptive des caractéristiques techniques de l'immeuble ;
- nombre et types de logements à réaliser ;
- coût prévisionnel de l'opération ;
- plan de financement ;
- destination des logements ;
- le coût de la construction des logements ;
- le montant des loyers ;
- le prix de vente des logements ;
- le montant des garanties requises au III de l'article LP. 5 ;
- la fraction des loyers prise en compte ou restituée, selon le cas, à l'issue de la période de jouissance des contrats de location-vente ;

- en application du II de l'article LP. 6, en cas de cumul avec le dispositif d'Etat destiné à encourager les investissements dans le secteur du logement social outre-mer, la démonstration étayée et l'engagement que 70 % au moins de l'aide de la Polynésie française sera restituée sous forme d'abaissement des loyers en deçà des plafonds locatifs prévus par ledit dispositif de l'Etat ;
- les moyens matériels, humains et financiers dédiés à la gestion locative de l'opération.

Art. 14. — *Limitation du coût des opérations*

I. - Le coût de construction des logements, assiette foncière comprise, est plafonné à 292 123 F CFP hors taxes du mètre carré.

II. - Le montant des loyers est déterminé par référence aux plafonds prévus par le dispositif de l'Etat destiné à encourager les investissements dans le secteur du logement social outre-mer auxquels il y a lieu, le cas échéant, d'imputer l'abaissement mentionné à l'article 13.

Les plafonds mentionnés au II figurent dans le tableau reproduits ci-après :

Plafonds LODEOM 2016 (Polynésie française)	En € /mois	En XPF/mois
Logement social	10,5	1 253
Logement social-intermédiaire	15,75	1 879

CHAPITRE II

TITRE III

Chapitre III - Formulation et examen des demandes

Art. 15. — *Conditions d'éligibilité des ménages*

Les opérations de construction de logements sociaux, quelle qu'en soit la destination, sont destinées à des ménages dont le revenu mensuel moyen (RMM) est inférieur ou égal aux plafonds suivants :

Ménages éligibles au titre du logement social (30 % minimum des surfaces habitable par opération)	Multiple du SMIG (152 914 XPF)	Plafonds
Personne seule	1,24	189 023
Couple	2,29	349 586
Couple + 1 personne à charge	2,42	369 798
Couple + 2 personnes à charge	2,55	390 028
Couple + 3 personnes à charge	2,73	417 039
Couples + 4 personnes à charge	2,90	444 051
Personne supplémentaire à charge	0,19	28 372

Ménages éligibles au titre de la mixité sociale	Multiple du SMIG (152 914 XPF)	Plafonds
Personne seule	1,61	245 729
Couple	2,97	454 462
Couple + 1 personne à charge	3,14	480 737
Couple + 2 personnes à charge	3,23	507 037
Couple + 3 personnes à charge	3,55	542 151
Couple + 4 personnes à charges	3,78	577 266
Personne supplémentaire à charge	0,24	36 884

Art. 16. — *Présentation des demandes - contenu du dossier*

I. - Les pétitionnaires effectuent leur demande en remplissant un formulaire mis à leur disposition par les organismes privés de logement social. Ce formulaire indique notamment :

- la destination du logement souhaitée (location simple ou location-vente) ;
- la localisation géographique souhaitée ;
- la composition du ménage.

II. - Le dossier de demande est constitué d'un formulaire et de pièces justificatives.

La demande est présentée au moyen d'un formulaire renseigné, paraphé et signé par le demandeur et le cas échéant par le codemandeur.

Les pièces justificatives obligatoires qui doivent être produites pour l'instruction de la demande sont les suivantes :

- une pièce d'identité du demandeur et le cas échéant du codemandeur ;
- une copie de la carte d'assuré social, délivrée par la Caisse de prévoyance de Polynésie française (CPS) du demandeur et de toutes les personnes composant le ménage, en cours de validité ;
- un relevé d'informations de la CPS justifiant des revenus du ménage ou à défaut les justificatifs des revenus du ménage sur la période des douze (12) mois précédant la date d'enregistrement de la demande ;
- un relevé des transcriptions hypothécaires au nom du demandeur et du codemandeur le cas échéant délivré par la recette-conservation des hypothèques moins de trois (3) mois avant la date d'enregistrement de la demande ;
- et le cas échéant, le justificatif de la pension alimentaire versée ou perçue par les personnes composant le ménage.

Le dossier de demande constitué par le ménage pétitionnaire est adressé ou remis à l'organisme privé de logement social.

Art. 17. — *Instruction de la recevabilité des demandes*

Une fois le dossier de demande réceptionné par l'organisme privé de logement social, la commission d'attribution de celui-ci :

- l'instruit et l'enregistre lorsqu'il comporte les pièces requises pour son instruction ;
- le classe sans suite en cas d'incapacité persistante du pétitionnaire à produire les justificatifs requis ;
- procède au réexamen des conditions d'éligibilité en cas de dépassement du délai de six (6) mois mentionné à l'article 20.

L'instruction consiste à vérifier l'éligibilité de la demande du ménage pétitionnaire, son actualité et l'adéquation des demandes présentées aux besoins du ménage. A cet effet, le demandeur a l'obligation de fournir tous les justificatifs utiles pour vérifier les éléments du dossier, notamment concernant la composition de la famille et les revenus du ménage.

Les demandes recevables sont transmises pour avis aux commissions d'attribution.

Art. 18. — *Enregistrement des demandes - renouvellement*

I. - Dès lors qu'après instruction, le dossier est recevable et éligible, la demande fait l'objet d'un enregistrement unique. Cet enregistrement donne lieu à l'attribution d'un numéro unique communiqué au demandeur, dans le délai d'un mois du dépôt de la dernière pièce exigée, au moyen d'une attestation comportant les mentions suivantes :

- le nom du demandeur ;
- la destination du logement demandé ;
- date du dépôt de la dernière pièce exigée ;
- le numéro d'enregistrement de la demande ;
- la date d'enregistrement de la demande ;
- la durée de validité de la demande, les modalités de son renouvellement et les conditions de radiation. La demande a une validité de cinq (5) ans à compter de la date d'enregistrement de la demande.

II. - Pour renouveler sa demande, le demandeur adresse à nouveau, à l'organisme privé de logement social, le formulaire visé à l'article 16 du présent arrêté, en actualisant les informations contenues dans sa demande initiale ou fournies lors du dernier renouvellement.

Une attestation d'enregistrement du renouvellement de la demande est remise au demandeur. Elle reprend les informations de l'attestation d'enregistrement. Le numéro unique et la date de dépôt initial sont conservés afin de préserver l'ancienneté du dossier.

Art. 19. — *Avis des commissions d'attribution*

I. - Les commissions d'attribution mentionnées à l'article LP. 13 examinent les demandes qui leur sont transmises en vue de formuler un avis sur l'attribution des logements disponibles. A cet effet, les organismes privés de logement social leur transmettent une liste actualisée et détaillée des demandes recevables et des logements disponibles.

II. - La commission d'attribution est composée :

Au titre de la représentation des intérêts de l'organisme privé de logement social :

- de trois (3) membres désignés par l'organisme privé de logement social, ou de leur représentant.

Au titre de la représentation de la Polynésie française :

- du ministre du logement, ou de son représentant ;
- du président de la commission de logement de l'assemblée de la Polynésie française, ou de son vice-président.

Au titre de la représentation des intérêts communaux :

- du maire de la commune où sont situés les logements concernés ou de son représentant. En cas de pluralité de communes concernées il y a autant de représentants que de communes concernées.

III. - Les règles d'organisation et de fonctionnement de ces commissions d'attribution sont les suivantes :

Il est tenu autant de réunions que nécessaire, sur convocation du président qui arrête l'ordre du jour.

Le président de la commission est désigné par l'organisme privé de logement social, il assure la préparation des séances de la commission et convoque celle-ci.

La fonction de vice-président est exercée par le ministre du logement ou son représentant.

En cas d'absence ou d'empêchement du président de la commission, le vice-président le remplace.

L'ordre du jour de la réunion est adressé à chaque membre quinze (15) jours francs au moins avant la séance par tout moyen écrit permettant de justifier de la remise. Le quorum est fixé à quatre membres.

Si ce quorum n'est pas atteint à la suite de la première convocation, la commission peut délibérer valablement sur le même ordre du jour après l'expiration d'un délai d'un (1) jour franc qui suit la réunion précédente et ce, quel que soit le nombre des membres délibérants présents.

Tous les membres ont voix délibérative. Toutefois, les membres désignés au titre des intérêts communaux ne prennent part aux votes que dans la mesure où le logement dont l'attribution est envisagée est situé sur leur commune.

Tout membre absent peut donner procuration à un autre membre.

L'avis de la commission est donné à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. L'avis est consigné par écrit signé par le président de séance et l'un des membres présents.

Il est obligatoirement dressé un procès-verbal des réunions de la commission dont la conservation est assurée par l'organisme privé de logement social et dont une copie est adressée au président et aux membres de la commission.

Chapitre 2 - Mise en œuvre de la décision d'attribution

Art. 20. — *Notification d'une décision d'attribution conditionnelle*

I. - Le ménage pétitionnaire est informé d'une décision d'attribution conditionnelle par un courrier adressé à l'adresse mentionnée dans le formulaire de demande. Cette décision précise le type, les caractéristiques et la destination du logement attribué et elle atteste que le ménage attributaire satisfait aux conditions d'éligibilité à la date de l'attribution.

Le courrier précise que la décision n'est pas définitive et qu'une nouvelle vérification des conditions d'éligibilité sera requise si plus de six (6) mois s'écoulent entre la date de la notification et l'attribution définitive du logement.

II. - En cas de dépassement du délai de six (6) mois précité, l'organisme privé de logement social est tenu de vérifier que le ménage pétitionnaire satisfait toujours aux conditions d'éligibilité par la production des documents ci-après :

- une copie de la carte d'assuré social, délivrée par la Caisse de prévoyance sociale de Polynésie française (CPS) du demandeur et de toutes les personnes composant le ménage, en cours de validité ;
- un relevé d'informations de la CPS justifiant des revenus du ménage ou à défaut les justificatifs des revenus du ménage sur la période des six (6) mois échue ;
- et le cas échéant, le justificatif de la pension alimentaire versée ou perçue par les personnes composant le ménage pendant la période des six (6) mois échue ;
- un certificat sur l'honneur que le(s) demandeur(s) n'est (ne sont) pas déjà propriétaire(s) d'un logement à usage d'habitation.

A défaut de fournir les pièces, renseignements et justificatifs demandés dans le délai, la décision d'attribution conditionnelle peut être abrogée.

Dès lors qu'il a été satisfait de manière concluante à la nouvelle vérification des conditions d'éligibilité, l'attribution définitive du logement peut intervenir.

Art. 21. — *Attribution définitive du logement*

L'attribution définitive du logement est formalisée par :

- la signature d'un bail en cas de location simple ;
- la signature d'un contrat de location-vente en cas de location-vente.

TITRE IV

Dispositions diverses et transitoires

Art. 22. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux opérations de construction de logements sociaux agréées avant l'entrée en vigueur de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social dans les conditions fixées à l'article LP. 22.

L'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 est modifié comme suit :

- aux alinéas 2 et 3 de l'article 2, les mots : "ou privé" sont abrogés ;
- le titre 1er est abrogé.

Art. 23. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1360 CM du 15 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération "Aménagement d'aires de jeux - tranche 1 : Aire de jeux Puna Nui".

NOR : OPH1600654AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'Office polynésien de l'habitat n° 201607260950 OPH/DFi/MJ/ls en date du 26 juillet 2016 ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 2767 MLV du 1er août 2016 ;

Vu la lettre n° 5915 PR du 25 août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis n° 161-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 30 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de *trente millions six cent trente-sept mille cent quarante-cinq francs CFP* (30 637 145 F CFP) en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération "Aménagement d'aires de jeux - tranche 1 : Aire de jeux Puna Nui", dont le coût réel est estimé à *trente millions six cent trente-sept mille cent quarante-cinq francs CFP* (30 637 145 F CFP).

Art. 2.— Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération et ne pourra excéder le montant de 30 637 145 F CFP.

Art. 3.— Le délai de réalisation de cette opération est fixé à 12 mois à compter de son démarrage dont la date est inscrite dans une lettre de commande ou d'un ordre de service de démarrage des travaux fournie lors de la demande d'avance, tel que prévu dans l'article 5.

Art. 4.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, AP 232-2016, AE 245-2016, article 204.

Art. 5.— Une avance de 50 % peut être versée sur présentation, par le bénéficiaire, d'une lettre de commande ou d'un ordre de service de démarrage des travaux prévues au marché.

Des acomptes, après justification de l'utilisation de l'avance perçue, pourront être versés à la demande du maître d'ouvrage au fur et à mesure de l'avancement réel des travaux sur présentation de justificatif de l'état d'avancement physique et financier (état de mandatement HTVA et TTC visés par l'agent comptable du bénéficiaire et situation d'avancement des travaux certifiée exacte).

Ces acomptes ne pourront excéder 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de la Polynésie française.

Le solde sera versé sur production, dans un délai de 12 mois à compter du dernier acompte, par le bénéficiaire, de la justification technique et financière de la réalisation effective des travaux et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier technique et financier :

- décision de réception des travaux ;
- états de mandatement et bilan de clôture HTVA et TTC visés par l'agent comptable du bénéficiaire.

Art. 6.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1361 CM du 15 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat dans le cadre de l'acquisition de l'immeuble de transit Teroma (commune de Faa'a).

NOR : OPH1600855AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'Office polynésien de l'habitat n° 201607270730 OPH/DFi/MJ/ls en date du 27 juillet 2016 ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 2768 MLV du 1er août 2016 ;

Vu la lettre n° 5914 PR du 25 août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'avis n° 161-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 30 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de *trois cent quatre-vingts millions de francs CFP* (380 000 000 F CFP) en faveur de l'Office polynésien de l'habitat dans le cadre de l'acquisition de l'immeuble de transit Teroma (commune de Faa'a), dont le coût réel est estimé à *trois cent quatre-vingts millions de francs CFP* (380 000 000 F CFP). L'acquisition de cet immeuble va permettre le relogement de familles dans le cadre d'opérations de résorption de l'habitat insalubre ou de familles se trouvant en situation d'urgence.

Art. 2.— Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 100 % du coût final de l'opération et ne pourra excéder le montant plafond de 380 000 000 F CFP.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, AP 239-2016, AE 244-2016, article 204.

Art. 4.— La totalité de la subvention sera versée sur présentation, au ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, de la copie authentique de vente certifiée conforme à l'original et d'un état des mandats signés par l'agent comptable et le directeur général de l'établissement.

L'intéressé dispose d'un délai d'un (1) an à compter de la signature de l'acte de vente pour fournir les pièces justificatives des dépenses réglées au moyen de la subvention reçue.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1364 CM du 16 septembre 2016 portant nomination de M. Mahiddine Hedli en qualité de directeur de la délégation à l'habitat et à la ville.

NOR : DHV1600774AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 641 CM du 20 mai 2016 portant création et organisation de la délégation à l'habitat et à la ville ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Mahiddine Hedli est nommé en qualité de directeur de la délégation à l'habitat et à la ville à compter du 10 octobre 2016.

Art. 2.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1365 CM du 16 septembre 2016 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1055 CM du 5 août 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour les études pour la rénovation de l'éclairage public routier.

NOR : DDC1621322AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1055 CM du 5 août 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour les études pour la rénovation de l'éclairage public routier ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 2016-1512 DF/hVB en date du 19 août 2016, réceptionnée le 24 août 2016 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 13 octobre 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le délai de validité de l'arrêté n° 1055 CM du 5 août 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papara pour les études pour la rénovation de l'éclairage public routier est prorogé pour une période de six (6) mois à compter du 13 octobre 2016.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Papara et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 1366 CM du 16 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 243 MRM du 16 janvier 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Anthony Maona Wong Sang.

NOR : DRM1621030AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 243 MRM du 16 janvier 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa au profit de M. Anthony Maona Wong Sang ;

Vu la demande de M. Anthony Maona Wong Sang du 15 novembre 2015 réceptionnée par la direction des ressources marines et minières le 11 décembre 2015 ;

Vu l'avis favorable du 4e adjoint au maire de la commune de Rangiroa du 19 novembre 2015 ;

Vu l'avis défavorable du chef de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier du 21 mars 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 26 avril 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — A l'article 1er de l'arrêté n° 243 MRM du 16 janvier 2013 modifié susvisé, le nombre : "4 314" est remplacé par : "6 467".

Art. 2. — A l'article 2 de l'arrêté n° 243 MRM du 16 janvier 2013 modifié susvisé, le nombre : "1 335" est remplacé par : "3 488".

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Anthony Maona Wong Sang et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,
Teva ROHFRITSCH.*

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 1367 CM du 16 septembre 2016 relatif à la commercialisation de la farine de froment panifiable conditionnée en emballage de plus de 2 kilogrammes, importée dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 18 juillet 2016.

NOR : DAE1600719AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-1-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la loi du pays n° 2012-13 du 18 juin 2012 relative à la dénomination "boulangier" et l'enseigne commerciale "boulangerie" ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 178 CM du 18 février 1994 modifié instituant une procédure d'appel d'offres à l'importation de certains produits de première nécessité ;

Vu l'arrêté n° 179 CM du 18 février 1994 modifié instituant une procédure d'appel d'offres à l'importation de farine de froment, relevant du numéro de nomenclature douanière 11.01.00.20 ;

Vu l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 modifié relatif à la commercialisation du pain en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— En Polynésie française, la commercialisation de la farine panifiable importée dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 18 juillet 2016 est réglementée dans les conditions définies par le présent arrêté.

Art. 2.— Le prix de gros maximal de la farine de froment panifiable de marques Image Moulin, Les Moulins du Soleil, Les Meuniers du monde, dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 18 juillet 2016, au stade de l'importateur attributaire du marché, est fixé à 19,30 F CFP par kilogramme pour l'ensemble des boulangers de Polynésie française.

La farine de froment panifiable d'appel d'offres est destinée uniquement à la fabrication des pains à prix réglementés tels que définis par l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 modifié susvisé.

Art. 3.— Les prix de gros maximaux de la farine précitée, au stade de l'importateur attributaire du marché, sont fixés en F CFP par kilogramme, comme suit :

- pour les autres utilisateurs ou revendeurs des îles autres que Tahiti et Moorea : 19,30 ;
- pour les navires exerçant une activité commerciale dite de "vente à l'aventure" : 19,30.

Le prix de revente "à l'aventure" ou par les commerces des îles de la farine précitée ne peut excéder 23,30 F CFP par kilogramme.

Art. 4.— Les boulangers de Tahiti et de Moorea, fabriquant des baguettes de pain telles que définies par l'arrêté n° 697 CM du 8 juillet 1996 modifié susvisé, doivent transmettre à la direction générale des affaires économiques une déclaration sur l'honneur.

Cette déclaration mentionne leur production mensuelle de baguettes de pain et leurs besoins mensuels en farine d'appel d'offres, sur la base d'un seuil minimum de 220 baguettes de pain par sac de 50 kilogrammes de farine citée à l'article 2 ci-dessus et conformément au modèle joint en annexe au présent arrêté.

Toute modification des informations figurant dans la déclaration sur l'honneur doit être portée à la connaissance de la direction générale des affaires économiques dans un délai maximum de deux mois.

Le déclarant doit être à même de justifier par tous moyens, sous quinze jours, des informations indiquées sur la déclaration sur l'honneur sur simple demande des agents habilités de la direction générale des affaires économiques.

Toute déclaration indiquant une production de baguette supérieure de 5 % à celle réellement réalisée l'année précédente pourra être revue à la baisse par l'administration, en l'absence de justification du déclarant validée par la direction générale des affaires économiques.

Art. 5.— Les boulangers précités sont tenus de communiquer à la direction générale des affaires économiques, pour visa préalable, leur projet de commande de farine conformément aux besoins exprimés dans la déclaration définie à l'article 4 ci-dessus.

La direction générale des affaires économiques procède à une vérification de la cohérence entre les commandes reçues et la déclaration prévue à l'article 4 ci-dessus, puis communique aux importateurs attributaires les commandes après visa lorsque cette cohérence existe.

Art. 6.— Le montant de l'écart entre le prix de gros de la farine de froment panifiable d'appel d'offre défini aux articles 2 et 3 ci-dessus et le prix de soumission de l'attributaire du marché est imputable au budget général de la Polynésie française, chapitre 966, sous-chapitre 966-04, article 652.

Art. 7.— Le montant de cette prise en charge est réglé à l'attributaire du marché sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le directeur des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ;
- certificat administratif délivré par la direction générale des affaires économiques.

Art. 8.— Est puni de la peine prévue pour les contraventions de la 5e classe, soit une amende de 178 997 F CFP par infraction, le fait de ne pas respecter les prix de gros maximaux et les prix de revente prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. 9.— Est puni d'une amende administrative de 20 000 F CFP par sac de farine le fait d'utiliser la farine panifiable d'appel d'offres à des fins autres que celles énoncées au dernier alinéa de l'article 2 ci-dessus. Au-delà de vingt sacs, l'amende administrative est portée à 40 000 F CFP par sac.

Est puni d'une amende administrative de 50 000 F CFP par manquement constaté, le fait de ne pas communiquer ou de communiquer en retard à la direction générale des affaires économiques les informations prévues aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Est puni d'une amende administrative de 30 000 F CFP le fait, pour les importateurs attributaires du marché, de fournir à un boulanger un sac de farine de froment panifiable d'appel d'offre sans avoir obtenu au préalable le visa mentionné à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 10.— L'auteur d'un des manquements, visés aux deux premiers alinéas de l'article précédent, lorsqu'il a déjà fait l'objet d'une des amendes administratives précitées encourt, dans le cas où de nouveaux manquements sont constatés dans un délai de trois ans, une suspension temporaire de quinze jours de fourniture de farine panifiable d'appel d'offres.

Art. 11.— Les infractions à l'article 8 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés de la direction générale des affaires économiques.

Art. 12.— Les manquements énumérés aux articles 9 et 10 du présent arrêté sont recherchés et constatés par les agents de la direction générale des affaires économiques.

Tout manquement constaté à la présente réglementation est notifié à l'auteur des faits qui dispose d'un délai de quinze jours pour se justifier. Au-delà de ce délai, et à défaut de justification valable, l'autorité compétente lui notifie l'amende administrative.

Le montant de l'amende, versé au budget de la Polynésie française, est recouvré comme les créances non fiscales de celle-ci.

Art. 13.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

ANNEXE A L'ARRETE N°

1367

CM DU

16 SEP. 2016

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Conformément à l'arrêté n°...../CM du, publié au JOPF du

Je soussigné(e),

M., Melle, Mme :

responsable de la boulangerie :

Numéro de Tahiti :, N° RC :

N° Téléphone :, N° Fax :

e-mail :

située à :

déclare sur l'honneur :

- produire baguettes de pain de 250 g mensuellement (y compris les pâtes crues), ce qui nécessite l'achat de sacs de farine panifiable de 50 kg chaque mois.
- avoir pris connaissance des dispositions réglementaires relatives à la commercialisation de la farine de froment panifiable et notamment les articles ci-après indiqués.

Je m'engage à informer dans les meilleurs délais la direction générale des affaires économiques de toute modification des informations ci-dessus mentionnées ou indiquées.

Fait à, le

Signature

Article 8.- Est puni de la peine prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe, soit une amende de 178 997 F CFP par infraction, le fait de ne pas respecter les prix de gros maximaux et les prix de revente prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Article 9.- Est puni d'une amende administrative de 20 000 F CFP par sac de farine le fait d'utiliser la farine panifiable d'appel d'offres à des fins autres que celles énoncées au dernier alinéa de l'article 2 ci-dessus. Au-delà de vingt sacs, l'amende administrative est portée à 40 000 F CFP par sac.

Est puni d'une amende administrative de 50 000 F CFP par manquement constaté, le fait de ne pas communiquer ou de communiquer en retard à la direction générale des affaires économiques les informations prévues aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Est puni d'une amende administrative de 30 000 F CFP le fait, pour les importateurs tributaires du marché, de fournir à un boulanger un sac de farine de froment panifiable d'appel d'offre sans avoir obtenu au préalable le visa mentionné à l'article 5 du présent arrêté.

Article 10.- L'auteur d'un des manquements, visés aux deux premiers alinéas de l'article précédent, lorsqu'il a déjà fait l'objet d'une des amendes administratives précitées encourt, dans le cas où de nouveaux manquements sont constatés dans un délai de trois ans, une suspension temporaire de quinze jours de fourniture de farine panifiable d'appel d'offres.

Article 11.- Les infractions à l'article 8 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et la constatation des infractions en matière économique.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés de la direction générale des affaires économiques.

Article 12. Les manquements énumérés aux articles 9 et 10 du présent arrêté sont recherchés et constatés par les agents de la direction générale des affaires économiques.

Tout manquement constaté à la présente réglementation est notifié à l'auteur des faits qui dispose d'un délai de quinze jours pour se justifier. Au-delà de ce délai, et à défaut de justification valable, l'autorité compétente lui notifie l'amende administrative.

Le montant de l'amende, versé au budget de la Polynésie française, est recouvré comme les créances non fiscales de celle-ci.

ARRETE n° 1369 CM du 16 septembre 2016 portant agrément de la société Filmin' Tahiti au dispositif d'aide en faveur de la production audiovisuelle en Polynésie française au titre des dispositions de la délibération n° 2000-60 APF du 8 juin 2000.

NOR : DAE1621334AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-60 APF du 8 juin 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur de la production audiovisuelle en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 77 CM du 17 janvier 2001 portant application de la délibération n° 2000-60 APF du 8 juin 2000 précitée ;

Vu la demande reçue le 5 août 2016 complétée par courrier réceptionné le 7 septembre 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément aux dispositions de la délibération n° 2000-60 APF du 8 juin 2000 susvisée est accordé à la société Filmin' Tahiti pour le tournage d'un long métrage de fiction intitulé "Gauguin".

Art. 2.— Le gouvernement de la Polynésie française met à la disposition de la société Filmin' Tahiti des équipements et matériels à titre gracieux, récapitulés dans une convention tel que prévu à l'article 3 de la délibération n° 2000-60 APF du 20 juin 2000 susvisée :

- 5 WC chimiques du 22 août 2016 au 31 octobre 2016 ;
- 1 groupe électrogène d'une puissance de 10 kVA du 14 septembre 2016 au 30 octobre 2016 ;
- deux camions plateau équipés d'une grue de levage le 15 ou 16 octobre 2016 et le 29 ou 30 octobre 2016 ;
- un camion-citerne les 13, 19, 20 et 23 septembre 2016.

Art. 3.— Les engagements de la société Filmin' Tahiti et ceux de la Polynésie française seront précisés dans une convention tels que prévus à l'article 3 de la délibération n° 2000-60 APF du 20 juin 2000 susvisée.

Art. 4.— En contrepartie des avantages accordés, la société Filmin' Tahiti s'engage à respecter toutes les obligations stipulées par les textes réglementaires et indiquées dans la convention prévue à l'article 3 de la délibération n° 2000-60 APF du 20 juin 2000 susvisée.

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

CONVENTION N° du

de partenariat entre la Polynésie française et la société
FILMIN' TAHITI dans le cadre de la production d'un long
métrage de fiction intitulé « Gauguin »

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 35/2014/APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu la délibération n° 2000-60 APF du 8 juin 2000 instituant un dispositif d'aide en faveur de la production audiovisuelle en Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 77/CM du 17 janvier 2001 portant application de la délibération n°2000-60 APF susvisée ;
- Vu la demande reçue le 5 août 2016 complétée par courrier réceptionné le 7 septembre 2016 ;
- Vu la convention de production exécutive et de recherche de financements signée par les sociétés FILMIN' TAHITI et MOVE MOVIE ;
- Vu l'arrêté n° 1369 /CM du 16 SEP. 2016 portant agrément de la société la société FILMIN' TAHITI au dispositif d'aide en faveur de la production audiovisuelle en Polynésie française au titre des dispositions de la délibération n° 2000-60 APF du 8 juin 2000 ;

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par son Président, Monsieur Edouard FRITCH,
Ci-après désigné « *la Polynésie française* »,

d'une part,

ET :

La société FILMIN' TAHITI, SARL au capital de 90.000 F CFP, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro Tahiti B71584 et RC 15290B et dont le siège social se situe au PK 29 côté montagne, Paea, BP 1603, 98713 Papeete, représentée par Monsieur Laurent JACQUEMIN en sa qualité de cogérant ;

Ci-après désigné « *le producteur exécutif* »,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE :

Que dans le cadre de la stratégie de promotion de la Polynésie française et du souhait de donner plus de visibilité à la destination, le Président de la Polynésie française souhaite développer la localisation de tournages audiovisuels et cinématographiques dans les îles polynésiennes ;

Que la société FILMIN' TAHITI exerce une activité de production exécutive pour le compte de la société MOVE MOVIE, dans le cadre du tournage d'un long métrage de fiction intitulé « Gauguin » ;

Que les sociétés MOVE MOVIE et CANAL + assurent la coproduction d'un long métrage de fiction intitulé « Gauguin » qui sera tourné du 12 septembre au 28 octobre 2016 ;

Que cette œuvre audiovisuelle sera diffusée par le groupe STUDIOCANAL ;

Qu'environ 90% de ce long métrage sera tourné en Polynésie française ;

Qu'environ 90% du personnel technique et artistique sera recruté en Polynésie française ;

Que des dépenses de tournage du film seront localisées en Polynésie française et ce pour un montant estimé à 131,6 millions de francs CFP hors imprévus, dépensés auprès d'entreprises et de personnel local ;

Que la Polynésie française entend soutenir ce projet en mettant à la disposition du producteur des équipements logistiques destinés au tournage audiovisuel réalisé dans le cadre de l'article 2 des présentes ;

Qu'à ce titre, la présente convention vise à déterminer les modalités du partenariat entre la Polynésie française et la société FILMIN' TAHITI ainsi que de la cession des droits d'exploitation subséquente.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1er. - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de régir les modalités de mise à disposition des équipements logistiques consentie par la Polynésie française au producteur pour les besoins du tournage audiovisuel réalisé dans le cadre de l'article 2 des présentes en application du dispositif d'aide en faveur de la production audiovisuelle prévues par la délibération n°2000-60 APF du 8 juin 2000 précitée et de déterminer les contreparties pesant sur le producteur.

Article 2. - OBLIGATION DE LA SOCIÉTÉ FILMIN' TAHITI

Le producteur exécutif s'engage à collaborer avec la société MOVE MOVIE pour qu'elle produise et réalise un long métrage de fiction intitulé à ce jour « Gauguin », qui retrace le premier voyage du peintre Paul GAUGUIN en Polynésie française. Monsieur Vincent CASSEL interprétera le rôle de Paul GAUGUIN.

Le tournage se déroule du 12 septembre 2016 au 28 octobre 2016 à Tahiti et Moorea.

Le producteur exécutif s'engage à ce qu'un crédit relatif au « Gouvernement de la Polynésie française, à la Polynésie française ou à la Présidence de la Polynésie française » soit inséré, à titre gracieux, au générique de fin du film « Gauguin ».

Le producteur exécutif s'engage à ce que des éléments promotionnels du film (photos de tournage, clips de tournage, vidéos, interviews du réalisateur et/ou des comédiens) soient mis à la disposition de la Polynésie française ou d'organismes exerçant la mission de promotion interne et externe, nationale ou internationale au nom et pour le compte de la Polynésie française, notamment le groupement d'intérêt économique TAHITI TOURISME, sur un support défini d'un commun accord entre les parties, et que les droits d'utilisation qui y sont attachés lui soient cédés, en vue de leur utilisation à des fins de promotion et de présentation de la Polynésie française.

Le producteur exécutif s'engage à payer les frais de carburant des véhicules et des groupes électrogènes, ainsi que les frais nécessaires à leur transport entre Tahiti et Moorea, à assurer le transport des WC chimiques entre chaque lieu de tournage et leur vidange.

Celui-ci a également pour obligation d'assurer les dommages qui pourraient être causés aux équipements et aux véhicules lors de la période de leur mise à disposition. Il appartient de même au producteur exécutif d'assurer les membres des équipes de production qui font usage des équipements et des véhicules et qui prennent place au sein des véhicules. Les documents attestant du respect de ces engagements (contrat d'assurance et responsabilité civile) devront être fournis aux organismes publics gestionnaires de ces équipements et de ces véhicules.

Article 3. - OBLIGATION DE LA POLYNESIE FRANCAISE

En contrepartie de la cession des droits d'utilisation prévue à l'article 4, la Polynésie française s'engage, pour les besoins du tournage, à mettre à la disposition du producteur exécutif, les équipements suivants :

- 5 WC chimiques appartenant au Service de moyens généraux du 22 août 2016 au 31 octobre 2016 ;
- 1 groupe électrogène d'une puissance de 10 kVA appartenant à la Direction de l'équipement du 14 septembre 2016 au 30 octobre 2016 ;
- deux camions plateau équipés d'une grue de levage, appartenant à la Direction de l'équipement, avec leur chauffeur, destinés au transport des matériels de tournage les 15 ou 16 octobre 2016 et 29 ou 30 octobre 2016 ;
- un camion citerne appartenant au Service des parcs et jardins avec un chauffeur, les 13, 19, 20 et 23 septembre 2016.

Entre le 14 septembre 2016 et le 31 octobre 2016, les dates d'utilisation de ces équipements peuvent être modifiées sur demande préalable du producteur exécutif et après accord de la Polynésie française.

Article 4. - IDENTIFICATION DES DROITS CEDES

En contrepartie de la mise à disposition des équipements et des véhicules prévue à l'article 3, le producteur exécutif doit obtenir de la société MOVE MOVIE, coproducteur, auteur et réalisateur des images et copropriétaire de l'ensemble des droits attachés à tous les éléments promotionnels du film décrits à l'article 2, une cession de ces droits au profit de la Polynésie française pour leur usage à des fins de promotion internes et externes, nationales ou internationales de la Polynésie Française.

Le producteur exécutif garantit à la Polynésie française que les éléments promotionnels du film décrits à l'article 2, objet de la présente cession des droits d'utilisation, sont libres de tous droits de tiers.

Article 5. - MODES D'EXPLOITATION DES DROITS D'USAGE

Le présent droit d'usage et d'exploitation non commerciale des éléments promotionnels du film définis à l'article 2 est consenti pour tous modes d'exploitation non commerciaux et sur tous supports connus ou inconnus.

Article 6. - LIEU DE L'EXPLOITATION

La présente cession des droits d'utilisation attachés aux éléments promotionnels du film est consentie pour tous les pays du monde.

Article 7. - DUREE DE L'EXPLOITATION

La présente cession des droits d'utilisation est consentie pour une durée de 10 ans.

Article 8. - EXCLUSIVITE DES DROITS

La présente cession des droits d'utilisation est consentie à titre non-exclusif à la Polynésie française.

Article 9. - GARANTIE

Le producteur exécutif garantit à la Polynésie française l'exercice paisible des droits d'utilisation des éléments promotionnels du film au titre de la présente convention.

Article 10. - LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention qui ne saurait être résolu à l'amiable, sera de la compétence exclusive des tribunaux de Papeete.

Article 11. - RESILIATION

En cas d'inexécution par l'une des parties de l'une quelconque des obligations qui lui échoient en application de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit moyennant un préavis d'un mois notifié à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure. L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 12. - ELECTION DE DOMICILE

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

Présidence de la Polynésie française

BP 2551, 98713 Papeete – Tahiti

Quartier Broche – Avenue Pouvanaaa OOPA

Tél. : (689) 40 47 20 00, Fax. : (689) 40 47 21 10

Email : capr@presidence.pf - www.presidence.pf

La société FILMIN' TAHITI

BP 1 603, 98713 Papeete - Tahiti

Polynésie française

PK 29 côté montagne, Paëa

Tél. : (689) 87 78 23 99

Email : laurent.jacquemin@filmin-tahiti.com

Article 13. - DURÉE DE LA CONVENTION, ENREGISTREMENT, NOMBRE D'EXEMPLAIRES

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux : l'un pour le producteur exécutif, l'un pour la direction générale des affaires économiques et les trois autres pour le Pays. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à , le . Fait à , le

La société FILMIN' TAHITI¹

Laurent JACQUEMIN

Le Ministre
de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,
*chargé des relations avec
l'Assemblée de la Polynésie française
et le Conseil économique, social et culturel*

Teva ROHFRITSCH

Le Président
de la Polynésie française

Edouard FRITCH

Le Ministre
de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs

Albert SOLIA

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

ARRETE n° 1370 CM du 16 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 985 CM du 21 juillet 2016 définissant les conditions d'application de la délibération n° 2016-66 APF du 8 juillet 2016 instaurant une aide au soutien économique du secteur automobile.

NOR : DAE1621343AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 80-26 AT du 3 mars 1980 modifiée instituant la taxe de mise en circulation en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale de la circulation routière en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2016-66 APF du 8 juillet 2016 instaurant une aide au soutien économique du secteur automobile ;

Vu l'arrêté n° HC 2079 DIPAC du 1er novembre 2012 modifié portant création du Syndicat mixte ouvert (SMO) pour la gestion, la collecte, le traitement et la valorisation des déchets en Polynésie française ;

Vu la décision n° 60 AE du 21 janvier 1983 modifiée relative à l'information et à la protection du consommateur dans le domaine de la commercialisation des véhicules automobiles ;

Vu l'arrêté n° 973 CM du 26 septembre 1997 relatif aux conditions et modalités d'immatriculation des véhicules dans les séries normales ;

Vu l'arrêté n° 985 CM du 21 juillet 2016 définissant les conditions d'application de la délibération n° 2016-66 APF du 8 juillet 2016 instaurant une aide au soutien économique du secteur automobile ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — A l'alinéa 1er de l'article 9 de l'arrêté du 21 juillet 2016 susvisé, l'article "652-5" est remplacé par : l'article "204".

Art. 2. — L'article 10 de la convention figurant à l'annexe 6 de l'arrêté du 21 juillet 2016 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- budget de la Polynésie française : "100" est remplacé par : "200" ;
- article : "652.5." est remplacé par : "204" ;
- centre de travail : "73000-F" est remplacé par : "73000".

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs et le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

*Le ministre de la promotion des langues,
de la culture, de la communication
et de l'environnement,*
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

ARRETE n° 1371 CM du 16 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 42 CM du 12 janvier 2012 modifié fixant la nomenclature des actes de biologie médicale de Polynésie française.

NOR : DSP1621283AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;

Vu la délibération n° 88-154 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant réglementation des laboratoires d'analyses de biologie médicale en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées ;

Vu la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 modifiée instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial ;

Vu la délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003 relative à l'instauration d'une codification des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 42 CM du 12 janvier 2012 modifié fixant la nomenclature des actes de biologie médicale de Polynésie française ;

Vu l'avis du conseil d'administration du régime des salariés émis en ses séances en date du 8 juillet 2016 ;

Vu l'avis du conseil d'administration du régime des non-salariés émis en ses séances en date du 11 juillet 2016 ;

Vu l'avis du comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française émis en sa séance en date du 24 juin 2016 ;

Vu l'avis de la directrice adjointe de la santé ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'annexe de l'arrêté n° 42 CM du 12 janvier 2012 fixant la nomenclature des actes de biologie médicale de Polynésie française est modifiée conformément à l'article suivant.

Art. 2. — Dans le chapitre 17 "Diagnostic Prénatal", dans le sous-chapitre 17-07 "Actes de génétique moléculaire réalisés sur l'ADN fœtal circulant dans le sang maternel", pour l'acte 4090 intitulé "Test Génétique Non Invasif de la trisomie 21 fœtale et autres aneuploïdies", la cotation "B 1361" est remplacée par la cotation "B 816".

Art. 3. — L'entrée en vigueur du présent arrêté est fixée au 26 septembre 2016.

Art. 4. — Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

ARRETE n° 1372 CM du 16 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° 907 MSS du 17 février 2012 relative à la viabilisation et l'aménagement du site de santé mentale.

NOR : DSP1621291AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2002-137 APF du 24 octobre 2002 modifiée portant création de l'établissement public d'aménagement et de construction ;

Vu la convention n° 907 MSS du 17 février 2012 de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site de santé mentale ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'avenant n° 3 à la convention n° 907 MSS du 17 février 2012 de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site de santé mentale, ci-annexé, est approuvé.

Art. 2. — Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

AVENANT N° 3

à la convention n° 907/MSS du 17 février 2012
de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et
l'aménagement du site de santé mentale

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 209/PR du 25 mars 2015 modifié, relatif aux attributions du Ministre de la santé et de la recherche ;
- Vu l'arrêté n° 136/CM du 3 février 2011 portant approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site santé mentale et action médico-sociale précoce ;
- Vu la convention n° 907/MSS du 17 février 2012 de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site de santé mentale ;
- Vu l'arrêté n° 1749/CM du 29 novembre 2012 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site santé mentale ;
- Vu l'avenant n° 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site santé mentale ;
- Vu l'arrêté n° 418/CM du 15 avril 2015 portant approbation de l'avenant 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site santé mentale ;
- Vu l'avenant n° 2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site santé mentale ;
- Vu l'arrêté n° 1372/CM du 16 SEP 2016 portant approbation de l'avenant 3 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la viabilisation et l'aménagement du site santé mentale ;

ENTRE :

La Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, représentée par le Ministre de la santé et de la recherche Monsieur Patrick HOWELL, ci-après désigné « le maître d'ouvrage »,

d'une part,

ET :

L'établissement Tahiti nui aménagement et développement (TNAD), établissement public à caractère industriel et commercial, créé par la délibération n° 2002-137 APF du 24 octobre 2002, modifiée, immatriculé sous le n° Tahiti 003525, représenté par son directeur général, Monsieur Claude DRAGO, ci-après désigné « le mandataire »,

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'ouverture du nouvel hôpital du Taaone a permis de réaliser la déconstruction de l'ancien hôpital militaire Jean-Prince et d'analyser les potentialités de l'emprise foncière ainsi libérée.

Un regroupement des activités de secteur psychiatrique sur ce foncier disponible à proximité du nouvel hôpital a ainsi été programmé.

Afin de réaliser la reconversion de ce site, la Polynésie française a décidé par convention approuvée en conseil des ministres par arrêté n° 136/CM du 03 février 2011, de confier à l'établissement d'aménagement et de construction, la maîtrise d'ouvrage déléguée de cette opération de démolition des constructions du site Jean-Prince et de sécurisation du site en vue de la construction d'un nouveau bâtiment regroupant les activités du secteur psychiatrique.

Les travaux de démolition de l'ancien hôpital militaire Jean-Prince et les études de permis de construire ont été menés dans le cadre d'un avenant n°1 à la convention initiale. La consultation des entreprises a été réalisée suite à l'avenant n°2 à la convention.

Le présent avenant porte sur le volet construction du projet suite aux études de conception, aux travaux de démolitions et à la consultation des entreprises.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**Article 1er. - Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet de compléter la convention qui confie à l'établissement TNAD, la mission d'exercer au nom et pour le compte du maître d'ouvrage, la construction du programme de regroupement des activités psychiatriques sur le site de Jean-Prince.

Cet avenant confie donc à TNAD la mission d'attribuer les marchés de travaux, et d'exécuter les travaux jusqu'à la réception des travaux du bâtiment.

Article 2. - Modification de l'article 2 « Programme et enveloppe financière »

Les quatre premiers alinéas de l'article 2 de la convention modifiée sont remplacés par les termes suivants :

« La note descriptive du projet joint en annexe n°2-1, constitue la base initiale contractuelle de la mission d'études et de travaux pour le regroupement des secteurs psychiatriques sur le site Jean-Prince.

Il est convenu d'accord partie que le budget de l'opération suivant l'enveloppe financière jointe en annexe n°3-2, est conforme à l'enveloppe prévisionnelle de 4 070 000 000 XPF TTC et que le complément de financement pour le volet « travaux » est d'un montant prévisionnel TTC de 3 630.000.000 F CFP, comprenant les études d'exécution, les dépenses annexes, le coût des travaux de construction, une provision pour divers et imprévus et le solde de la rémunération du mandataire »

Article 3. - Modification de l'article 4 « Avances et dépenses »

L'article 4 de la convention modifiée est remplacé par les termes suivants :

« Une avance de 10% de l'enveloppe prévisionnelle engagée au titre des travaux sera versée au mandataire. Cette avance sera remboursable lorsque l'état d'avancement du projet aura atteint 70% des dépenses prévisionnelles. Elle sera entièrement remboursée lorsque l'état d'avancement des travaux aura atteint 95% des dépenses prévisionnelles.

Le maître d'ouvrage remboursera sous un délai de 45 jours suivant la réception de la demande de l'émission du titre de paiement au mandataire les sommes engagées et frais payés par ordre et pour son compte dans le cadre des missions définies par le présent contrat, les sommes étant exigibles au fur et à mesure de l'avancement des études.

Il est convenu d'accord parties que les frais financiers qui résulteraient des retards de paiement du maître d'ouvrage seraient, sur présentation des justificatifs utiles, pris en charge par ce dernier. »

Article 4. -

Modification de l'article 5 « Caractéristiques du décompte périodique »

Les deux premiers alinéa de l'article 5 de la convention modifiée est remplacé par les termes suivants : « *Tous les mois, le mandataire adressera au maître d'ouvrage un état des comptes en recettes et dépenses pour que le maître d'ouvrage puisse établir les règlements correspondant dans les délais évoqués à l'article n°4. »*

Article 5. - Modification de l'article 11 « Rémunération du mandataire »

L'article 11 de la convention modifiée est remplacé par les paragraphes suivants :

« La rémunération complémentaire du maître d'ouvrage délégué pour le volet construction est estimé à 75 800 000 000 XPF HT. Elle est calculée suivant le cumul des débours de l'ensemble de l'opération (cf. annexe A4 de la convention initiale) :

Cette rémunération comprend tous les frais occasionnés au mandataire, à l'exclusion des contrats, marchés ou commandes de toute nature passés au nom du maître d'ouvrage. »

Article 6. - Autres modifications

Les annexes n°3-2 et n°3-3 précisent l'enveloppe financière du volet « travaux » et le planning de réalisation.

Les autres articles restent inchangés.

Article 7. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

Le présent avenant est établi, au jour de la signature, en quatre (4) exemplaires originaux comprenant deux (2) annexes dont 1 MSR, 1 TNAD, 1 REG, 1 CDE. Il est exempté de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à , le . Fait à , le

Pour l'établissement Tahiti Nui
Aménagement et Développement¹

Pour la Polynésie française
Le Ministre
de la santé et de la recherche

Claude DRAGO

Patrick HOWELL

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

Viabilisation et aménagement site santé mentale "Jean PRINCE"**Annexe n°2-1****Convention n°907 du 17 février 2012 - Avenant n°2****SOMMAIRE****PROGRAMME ETAT DES LIEUX**

PROGRAMME

PRESENTATION DU TERRAIN

SURFACES

STATIONNEMENT

INSERTION DU PROJET DANS LE SITE

PARTI D' IMPLANTATION

PARTI ARCHITECTURAL ET FONCTIONNEL

LES ACCES

UNE DIVERSITE DE LIEUX DE PRISE EN CHARGE

UNE MORPHOLOGIE COMPACTE

UNE ARCHITECTURE QUI LAISSE PLACE A LA LUMIERE NATURELLE

ECRITURE ARCHITECTURALE, MATERIALITE

NOTE DESCRIPTIVE

VOIRIE RESEAUX DIVERS

AMENAGEMENT PAYSAGE, ESPACE VERT

GROS ŒUVRE STRUCTURE

CHARPENTE COUVERTURE

CLOISON DOUBLAGE

METTALERIE SERRURERIE

FINITIONS SOLS MURS PLAFONDS

ELECTRICITE

PLOMBERIE SANITAIRE ASSAINISSEMENT

CLIMATISATION VENTILLATION DESENFUMAGE

PISCINES

PROGRAMME ETAT DES LIEUX

L'opération objet du présent dépôt de permis de construire consiste en la réalisation d'un **établissement de santé mentale** sur le site de l'hôpital de Taone commune de Pirae. La parcelle allouée à l'opération se situe entre l'Hôpital de Médecine Chirurgie Obstétrique (dit MCO) et les bâtiments de soins psychiatriques existant, en lieu et place de l'espace libéré par la démolition de l'ancien bâtiment Jean Prince.

Cette position stratégique en « cœur d'îlot » est une opportunité à saisir pour requalifier le secteur de la psychiatrie et proposer un ensemble construit fonctionnellement et esthétiquement cohérent à l'échelle du centre hospitalier dans son entier.

PROGRAMME :

Le bâtiment créé rassemblera à la fois des fonctionnalités d'hospitalisation psychiatrique, et de prise en charge ambulatoire (activités thérapeutiques, consultation médicales).

Le secteur d'hospitalisation regroupera 3 unités distinctes :

- Un centre de crise psychiatrique adolescent de 8 lits
- Une unité d'hospitalisation de psychiatrie adulte 18 lits
- Une unité de soins de suite Alcoologie- toxicologie 12 lits

Les prises en charge ambulatoire se déclinent en plusieurs entités :

- Un Centre d'Aide Médico-sociale Précoce (CAMSP) destiné aux nourrissons.
- Un centre Médico Psychologique (CMP) destiné aux enfants et adolescents.
- Un centre d'Accueil à Temps Partiel (CATTP) et hôpital de jour (HDJ) pour enfants.
- Un centre d'Accueil à Temps Partiel (CATTP) et hôpital de jour (HDJ) pour adolescent.
- Un centre d'Accueil à Temps Partiel (CATTP) et hôpital de jour (HDJ) pour adulte.
- Un Hôpital de jour et espace de consultations Alcoologie-toxicologie.

Les aménagements extérieurs et stationnement nécessaires au fonctionnement de l'établissement seront prévus :

- Des jardins ou terrasses extérieures en prolongement de chaque service recevant des patients.
- Des stationnements aériens : 22 places
- Des stationnements en sous sol en extension du parking existant de l'hôpital MCO : 101 places (dont 19 dédiées au personnel.
- Création et raccordement de voiries

PRESENTATION DU TERRAIN :

Le terrain destiné à la construction présente une légère déclivité Est ouest et Sud Nord d'environ 50 cm . Il est bordé au Nord par l'Hôpital MCO et une voie de desserte interne qui rejoint la voie de contournement générale du site hospitalier en limite Est de la propriété. Au sud il jouxte le bâtiment de psychiatrie adulte. La zone ouest est quant à elle en limite de propriété et voisine une zone pavillonnaire.

L'espace libre disponible à la construction étant issue de la démolition récente de bâtiment, il ne présente pas de végétation et d'arbres à hautes tiges. Nous sommes en présence d'un terrain nu où seul l'édicule de stockage des fluides médicaux de la psychiatrie existante demeure. Ce dernier sera démolit et relocalisé dans le cadre de l'opération.

Le contexte est en premier lieu marqué par la forte présence et le caractère des bâtiments présents :

Au nord : l'hôpital MCO : édifice unitaire, de facture « néo moderne », ensemble rationnel, dont la dominante horizontale et linéaire amorce une structuration du site.

Au sud : le bâtiment de soin psychiatrique, établissement de moindre envergure, de volumétrie fragmentée et usant d'un vocabulaire régionaliste de part la présence de larges toitures pentues.

SURFACES :

La surface totale de plancher est de 6 722 m2

SURFACE PLANCHER PAR NIVEAU	
NIVEAU -1	917,00
NIVEAU RDC	2 890,00
NIVEAU 1	1 663,00
NIVEAU 2	1 252,00
SURFACES PLANCHER TOTALE	6 722,00

Répartition détaillée par entités fonctionnelles

Services, Unités fonctionnelles	PC		
	Surfaces Projet		
	SU	SDO	SURFACE DE PLANCHER
PRISE EN CHARGE AMBULATOIRE	2 624,00	3 379,50	3 562,00
CAMSP	514,50	736,50	775,00
CMP & SOINS AMBULANTS & ADOLESCENTS	280,00	400,00	440,00
CATTP ET HDJ ENFANTS	640,50	803,50	832,00
CATTP ET HDJ ADOLESCENTS	540,50	663,50	663,00
CATTP ADULTES	273,50	313,00	359,00
ADDICTO TOXICO PRISE EN CHARGE AMBULATOIRE	375,00	463,00	493,00
HOSPITALISATIONS	1 224,00	1 740,00	1 823,00
CENTRE DE CRISE PSYCHIATRIQUE ADOLESCENTS	369,50	507,00	536,00
UNITE PSYCHIATRIQUE ADULTES	504,50	717,00	750,00
ADDICTO TOXICO HOSPITALISATION SOINS DE SUITE	360,00	516,00	535,00
SECTEURS PARTAGES	460,50	470,50	762,00
ENTREES (compris halls sous sol)	229,50	232,50	385,00
LOCAUX MUTUALISES	231,00	238,00	377,00
TOTAL	4 308,50	5 590,00	6 147,00
LOCAUX TECHNIQUES (pas de productions primaires)	169	169,00	
CIRCULATIONS GENERALES	453	453,00	réparties dans secteurs
GALERIE DE LIAISON PARKING		97,00	
GALERIE DE LIAISON LOGISTIQUE		28,50	30,00
TOTAL	4 308,50	6 337,50	6 177,00
PARKING ET AUTRES ESPACES LOGISTIQUES	2 415,00	2 415,50	545,00
PARKING PUBLIC 82 PLACES	2 451,50	2 451,00	
PARKING PERSONNEL 19 PLACES	452,50	452,50	
ATELIER MAINTENANCE et BUREAUX	512,00	512,00	545,00
STATIONNEMENT AERIEN 22 PLACES	PM	0,00	0,00
SURFACE TOTALE DE L'OPERATION	7 724,50	9 753,00	6 722,00

STATIONNEMENTS:

Le PGA de Pirae, article 7, préconise :

1 place pour 2 lits d'hospitalisation, et 1 place pour 25m2 de surface plancher pour les bâtiments d'activité secondaires ou tertiaires (magasins bureaux commerces, etc.).

Soit pour le secteur hospitalisation de 38 lits : 9 places de stationnement

Soit pour le secteur consultation de 3 562m2 : 142 places.

La liaison au stationnement MCO permet de répondre à ces besoins. Le nouveau parc de stationnement est en fait une extension du parc MCO. Dans l'hypothèse où le niveau -1 du pôle de psychiatrie serait complet, le circuit se poursuit vers le MCO où de nombreuses places demeurent habituellement disponibles.

INSERTION DU PROJET DANS LE SITE

PARTI D'IMPLANTATION

Le parti d'implantation du projet s'appuie sur l'orientation affirmée nord-sud selon laquelle est composé le nouvel Hôpital MCO. Cette orientation s'exprime à travers le maillage des voies de desserte et des axes principaux de circulations, et par l'architecture du grand hall central qui traverse sur 2 niveaux l'Hôpital de part en part.

C'est à partir de cet axe de composition principal que va se construire le projet ; cet axe qui va prolonger le grand hall de l'Hôpital, traverser la parcelle allouée au projet et s'inscrire dans la continuité de l'alignement ouest des façades du bâtiment de la Psychiatrie existante, pour former ainsi un « trait d'union » entre le nouvel Hôpital et la Psychiatrie existante.

Cet axe central nord-sud relie physiquement et fonctionnellement l'Hôpital à la Psychiatrie existante pour former la « colonne vertébrale » du projet.

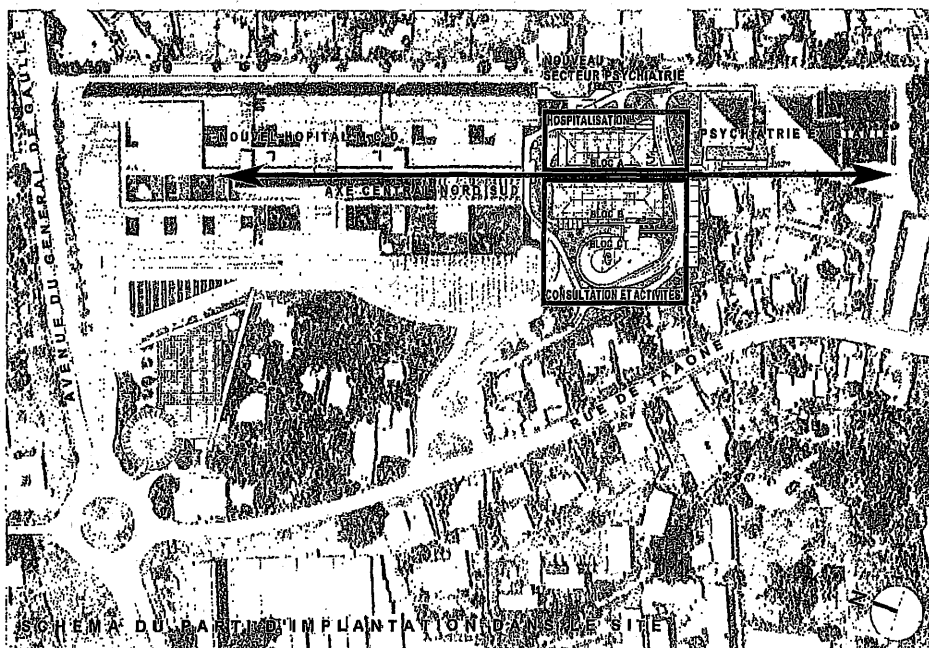
C'est le lieu autour duquel va s'organiser l'ensemble du projet, assurant la perméabilité du site, gérant les liaisons fonctionnelles entre les bâtiments et séparant les 2 entités programmatiques principales : l'hospitalisation d'une part, et la prise en charge de jour et les consultations d'autre part.

Trois corps de bâtis principaux composent le projet (nous les dénommons Bloc A, B et C voir schéma) et s'implantent de part et d'autre de cette ligne structurante qui sépare ainsi clairement les fonctions principales : Le corps de bâtis implanté le plus à l'est (bloc A) abritent les secteurs d'hospitalisation, alors que le corps de bâtis central (bloc B) et celui placé en limite ouest (bloc C) regroupent les services d'accueil de jour et de consultations.

La parcelle est ainsi investie de part et d'autre de cet axe nord-sud central selon une alternance de volumes bâtis et d'espaces libres. Ces différents volumes s'étirent du nord au sud, reprenant le maillage de l'Hôpital et poursuivant « l'horizontalité » instaurée sur le site.

Le gabarit des volumes qui s'étagent d'est en ouest, du R+2 au simple rez-de-chaussée, permettent d'inscrire le projet dans la continuité urbaine de l'Hôpital tout en assurant la transition avec la Psychiatrie existante.

Alors que le nouvel Hôpital s'inscrit dans un volume unitaire, la Psychiatrie s'exprime selon une composition plus fragmentée qui contribue à restituer au cœur du projet une échelle plus domestique adaptée à un lieu d'accueil et de soin psychiatrique. La morphologie de bâtis ainsi proposée s'émancipe de toute idée de monumentalité.



PARTI ARCHITECTURAL ET FONCTIONNEL :

L'implantation des différents services est dictée à la fois par les spécificités des prises en charge et par les regroupements fonctionnels attendus entre les différents bâtiments du site.

C'est autour de l'axe central nord-sud mis en place que va s'organiser le projet. Cet axe devient un trait d'union, *un lien* qui relie l'Hôpital à la Psychiatrie, et qui permet les différentes dessertes fonctionnelles. Le nouveau secteur de Psychiatrie se développe sur 3 niveaux de planchers et un sous-sol. La morphologie en trois bâtis principaux, (blocs A, B et C) facilite le repérage et l'identification des fonctionnalités à un lieu.

Côté Est de cet axe, bloc A, sont regroupés les 3 secteurs d'hospitalisation :

Le Centre de Crise pour Adolescents occupe le rez-de-chaussée et bénéficie d'un accès indépendant ; l'hospitalisation de Psychiatrie Adultes se développe au niveau 1 et bénéficie d'une liaison directe avec les services d'hospitalisation existants via une passerelle extérieure qui se déploie vers le sud ; l'hospitalisation de Soins de Suite Alcoologie-toxico occupe le troisième niveau.

Ces 3 services sont desservis par un Hall principal autonome et commun d'Hospitalisations implanté en façade est.

Côté ouest, (bloc B et C), sont implantés les différents services de prise en charge ambulatoire :

En rez de chaussée prennent place les services qui nécessitent des accès indépendants et directs depuis l'extérieur : Bloc B, au sud le Centre Médico Psychologie enfants et adolescents (CMP), et le Centre d'accueil thérapeutique à Temps Partiel (CATTP) et Hôpital de Jour adolescent au nord. Bloc C : le Centre d'Aide Médico- Sociale Précoce (CAMPS), ce service constitue en fait un ensemble autonome et concrétise à lui seul le corps de bâtis Ouest. Le niveau 1, bloc B reçoit le CATTP et l'Hôpital de jour enfant, le niveau 2, bloc B est dédié aux consultations d'addictologie.

Bien que le projet se développe verticalement sur 3 niveaux, les lieux de vie bénéficient de prolongements extérieurs sécurisés et à ciel ouvert. L'étagement du projet permet la mise en place d'espaces généreux, de véritables jardins thérapeutiques en prolongement direct des services de soins. La thématique développée ici est celle du « jardin vertical ». Véritables « pièces extérieures » à l'abri des regards, ces terrasses se déclinent en prolongement des espaces de vie de chaque unité et offrent des échappées sur le paysage environnant.

Au centre, sur cet axe, entre les bloc A et B, sont implantés le Hall des Consultations Enfants et Adolescents ainsi que les locaux de logistiques partagés pour l'ensemble du bâtiment :

C'est sur cet axe central nord-sud, en rez-de-chaussée, que l'on accède au hall des consultations qui dessert les CATTP et HJ Enfants et Adolescents.

C'est aussi depuis ce hall que l'on accède au PC médical indépendamment des services de soins.

Les locaux du personnel et techniques occupent le sous-sol, en liaison directe avec la logistique de l'Hôpital MCO permettant ainsi une desserte efficace et centrale des différents secteurs du programme par un monte-charge spécifique.

La configuration du projet permet en outre la mise en place au sous-sol d'un parking de 101 places en extension du stationnement du MCO. Le parking de l'Hôpital étant d'ores et déjà très important, nous avons prévu une surface de stockage atelier de maintenance de 512 m² qui complète le niveau du sous-sol.

Ainsi, l'ensemble des liaisons fonctionnelles entre chaque service du projet et entre le nouvel Hôpital MCO et la Psychiatrie existante s'opèrent à chaque étage, le long de l'axe central nord-sud :

- En sous-sol, la galerie de liaisons logistiques qui chemine entre l'Hôpital MCO et le projet, et la liaison entre les stationnements du MCO et le parking créé.
- Au rez-de-chaussée, le Hall d'entrée des Consultations qui jouxte celui des Hospitalisations tout en étant très distinctement séparé.
- Au niveau 1, la coursière piétonne qui relie les services d'Hospitalisations Adultes du bâtiment de Psychiatrie existant à celui du projet.
- Au niveau 2, la passerelle qui relie l'ensemble des services du nouveau secteur Psychiatrie au Hall principal de l'Hôpital MCO.

C'est également sur cet axe que sont implantés l'ensemble des circulations verticales, escaliers, monte-malades, ascenseurs et monte-charge logistiques, (entre les blocs A et B) afin d'irriguer efficacement chaque service.

Le parti d'implantation proposé permet donc de répondre à la fois :

- Au regroupement par type d'occupation : hospitalisations d'une part, consultations d'autre part, et par type d'âge et de pathologie : enfants et adolescents d'une part, adultes d'autre part ;
- Aux liaisons fonctionnelles logistiques avec le nouvel Hôpital et aux proximités attendues avec les secteurs existants : Psychiatrie Adultes et Pôle Mère Enfants ;
- Aux impératifs d'accès directs depuis l'extérieur de certains services et à la mise en place d'espaces thérapeutiques extérieurs.

LES ACCES

Un accès principal indépendant et identifiable :

La Psychiatrie bénéficie actuellement d'un accès indépendant de l'Hôpital depuis les voies publiques. Compte tenu à la fois de l'ampleur du site, de la complexité des flux du nouvel Hôpital MCO et du fait que la Psychiatrie est un service particulier au sein de l'Hôpital, cet accès sera maintenu et renforcé dans le projet.

Ainsi, l'accès principal à la nouvelle entité Psychiatrie depuis les voies publiques sera autonome et parfaitement identifiable, et s'opèrera indépendamment et à l'opposé de celui de l'Hôpital MCO, côté sud du site, depuis la rue du Taaone.

Le parking extérieur actuel sera préservé pour les visiteurs et le personnel de la Psychiatrie Adultes qui pourront continuer à rejoindre l'entrée principale des services existants à l'extrémité sud de la parcelle.

Des voies de liaisons internes pour relier la Psychiatrie à l'Hôpital :

Depuis cette entrée principale, la voie d'accès à la psychiatrie existante est mise à profit pour rejoindre le nouveau bâtiment. Une voie est créée le long de sa façade sud, à sens unique, elle dessert une aire de stationnements et de dépose-minute de 17 places à partir de laquelle s'opèrent les différents accès patients externes et visiteurs aux services de consultations et d'accueil de jour Enfants et Adolescents. C'est aussi côté sud qu'est mis en place l'entrée au stationnement en sous sol. La voie à sens unique se prolonge ensuite le long de la limite ouest du terrain pour rejoindre la voie « pompier » existante entre l'Hôpital MCO et le projet. Cette voie, d'une part se raccorde sur la sortie générale du parking de l'Hôpital, et d'autre part rejoint la voie existante en limite Est de la parcelle, pour constituer in fine un bouclage de l'opération. L'accès des patients hospitalisés essentiellement en provenance des urgences peut alors s'opérer en façade Est indépendamment de l'accès des consultations. Cinq places d'arrêt minute et de stationnement sont ménagées au droit de cette entrée.

La mise en place de ces voies internes permet en outre le contournement et le bouclage du site depuis l'entrée de l'Hôpital côté Nord, comme depuis l'entrée du secteur de Psychiatrie côté sud.

Cette perméabilité retrouvée du site permet de désenclaver la Psychiatrie qui fait désormais partie intégrante du site de l'Hôpital.

Des accès différenciés selon la nature des prises en charge et selon les âges des patients accueillis :

Le parti d'implantation du projet selon une stratification est-ouest du site et de part et d'autre de l'axe central nord-sud sert les indépendances de fonctionnement des services du programme et permet de différencier très franchement les accès.

Les accès aux services de prises en charge externes Enfants et Adolescents sont implantés au sud :

C'est depuis l'aire de stationnements et de dépose-minute, qui forme un espace dégagé et s'ouvrant au sud, que prennent place successivement de l'est vers l'ouest : le parvis d'entrée menant au Hall des Consultations des Enfants et Adolescents, puis l'accès au CMP et CAMPS.

Ainsi les accès aux services externes dédiés aux enfants et adolescents sont regroupés sur la même façade, lisibles et directs, tout en étant indépendants les uns des autres et à l'écart des services destinés aux adultes.

L'accès aux Hospitalisations et CATTP adultes est implanté à l'est :

L'ensemble des hospitalisations s'effectue depuis la voie créée en prolongement de la « desserte hospitalière », à l'est de la parcelle.

Des flux logistiques en lien avec le fonctionnement global du site :

L'implantation de la galerie de liaison au droit de l'axe central nord-sud prolonge une des circulations principales logistiques de l'Hôpital. Les flux logistiques sont ainsi raccordés directement au plateau du bâtiment MCO et complètement indépendants des flux de personnes.

Des liaisons internes simples et repérables :

L'implantation des 2 Halls d'accueil, Consultations et Hospitalisations, (entre le bloc A et B) gère à la fois une séparation très claire des différents accès tout en permettant le regroupement de l'ensemble des circulations verticales pour une desserte efficace et rigoureuse des différents services.

Les circulations générales principales reliant la Psychiatrie et l'Hôpital sur l'axe central nord-sud, sont simples, directes et facilement identifiables, que ce soit la galerie de liaison logistique au sous-sol, la liaison construite entre le parking existant et les nouvelles surfaces de stationnement créées, ou les coursives et passerelles mises en place en étages. Elles forment un maillage principal vertical et horizontal simple et irrigant. Cette disposition favorise l'orientation et le repérage pour les patients, et facilite le travail du personnel.

De même, à l'intérieur de chaque service, le principe de distribution instaure une lecture simple et appropriable par chacun.

UNE DIVERSITE DE LIEUX DE PRISE EN CHARGE

Les volumes qui composent le projet trouvent naturellement leur place dans cette composition d'ensemble et leur conception est issue de cette même logique d'appropriation du site.

Créer des bâtiments protecteurs mais ouverts.

S'inscrire dans une douceur intérieure des formes.

Concevoir des volumes significatifs, représentatifs au travers de formes simples et reconnaissables comme autant de points de repère.

Rompre avec la monotonie pour éviter l'enfermement.

Imaginer des circulations comme des lieux à part entière.

Créer des espaces thérapeutiques extérieurs diversifiés et positionnés de façon à éviter toute superposition et toute vue directe d'un espace sur l'autre.

La diversité des modes de prises en charge du programme et de la population accueillie est traduite à travers l'architecture et le fonctionnement de chaque entité. Les particularités se déclinent à l'intérieur d'un ensemble homogène qui s'insère dans l'urbanisation du site de Taaoe.

Ainsi, chaque entité exprime ses spécificités par son implantation dans le plan masse général, à travers son accès, son organisation intérieure et ses prolongements extérieurs.

LE CAMPS : « une générosité pour accueillir » :

Ce service, qui reçoit essentiellement des enfants en bas âge, est positionné à l'extrémité ouest de la parcelle. (bloc C)

Cette implantation à l'écart des autres secteurs du projet, et la forme spécifique selon laquelle est conçu ce service, lui confèrent une certaine indépendance et une autonomie adaptées à l'accueil des jeunes enfants et de leur famille.

Ce petit bâtiment se développe en simple rez-de-chaussée et s'organise autour d'un grand jardin intérieur qui constitue un espace extérieur de jeux et d'activités central et protégé.

Depuis l'entrée de ce service, à partir du hall partagé avec le CMP, les espaces de consultations puis les salles d'activités thérapeutiques sont distribuées selon un parcours en boucle autour de ce jardin. La salle d'attente fait face au hall d'accueil et bénéficie d'un petit espace extérieur.

A l'intérieur, le parcours est simple, lisible, fluide. La lumière naturelle est omniprésente ainsi que les transparences sur le jardin. L'ample courbe des parois guide le cheminement et introduit un sentiment protecteur et une certaine douceur.

Le CMP Enfants et Adolescents : « un service facile d'accès » :

Ce service de consultations qui reçoit un grand nombre de patients externes est implanté en rez-de-chaussée et au centre des secteurs destinés aux enfants et adolescents. (Bloc B)

Son organisation intérieure est simple et rationnelle pour répondre aux besoins d'efficacité du service.

Ce service bénéficie d'un accès depuis le Hall des Consultations desservant les CATTP et HJ Enfants et Adolescents.

Les CATTP et HJ Enfants et Adolescents : « pour des espaces d'activités loin de l'Hôpital » :

Accessibles depuis le Hall des Consultations, ces services occupent respectivement le niveau 1 et 2. Ainsi, l'accès de ces jeunes patients s'opère de manière indépendante et sans croisement de flux avec les adultes.

L'étagement du projet permet l'aménagement d'espaces extérieurs généreux et différenciés. Ces jardins thérapeutiques s'ouvrent sur l'ouest et bénéficient d'une vue dégagée et à l'abri des regards des services destinés aux adultes.

La configuration spatiale de ces 2 services est basée sur le regroupement par famille de locaux à l'intérieur

d'une composition d'ensemble. Cette disposition rompt avec une organisation de type « Hôpital » et s'inspire plutôt de la typologie familiale de la « maison », plus appropriée à l'âge des patients accueillis ici. Elle favorise le repérage et l'orientation, et ménage des transparences et des vues par de larges ouvertures protégées par des brise-soleils, pour que les jardins comme la lumière naturelle soient présents à l'intérieur même des services de soins. Les circulations ne sont pas de simples couloirs mais deviennent ainsi des espaces de transition appropriables, éclairés naturellement.

Le CATTP et HJ Enfants s'organisent de part et d'autre de l'espace d'accueil implanté au centre, et s'ouvrent sur une grande terrasse-jardin commune qui relie les espaces d'activités de ces 2 secteurs.

Les unités d'hospitalisations : « contenir pour protéger » :

Les 3 unités d'hospitalisations du programme sont regroupées dans un même bâtiment (bloc A) se développant sur 3 niveaux de plancher le long de la limite Est de la parcelle allouée au projet. Cette implantation s'inscrit dans le prolongement de la voie de service hospitalière. Le transfert des patients est ainsi assuré rapidement et sans croisement de flux avec les autres secteurs depuis le service des Urgences. La desserte logistique des services depuis le sous-sol est facilitée par l'implantation de l'ascenseur monte-charge au droit du Hall des Hospitalisations. (entre bloc A et B)

La répartition de ces 3 unités par étage répond à la fois aux besoins de desserte directe depuis l'extérieur, aux proximités et liaisons attendues avec le bâtiment de Psychiatrie existant, et à un étagement du projet permettant l'implantation de jardins thérapeutiques protégés des regards car s'ouvrant à chaque étage sur des façades différenciées par service.

Le Centre de Crise pour Adolescents est implanté au rez-de-chaussée bas dans l'angle nord-est de la parcelle et bénéficie d'un accès direct depuis l'extérieur à travers un sas sécurisé.

La configuration de cette unité, qui se développe en boucle autour d'un pôle central constitué des locaux de soins, favorise la sécurisation des espaces tout en ménageant une qualité d'accueil et de soins.

Les locaux de vie se développent côté nord, et se prolongent sur un jardin clos. L'enveloppe courbe de cet espace thérapeutique contenant et rassurant protège des regards.

L'unité d'Hospitalisations Adultes est implantée au niveau 1, dans le prolongement des unités semi-ouvertes du bâtiment existant. Ce service bénéficie d'un double accès, un accès véhicule et un accès piéton en lien direct avec la psychiatrie adultes existante :

- Les patients qui arrivent en véhicule, soit depuis le service des Urgences, soit de façon ambulatoire, transitent par le Hall des Hospitalisations créé côté est.
- Le personnel et les visiteurs qui arrivent du bâtiment de Psychiatrie existant peuvent emprunter une coursive couverte qui prolonge la passerelle actuelle le long de la façade ouest et pour rejoindre ainsi directement l'entrée du service au rez-de-chaussée haut.

Les chambres de cette unité s'organisent autour du poste de soins central qui occupe une position stratégique pour une surveillance de chaque secteur. Les locaux de vie implantés côté sud s'ouvrent sur un espace extérieur généreux, surveillé facilement par le personnel soignant.

L'hospitalisation de Soins de Suite Addictologie-Toxicologie qui fonctionne de manière indépendante, occupe le niveau 2. Les patients transitent par le Hall des Hospitalisations et rejoignent cette unité de 12 lits. Le poste de soins est positionné entre les chambres et les lieux de vie qui se prolongent sur une vaste terrasse le long de la façade est.

Le CATTP adultes : « un service proche de la Psychiatrie existante » :

Ce service de consultations, est implanté au rez-de-chaussée, au plus près du CMP Adultes et directement en dessous du secteur d'Hospitalisation Adultes. Le personnel peut ainsi transiter rapidement soit depuis l'étage, soit par l'extérieur depuis le bâtiment existant en cheminant le long de la façade ouest existante de la psy existante, protégé par la coursive du niveau 1.

Les espaces d'activités s'ouvrent côté est sur un espace extérieur.

UNE MORPHOLOGIE COMPACTE :

Parce qu'une partie importante de la parcelle dédiée à la construction est occupée par le bâti, il faut que la végétation se développe à l'intérieur de l'îlot pour immerger les patients dans un univers sensible proche de la nature pour retrouver un apaisement.

Le travail sur la compacité induit par la densité de l'opération nous engage ainsi à limiter l'emprise du bâti pour « libérer » le sol et laisser une place à « la nature », aux vides paysagés, appropriables tant à l'échelle des unités de soins et des espaces d'activités au travers des jardins thérapeutiques de chaque service, qu'à l'échelle du site par les espaces laissés à l'usage commun : dessertes viaires désenclavant la parcelle, parvis d'entrée desservant les accès, espaces verts accompagnant les bâtiments.

Cette compacité réduit l'emprise au sol et préserve l'environnement, mais aussi, elle permet de maîtriser le coût du bâtiment et de répondre aux exigences liées aux objectifs environnementaux attendus avec un projet qui se développe majoritairement sur 3 niveaux de plancher sur un sous-sol complet. Le nouveau site de Santé Mentale est constitué de plusieurs entités à l'intérieur d'une composition d'ensemble plutôt qu'un bâtiment « éclaté », étalé sur le site. C'est un projet qui favorise les échanges, facilite le fonctionnement, minimise les déplacements, sépare les flux et optimise les circuits pour un personnel très sollicité dans ce type d'établissement.

UNE ARCHITECTURE QUI LAISSE PLACE A LA LUMIERE NATURELLE

Malgré la densité du projet, nous avons conçu une architecture capable d'offrir des vues diversifiées et de faire entrer la lumière à l'intérieur du bâtiment. La lumière, comme « facteur de vie », habite les espaces. Filtrée par les brise-soleils positionnés devant les ouvertures, elle pénètre dans les chambres dont les allées vitrées offrent aux patients des vues généreuses.

Permettre des points de vue larges et ouverts sur le paysage environnant, mais aussi des vues maîtrisées et cadrées.

Jouer sur les transparences à l'intérieur de chaque unité, irriguer de lumière naturelle les circulations et filtrer le soleil du matin mais aussi du soir.

Les circulations qui relient les locaux ne sont jamais de simples couloirs. L'articulation des différents volumes définit un espace. Ce sont ces espacements qui composent ces lieux de déambulation, où l'on se croise, s'arrête, ces espaces de socialisation où la rencontre et l'échange sont rendus possibles. Les courbes, les droites, les couleurs, les jeux d'ombre et de lumière, la variété des vues, la multiplicité des espaces extérieurs, introduisent une diversité des perceptions et dynamisent le vécu du lieu.

ECRITURE ARCHITECTURALE, MATERIALITE :

Le projet propose un bâtiment constitué d'éléments aux géométries simples, « rassemblés » à l'intérieur d'une composition d'ensemble homogène. Il s'agit d'un ensemble à la fois fragmenté et unitaire à l'intérieur duquel les particularités s'expriment et se déclinent.

La fragmentation en trois volumes principaux permet de retrouver une échelle humaine dans le projet. et construit une architecture de pignons en façade sud et nord qui laisse place au « vide » entre les éléments bâtis : les jardins et patios s'insèrent entre les volumes. Le « vide » paysagé devient alors « matière » au même titre que le « plein » et donne ainsi la respiration nécessaire au sein d'un projet dont l'une des caractéristiques est malgré tout l'enfermement, qu'il soit physique ou mental.

Le langage architectural du projet s'inscrit dans l'horizontalité instaurée par l'Hôpital sur le site et s'inspire des composantes architecturales de la Psychiatrie existante, pour une architecture constitutive de l'identité du nouveau secteur de Psychiatrie.

Tandis que l'horizontalité s'exprime dans l'orientation des volumes qui poursuit le maillage du site et à travers l'étagement du projet d'ouest en est, la typologie des toitures du projet reprennent et déclinent celles du bâtiment de Psychiatrie existant. Les corps de bâtis se donnent à voir telle de « grandes maisons ».

Pergolas, auvents, treilles, larges débords de toiture dessinent la lumière, offrent la fraîcheur de l'ombre, protègent du soleil et abritent de la pluie.

La minéralité des bétons qui structurent les volumes principaux et les transparences filtrées par les claustras qui s'insèrent entre les bâtiments ;

le maillage orthogonal fédérateur du projet et la courbe qui enveloppe le CAMPS et répond à celle de l'Hôpital en limite ouest ;

les différentes matières et teintes de béton : tantôt lisses et colorées pour créer des repères, tantôt striées horizontalement et blanches pour reprendre la chromatique principale contenue dans les 2 bâtiments existants du site, tantôt matricées façon « roche », tantôt structurées façon « bambous » ;

les terrasses qui s'étagent,

les toitures aux larges débords qui protègent les façades ; l'alternance des pleins et des vides, du gris et du blanc des murs de béton matricés qui rythment et animent les façades nord et sud ;

le gabarit des volumes, l'échelle de leurs percements, les creux colorés ménagés dans les bâtiments, les reliefs des terrasses-jardins,

comme autant d'éléments qui entrent en résonance et insèrent en douceur le projet dans le site, qualifiant ainsi le nouveau secteur de Santé Mentale Jean Prince.

NOTE DESCRIPTIVE :**VOIRIE ET RESEAUX DIVERS****Assainissement des eaux pluviales :**

Il existe à proximité immédiate du projet deux réseaux pour l'assainissement des eaux pluviales : un pour les eaux de voirie (qui est raccordé à un séparateur hydrocarbure à l'entrée ouest de l'hôpital existant), l'autre pour les eaux de toitures.

Les eaux de pluies des bâtiments seront collectées dans des regards en pieds de chute puis acheminées vers le réseau existant par des canalisations en PVC CR8 de diamètre 200mm minimum.

Les eaux ruisselant sur les voies de circulations et parkings seront collectées par des caniveaux de type CS1 ou CC1 puis dirigées vers des regards à grille ou des avaloirs pour être évacuées vers le réseau existant par des canalisations PVC.

Assainissement des eaux usées :

Il existe à proximité immédiate du projet un réseau gravitaire d'assainissement des eaux usées raccordé à la station d'épuration du bâtiment MCO dont la capacité permet le traitement des eaux du projet.

Adduction Eau potable :

L'alimentation générale du bâtiment sera réalisée à partir de l'hôpital MCO par le couloir logistique en sous sol.

Adduction téléphonique :

L'alimentation générale du bâtiment sera réalisée à partir de l'hôpital MCO par le couloir logistique en sous sol.

Adduction électrique :

L'alimentation générale du bâtiment sera réalisée à partir de l'hôpital MCO par le couloir logistique en sous sol.

Eclairage public extérieur :

Le réseau d'éclairage extérieur sera constitué :

- de candélabres de type « routier simple croise » le long des voies de circulations longeant des habitations existantes afin de diriger le flux lumineux uniquement vers la chaussée.
- De candélabres de type « résidentiel » constitués d'une lanterne installée sur un mât et permettant une diffusion de la lumière à 360° dans les zones de parking.
- De bornes d'éclairage le long des cheminements piétonniers.

Les ampoules seront de type basse consommation. Les câbles d'alimentation seront posés sous fourreau TPC.

Voies de circulations :

Les voies de circulation et parkings seront bordés par des bordures de type T2 ou ponctuellement A2 sur toute leur périphérie. Les voies seront à dévers unique orienté vers un caniveau de type CS1 afin de canaliser les eaux de pluies vers les collecteurs.

Le projet prévoit d'emprunter par endroits des chaussées existantes.

Une signalisation verticale de gamme normale et horizontale sera mise en place.

Aménagements extérieurs:

- Les allées piétonnes ou parvis d'entrée seront carrelés. Les terrasses extérieures seront prévues en béton armé ou fibré avec une finition balayée ou désactivée pour les secteurs destinés aux adultes et en sol sécurisé (type jeux d'enfant) pour les secteurs destinés aux enfants.
- Le projet n'étant positionné au cœur de l'hôpital il n'y a pas de clôture créées en limite de propriété.

Au sein même du projet, en rez de chaussée les jardins du centre de crise et CATTP adolescents sont sécurisés par

- Des grilles métalliques constituées de barreaudages formant une ligne de « roseaux »
- Des murs maçonnés (ht 3,50 m).

Les terrasses en étages sont également sécurisées de la même manière.

AMENAGEMENT PAYSAGES ESPACES VERTS

Outre l'ambiance agréable procurée par la verdure, expressément apaisante en milieu psychiatrique, la disposition des plantes a été pensée en considérant la nécessité de souligner les fonctions du site, l'ombrage et le confort, sans assombrir ou trop favoriser l'évapotranspiration dans une zone de forte pluviométrie (pas de canopée dense). L'aménagement paysager accompagne le projet architectural, en masquant ou soulignant le bâti. La notion bioclimatique intervient également dans le choix des espèces. Les terrasses accessibles sont traitées comme des jardins avec une diversité de végétation. La toiture du bloc C présentant un fort impact visuel depuis les niveaux supérieur et le MCO est entièrement végétalisée.

Essences des végétaux :

La palette végétale a été choisie en tenant compte des conditions climatiques et pédologiques, d'un bon comportement à l'humidité, à l'air salin. Les plantes proposées ne sont pas sensibles aux champignons et pucerons.

Les plantes installées nécessitent peu de taille et d'entretien (palmiers pour l'absence de chutes de feuilles). Elles ont été choisies pour leur robustesse, en évitant les plantes sensibles au piétinement ou à l'arrachage de branches ou fleurs.

Enfin, elles ont été sélectionnées pour leur totale innocuité (pas de sève irritante ou toxique).

GROS ŒUVRE - STRUCTURE

La structure du bâtiment à l'exception des éléments de charpente est entièrement en béton armé banché préfabriqué ou coulé sur place.

- Le projet prévoit d'une manière générale la présence d'un sous-sol sous la partie « superstructure ».
- Le projet est calé sur des trames de 7,50 m x 7,50 m afin d'avoir 3 places de parkings entre poteaux.
- Le niveau du rez-de-chaussée est calé à + 7,65 NGP (quand le terrain naturel se trouve autour de + 7,40 NGT) et le sous-sol (parkings et stockage) est calé à + 3,65 NGP (afin de faciliter le raccordement au sous-sol de l'hôpital).

Façades :

Ces façades sont composées d'un voile extérieur en béton armé de 16 ou 18cm selon leur destination.

- Certaines parois seront coulées avec sur la face extérieure l'incorporation de matrices formant reliefs et décors ;
- Le rez-de-chaussée bas recevra un décor « bambou » ;
- Certains volumes sur 3 niveaux seront traités avec une matrice « effet roche ».
- Des motifs de joint creux se développeront sur certaines parois en accord avec le traitement du MCO
- Les parois matricées recevront une lasure.
- Les murs béton non matricés seront peints.

CHARPENTE - COUVERTURE

Deux grandes « charpente – couverture » sont prévues sur chacun des blocs du projet.

La structure charpente est constituée essentiellement de profilés du commerce type IPE (ferme treillis). Pour la couverture, il s'agit d'une tôle de couverture nervurée 75/100^{ème} prélaquée 2 faces, avec tous les accessoires compatibles (faiâtes, noues, rive....).

Étanchéité :

Étanchéité « courante » des terrasses non accessibles :

Les planchers terrasses seront traités par un complexe isolant / étanchéité bi-couche traditionnelle de type « autoprotégé », avec traitement des accès aux installations techniques, balisage, renforcement de l'étanchéité sous les installations techniques et traitement des relevés.

Étanchéité « courante » des terrasses accessibles jardin :

Les planchers terrasses traités en « terrasses accessibles » seront réalisés par un complexe isolant/étanchéité auto protégé avec protection dure (béton désactivé) ou par la mise en place de terre végétale (de 20 à 30cm) avec plantation.

Etanchéité « diverses » :

Les débords de façades (auvents, bandeaux filants,...) et le dessus des passerelles seront traités en complément d'étanchéité par application d'une résine de protection avec profilés latéraux de finition.

MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATION

Menuiseries extérieures :

Les menuiseries extérieures seront réalisées en profilés aluminium (sans rupture de pont thermique) finition laqué (Label QUALICOAT), adaptés à l'ambiance marine.

Le classement A.E.V. sera conforme à la réglementation et prendra en compte les critères d'exposition des façades (zone 5). Ces éléments seront conçus pour satisfaire également aux normes de sécurité relatives à ce type d'établissement et aux performances acoustiques requises.

Occultation :

- Par brise-soleil composé de lames orientables en profilé aluminium, y compris cadre et ossature en profilés aluminium extrudé laqué, manœuvre manuelle par poignée.
- Par jalousies orientables avec vitrage dépoli et lames alu laquées.

CLOISONS - DOUBLAGES

Cloisonnement « léger » :

Les cloisonnements intérieurs seront de type cloisons sèches type « hospitalière ».

Les cloisons seront adaptées à la destination des locaux et notamment :

- Cloisons avec emploi de plaques hydrofuges et haute dureté pour tous les locaux.
- Cloisons avec emploi de plaques « Très Haute Dureté » pour les locaux demandant un renforcement au niveau de la résistance mécanique y compris renforcement des ossatures, et ce notamment pour les zones d'hospitalisation.
- Cloisons avec emploi de plaques répondant au classement au feu exigé par la réglementation (P.F/C.F).
- Cloisons préconçues pour assurer le degré d'affaiblissement acoustique réglementaire.

Renforts de cloisons au droit des fixations des appareils sanitaires, barres d'appui, meubles suspendus,...

Nota : Les cloisons dites de type « hospitalière » permettent de respecter toutes les contraintes réglementaires et permettent également, s'agissant d'éléments démontables, de préserver l'évolution des services et secteurs traités.

Cloisonnement « lourd » :

Les cloisonnements des locaux techniques réserves/stockage seront réalisés en blocs de béton hourdés de mortier de ciment (lot Gros-Œuvre), et les cloisons des chambres d'isolement pourront être traitées en cloisons maçonnées.

MENUISERIES INTERIEURES

Blocs-portes (cas général) :

- Les portes auront des huisseries métalliques (pour une meilleure résistance mécanique) ou en bois dur suivant localisation.
- Les Vantaux seront à âme pleine finition « prépeint » ou « plaqué », suivant nature des locaux (type de vantail répondant à la réglementation incendie et acoustique).

Agencements divers :

- Banques menuisées dans les différents secteurs suivant plans.
- Placards de rangement
- Placards des chambres.
- Les plans de travail avec meubles bas.

METALLERIE / SERRURERIE**Blocs-portes métalliques :**

Fourniture et mise en œuvre de blocs-portes métalliques sur locaux techniques (PF ou CF).

Mains courantes dans escaliers :

Fourniture et mise en œuvre de mains courantes réalisées en tubes laqués montés sur écuyers.

Garde-corps :

Fourniture et mise en œuvre de garde-corps en acier galvanisé selon plans :

Grilles de ventilation et ouvrages divers :

- Grilles de ventilation en acier galvanisé à peindre ou en aluminium laqué suivant localisation.
- Serrurerie technique.
- Garde-corps en terrasse en profilés d'acier galvanisé.

LOTS DE FINITION : SOLS / MURS / PLAFONDS**Généralités :**

Les ouvrages de finition envisagés correspondent à la destination des locaux. Les matériaux seront choisis pour leur pérennité, leur facilité d'entretien, leur compatibilité avec le local traité et les exigences d'hygiène.

De même, l'accessibilité des réseaux et organes de réglage contenus dans le plénum sera facilitée par l'emploi de plafond à éléments facilement démontables et remontables (plafond robuste et manœuvrable et répondant aux critères phoniques exigés).

Traitement de finition des locaux :

- Locaux techniques :
 - Revêtement par peinture au sol (PAP) y compris relevés en plinthe.
 - Mise en peinture des murs et plafonds par peinture projetée.
- Parking :
 - Revêtement par peinture au sol (PAP) y compris relevés en plinthe.
 - Marquage au sol réglementaire en peinture
 - Mise en peinture partielle des murs et plafonds par peinture projetée.
- Stockage :
 - Revêtement par peinture au sol (PAP) y compris relevés en plinthe.
 - Mise en peinture des murs et plafonds par peinture projetée.
- Accueil / Entrée / Attente :
 - Revêtement carrelage, y compris plinthe adaptée.
 - Traitement « décoratif » des murs et cloisons / peinture décorative.
 - Plafonds suspendus « décoratif et acoustique ».
- Salon TV / salle de séjour / salle à manger / Foyer bibliothèque :
 - Revêtements en lés PVC, posés à joints soudés à chaud U4 P3 E2 (ou E3) C2 (avec traitement de protection en usine) y compris relevés en plinthe.
 - Traitement des murs et cloisons en peinture.
 - Plafonds suspendus « décoratif et acoustique ».
- Circulations internes aux différents services :
 - Revêtements en lés PVC, posés à joints soudés à chaud U4 P3 E2 (ou E3) C2 (avec traitement de protection en usine) y compris relevés en plinthe.
 - Traitement des murs et cloisons par peinture satinée lessivable (peinture acrylique sans solvant).
 - Plafonds suspendus de type « panneau coulir » en fibres minérales sur ossature semi apparente.
- Sanitaires publics :
 - Revêtements en carrelage y compris plinthes.
 - Traitement des murs et cloisons par peinture satinée.
 - Protection PVC au droit des vasques et sur le pourtour des éléments sanitaires.
 - Plafonds suspendus démontables.

- Bureaux médicaux :
 - Revêtements en lés PVC, posés à joints soudés à chaud U3 P3 E2 C2 (avec traitement de protection en usine) avec plinthe bois.
 - Traitement des murs et cloisons par peinture satinée.
 - Traitement des plafonds par enduit et peinture.
- Salles scolaires :
 - Revêtements en lés PVC, posés à joints soudés à chaud U3 P3 E2 C2 (avec traitement de protection en usine) avec plinthe bois.
 - Traitement des murs et cloisons par peinture satinée.
 - Plafonds acoustiques suspendus démontables.
- Chambres :
 - Revêtements en lés PVC, posés à joints soudés à chaud U3 P3 E3 C2 avec remontée en plinthe.
 - Traitement des murs et cloisons par peinture satinée.
 - Traitement des plafonds par enduit et peinture.
- Sanitaires des chambres :
 - Revêtements en lés PVC étanche et antidérapant posés à joints soudés.
 - Traitement des parois par revêtement PVC en raccordement avec le sol (toute hauteur).
 - Traitement des plafonds par enduit et peinture.
- Salle de consultation et soins :
 - Revêtements en lés PVC, posés à joints soudés à chaud U3S P3 E3 C3 avec remontée en plinthe.
 - Traitement des murs et cloisons par peinture satinée.
 - Protection PVC au droit des paillasses et points d'eau.
 - Plafonds suspendus démontables.

Signalétique :

Réalisation de la signalétique portant sur :

- L'orientation générale (extérieure et intérieure).
- La désignation des locaux.
- La signalétique de sécurité.

ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES

Toutes les normes et réglementations française sont prise en compte (notamment celles édictée par l' Union Technique de l'électricité) : NF 15-100, NFC 12-100, NFC 63-410, NF EN 81-2

Appareils élévateurs

La circulation verticale des personnes à l'intérieur de l'établissement est réalisée par :

- 1 appareil élévateur de 1 600 kg d'une capacité de 13 personnes avec ouverture sur une face et un appareil élévateur de 630 kg pour le secteur consultations.
- 1 appareil élévateur de 1 600 kg d'une capacité de 13 personnes avec ouverture sur une face et cabine profonde pour l'accueil d'un brancard pour le secteur hospitalisations.
- 1 monte-charge de 1 600 kg avec cabine profonde pour la partie logistique.

Ces 4 appareils sont de type électrique avec machinerie embarquée dans la gaine et sans utilisation d'huile.

PLOMBERIE SANITAIRE – ASSAINISSEMENT :

L'ensemble des équipements de tuyauteries de distribution d'eau potable possédera une Attestation de Conformité Sanitaire (ACS). Il sera utilisé des tubes en PVC pression avec raccord moulés par injection ou PEHD de classe NF en eau froide, pour des températures théoriques comprises entre 26°C et 40°C. L'alimentation en eau du bâtiment est fournie par les installations de l'hôpital existant auquel l'édifice est raccordé.

• **Appareils sanitaires :**

Les cuvettes WC :

Les cuvettes WC seront suspendues, comprenant bâti support autoportant et ne nécessitant pas de mur porteur - Indéformable en structure métallique renforcé - réservoir de chasse encastré - aucune tuyauterie

apparente -

Les lavabos :

Les lavabos seront ergonomiques, en céramique. Ils seront montés en position fixe et suspendus sur consoles de fixation murales. Les lavabos seront conformes aux spécifications relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements de soins. Les lavabos intégreront des dispositifs de bonde et siphons déportés.

La robinetterie de lavabo comprendra un mitigeur temporisé.

Les douches :

Les douches seront « à l'italienne » sans ressaut comprenant un receveur extra-plat de dimensions avec mitigeur thermostatique mural (sécurité anti-brûlure).

Les vidoirs ménagers :

Les vidoirs ménagers seront suspendus en applique, comprenant bonde et siphon, ainsi que la grille porte sseau - robinetterie simple en applique au mur avec bec orientable et évent.

Les postes d'eau :

Type encastré sur paillasse – en applique ou sur colonne selon implantation – bonde et siphon – robinetterie mélangeuse –

Les éviers :

En céramique, encastrés sur paillasse – type simple ou double bacs avec égouttoirs – bonde avec grille inox et siphon d'évacuation – robinetterie mélangeuse avec bec orientable et évent.

Les robinets de puisage :

En laiton, montage en applique ou encastré, avec nez fileté 15x21 ou 20x27 avec embase de fixation – dispositif anti-pollution (éventuellement clé de manœuvre).

• Réseau d'assainissement des eaux usées :

Les réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux vannes seront gravitaires et réalisés en réseaux séparatifs pour tous les parcours jusqu' en extérieur en pied d'ouvrage en attente de raccordement au lot VRD

Des ventilations primaires en tête de chutes d'eaux usées seront prévues et donneront en toiture terrasse, de type NICOLL ou similaire.

Toutes les chutes EU/EV en PVC franchissant les planchers seront équipées de manchons coupe-feu rétractables ou système similaire par produit expansif.

Les eaux usées chemineront en PH R-1, seront collectées et mises en attente pour raccordement en pied d'ouvrage par le lot VRD.

Un poste de relevage des eaux chargées sera prévu pour collecter les effluents vers le niveau inférieur. Ce dernier sera équipé de pompes dilacératrices avec pieds d'assise montées sur guides tout inox – coffret de régulation mode marche/auto et alarmes. Un nœud hydraulique avec clapet de retenue regroupera les conduites de relevage vers raccordement en attente lot VRD en pied d'ouvrage.

• Réseau d'assainissement des eaux pluviales et traitement des égouttures :

Le réseau d'eaux pluviales est constitué de descentes EP réalisées en PVC CR4 évacuation pour la reprise de l'eau de pluie en toiture depuis naissances prévues à cet effet.

Les eaux pluviales seront collectées en façade ou en cheminements intérieurs d'ito spécifications précédentes. Ces dernières mises en attente pour raccordement en pied d'ouvrage par le lot VRD.

Les eaux d'égouttures du parc de stationnement en sous-sol seront collectées par le bial de regards à grilles et caniveaux, comprenant les collecteurs encastrés. Le séparateur d'hydrocarbure sera intégré et sera composé d'un filtre coalesceur et d'un compartiment de relevage des eaux, raccordé au réseau général de collecte des EP du bâtiment.

CLIMATISATION – VENTILATION – DESENFUMAGE

Origine des installations de climatisation :

Les installations de climatisation seront indépendantes et spécifique au site. Le bâtiment sera entièrement autonome en matière de production de froid et de diffusion à défaut de pouvoir se raccorder sur les installations existantes du centre hospitalier.

- **Climatisation et traitement d'air neuf :**

Le parti architectural prévoit dans son ensemble des circulations et des dégagements internes aux différents services largement ventilés et traversants, évitant par voie de conséquence la climatisation des espaces communs, des halls et des zones déambulatoires.

Les ouvertures de ventilations naturelles au droit des circulations donnent sur l'extérieur. Des portes coupe-feu de recoupements et de compartimentage des couloirs intérieurs à chaque service sont maintenues en position ouvertes pendant l'exploitation normale du bâtiment et de ses différents services, ce qui permet d'obtenir un balayage confortable d'air naturel traversant les circulations.

Pour les locaux climatisés, le principe de climatisation retenu est celui de la production et de distribution de froid par système à eau glacée assurant une grande souplesse dans l'aménagement des différents espaces et une durée de vie importante

Les bureaux seront équipés d'unités intérieures, type cassette 1 ou 4 voies, encastrées en faux-plafond ou d'unités gainables avec diffuseurs architecturaux et disposeront d'une commande individuelle.

Les locaux spécifiques à thème (pédagogiques, ludiques, bricolage, ergothérapie...) comprendront un apport d'air neuf modulé en fonction du taux d'occupation.

Des systèmes « double flux » assureront l'apport d'air neuf hygiénique réglementaire (20 à 25 m³/h par personne) et l'extraction de l'air vicié, notamment des sanitaires. Le traitement d'air neuf comprendra la filtration et la déshumidification par l'intermédiaire de Centrales de Traitement d'Air double flux à récupération d'énergie disposées sur les terrasses du bâtiment.

- **Désenfumage mécanique des circulations horizontales :**

Les hypothèses retenues pour le désenfumage du nouveau bâtiment sont celles de l'arrêté du 22 Mars 2004 (IT 246), relatif au désenfumage des Etablissements Recevant du Public.

Le désenfumage est de type mécanique avec extractions par gaines et arrivées d'air soit par gaines, soit directement en façades.

- **Installations de ventilation :**

Les installations de ventilation des locaux concernent l'ensemble des locaux sanitaires, des salles d'eau, et l'ensemble des locaux munis de points d'eau.

L'extraction mécanique des locaux sera de type permanent et collectif, et sera assurée par l'installation de caissons d'extraction mécaniques implantés en toiture terrasse.

- **Renouvellement d'air hygiénique :**

Pour les locaux de travail, les débits de renouvellement d'air hygiénique seront conformes aux spécifications précédentes.

Le renouvellement d'air neuf est prévu au niveau de chaque locaux bureaux et salles de regroupements et d'activités. Il sera distribué depuis les CTA implantées en terrasse.

L'air neuf sera distribué aux différents locaux précités par le biais d'un réseau de diffusion isolé et des terminaux aérauliques, type grilles plafond adaptées au plafond modulaire des différents locaux.

PISCINE :

Le projet prévoit la mise en place de deux bassins de baignades thérapeutiques. Il s'agit de bassins inox de petit volume exclusivement destiné à une population enfantine.

L'un est situé en terrasse extérieur du niveau 1 au CATTP enfant. Son volume est d'environ 30m³. Le deuxième bassin est en intérieur, en RDC au CAMPS et sert à la rééducation de nourrissons, son volume est d'environ 8m³

Ces deux bassins sont prévus à débordement.

Viabilisation et aménagement site santé mentale "Jean PRINCE"

Budget prévisionnel

Convention n°907 du 17 février 2012 - Avenant n°3

Annexe n°3-2

désignation	montant HT	TVA: 13%	Budget montant TTC	Avenant n°2 montant HT	Avenant n°2 montant TTC	Avenant n°3 montant HT	Avenant n°3 montant TTC
Travaux (évaluation)							
"Surfaces médicales" 1 752 750 000							
Sous-sol 900 000 000							
V.R.D. 155 000 000							
Total	2 807 750 000	A		0	0	2 807 750 000	
Maîtrise d'oeuvre							
ESQ 14 200 000	161 400 000			133 808 328			
APS 28 300 000							
APD 45 300 000							
PRO 53 800 000							
ACT 19 800 000							
VISA 25 500 000	121 800 000					138 100 000	
DET 79 300 000							
AOR 17 000 000							
Total	283 200 000	10,09% de A					
Dépenses annexes							
Etudes diverses 20 000 000	138 000 000	1,00% de A		24 300 000		109 500 000	
Indemnités concours (hors lauréat) 20 000 000				1 500 000		18 500 000	
Contrôle et assurance 98 000 000		3,50% de A		15 800 000		0	
Déconstruction Jean PRINCE 140 000 000				7 000 000		91 000 000	
Maîtrise d'oeuvre 2 000 000				146 000 000		0	
Contrôle sécurité et protection santé 3 000 000				2 000 000			
Travaux 135 000 000				3 000 000			
Total	278 000 000			141 000 000			
Total hors somme à valoir et RMO	3 368 950 000	B		304 108 328		3 055 350 000	
Rémunération de maîtrise d'ouvrage	151 600 000	4,50% de B					
RMO - volet conception 15 700 000	75 800 000			75 800 000			
RMO - esquisse 31 500 000							
RMO - Dépôt permis de construire 4 400 000							
RMO - déconstruction 24 200 000							
RMO - Consultation des entreprises 75 800 000		2,25% de B				75 800 000	
RMO - Volet Travaux 81 218 000		2,41% de B		9 475 000		81 238 000	
Somme à valoir pour divers et imprévus	81 218 000						
Total opération	3 601 768 000		4 070 000 000	389 383 328	440 000 000	3 212 388 000	3 630 000 000

Besoin de financement phase travaux -engagement de l'avenant n°3 à la convention n°907 du 17 février 2012 :

+ 3 630 000 000

Viabilisation et aménagement site santé
Planning prévisionnel
 Convention n°907 du 17 février 2012 - Avenant n°3

Annexe n°3-3

	antérieur	2016												2017												2018												2019											
		janv	fev	mar	avr	mai	ju	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fev	mar	avr	mai	ju	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fev	mar	avr	mai	ju	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fev	mar	avr	mai	ju	juil	août	sept	oct	nov	d
Programmation																																																	
Appel d'offres déconstruction																																																	
Analyse des offres et marchés déconstruction																																																	
Avenant n°1 convention MOD																																																	
Déconstruction (travaux)																																																	
Procédure concours																																																	
Validation MOA concours - Jury																																																	
Passation du marché MOE																																																	
Mise au point esquisse																																																	
Validation esquisse mise à jour																																																	
Avant projet (sommaire puis détaillé)																																																	
Avenant n°2 convention MOD - poursuite des études																																																	
Dossier PC																																																	
Instruction permis de construire																																																	
Délai de recours des tiers																																																	
Projet et dossier de consultation des entreprises																																																	
1 ^{er} - Appel d'offres																																																	
2 nd Appel d'offres																																																	
Avenant n°3 convention MOD - Travaux de réalisation																																																	
Analyse des offres et marchés																																																	
Notification des marchés de travaux																																																	
Travaux																																																	
Opérations préalables à la réception et livraison																																																	

Planning décaissements TTC

	antérieur	2016				2017				2018				2019			
Etudes et divers	264	12	27	27	54	27	27	26	26	26	26	37	32	20			
Travaux	176	170	103	200	300	400	300	300	300	300	300	300	290				
Total trimestriel		182	130	227	354	427	327	326	326	326	326	337	322	20			
Total annuel		312			1 335				1 304				679				
Total cumulé	440	752			2 087				3 391				4 070				
Avance 10% TNAD			363														
Consommation CP suivant présentation des décaissements		37	275	217	354	427	218	109	326	326	326	217	109	337	322	20	
Remboursement avance 10% TNAD												-87	-43	-135	-64		
Besoin en CP			400				1 503					1 394					

Barème des prestations "Tahiti Nui Aménagement et Développement"

seuils millions XPF HT	
supérieur à	inférieur ou égal à
0	750
750	1000
1000	1250
1250	1500
1500	1750
1750	2000
2000	

Maîtrise d'ouvrage déléguée - MOD				
Répartition de la rémunération fonction de l'avancement				
Approbation de l'esquisse	Dépôt permis de construire	Rapport d'analyse des travaux	Travaux	Total
(1)	(2)	(3)	(4)	
10%	20%	20%	50%	100%
0,600%	1,200%	1,200%	3,000%	6,000%
0,575%	1,150%	1,150%	2,875%	5,750%
0,550%	1,100%	1,100%	2,750%	5,500%
0,525%	1,050%	1,050%	2,625%	5,250%
0,500%	1,000%	1,000%	2,500%	5,000%
0,475%	0,950%	0,950%	2,375%	4,750%
0,450%	0,900%	0,900%	2,250%	4,500%

Assistance à maîtrise d'ouvrage - AMO				
Répartition de la rémunération fonction de l'avancement				
Approbation de l'esquisse	Dépôt permis de construire	Rapport d'analyse des travaux	Travaux	Total
(1)	(2)	(3)	(4)	
10%	20%	20%	50%	100%
0,450%	0,900%	0,900%	2,250%	4,500%
0,425%	0,850%	0,850%	2,125%	4,250%
0,400%	0,800%	0,800%	2,000%	4,000%
0,375%	0,750%	0,750%	1,875%	3,750%
0,350%	0,700%	0,700%	1,750%	3,500%
0,325%	0,650%	0,650%	1,625%	3,250%
0,300%	0,600%	0,600%	1,500%	3,000%

Actions pré-opérationnelles

Taux de rémunération fixe de 6% du montant des dépenses liquidées hors taxes pour toutes études préliminaires de faisabilité

Esquisse

- (1) Validation de la faisabilité eu égard aux contraintes du programme et de l'enveloppe financière, définition du parti architectural ou du tracé d'intention (première réponse en matière d'insertion dans le site et de principe de fonctionnement ; échelle pour les bâtiments au moins 1/500

Dépôt permis de construire

- (2) avant-projet sommaire et avant-projet détaillé ainsi que l'établissement du dossier de permis de construire

Rapport d'analyse des offres

- (3) projet, dossier de consultation des entreprises, appel d'offres, rapport d'analyse des offres pour les travaux

Travaux

- (4) débute avec la première commande relative aux travaux de construction (lettre de commande, ordre de service...)

MOD

- (a) maîtrise d'ouvrage déléguée (conduite d'opérations, contrats, liquidations)

AMO

- (b) assistance à maîtrise d'ouvrage (conduite d'opérations sans suivi financier et engagement juridique)

ARRETE n° 1373 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Proscience dans le cadre de la promotion et du développement de la science au titre de l'année 2016.

NOR : DEE1600634AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Proscience pour l'exercice 2016 en date du 14 juin 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *quatre cent mille francs CFP* (400 000 F CFP) en faveur de l'association Proscience dans le cadre de la promotion et du développement de la science au titre de l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96905, article 6574, centre de travail 813-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention sur le compte de l'association Proscience s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit *deux cent mille francs CFP* (200 000 CFP) à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *deux cent mille francs CFP* (200 000 CFP) sur présentation des pièces justificatives des dépenses de la première fraction perçue.

Art. 4.— L'association Proscience s'engage à produire avant le 31 mars 2017, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Proscience et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 1374 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Moeata Letang en qualité de commissaire de gouvernement du lycée polyvalent de Papara.

NOR : DEE1600557AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Moeata Letang en qualité de commissaire de gouvernement du lycée polyvalent de Papara.

Art. 2. — L'arrêté n° 378 CM du 26 mars 2009 portant nomination d'un commissaire de gouvernement au lycée polyvalent de Papara est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1375 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Moeata Letang en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Hitia'a.

NOR : DEE1600531AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Moeata Letang en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Hitia'a.

Art. 2. — L'arrêté n° 2201 CM du 28 décembre 2011 portant nomination d'un commissaire de gouvernement au collège de Hitia'a est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1376 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Marau Niuaïti en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Bora Bora.

NOR : DEE1600527AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Marau Niuaiti en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Bora Bora à compter du 31 octobre 2016 au soir.

Art. 2. — L'arrêté n° 2198 CM du 28 décembre 2011 portant nomination d'un commissaire de gouvernement au collège de Bora Bora est abrogé à compter de cette date.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1377 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Marau Niuaiti en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Huahine.

NOR : DEE1600532AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Marau Niuaiti en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Huahine à compter du 31 octobre 2016 au soir.

Art. 2. — L'arrêté n° 2202 CM du 28 décembre 2011 portant nomination d'un commissaire de gouvernement au collège de Huahine est abrogé à compter de cette date.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1378 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de M. Marane Toyane en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Hao.

NOR : DEE1600529AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de M. Marane Toyane en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Hao.

Art. 2.— L'arrêté n° 1807 CM du 10 décembre 2013 portant nomination d'un commissaire de gouvernement au collège de Hao est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1379 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de M. Marane Toyane en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Makemo.

NOR : DEE1600534AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de M. Marane Toyane en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Makemo.

Art. 2.— L'arrêté n° 1806 CM du 10 décembre 2013 portant nomination d'un commissaire de gouvernement au collège de Makemo est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1380 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Muriel Col-Minne en qualité de commissaire de gouvernement du GREPFOC.

NOR : DEE1600559AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-97 APF du 10 juillet 2003 portant création et l'arrêté n° 1179 CM du 14 août 2003 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Groupement des établissements de Polynésie française pour la formation continue" (GREPFOC) ;

Vu la décision n° 303 BRH2/ATSS du 23 juillet 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Muriel Col-Minne en qualité de commissaire de gouvernement du GREPFOC.

Art. 2. — L'arrêté n° 1798 CM du 10 décembre 2013 portant nomination d'un commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public dénommé "Groupement des établissements de Polynésie française pour la formation continue" (GREPFOC) est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 1381 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Muriel Col-Minne en qualité de commissaire de gouvernement du lycée hôtelier de Tahiti.

NOR : DEE1600550AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du

second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la décision n° 303 BRH2/ATSS du 23 juillet 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Muriel Col-Minne en qualité de commissaire de gouvernement du lycée hôtelier de Tahiti.

Art. 2. — L'arrêté n° 1799 CM du 10 décembre 2013 portant nomination d'un commissaire de gouvernement au lycée hôtelier de Tahiti est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 1382 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Tipaerui.

NOR : DEE1600547AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Tipaerui.

Art. 2. — L'arrêté n° 474 CM du 30 avril 2015 portant nomination de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du collège de Tipaerui est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1383 CM du 16 septembre 2016 portant fin de fonction de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du lycée Paul-Gauguin.

NOR : DEE1600551AC

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et du second cycle du second degré, ensemble l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du lycée Paul-Gauguin.

Art. 2. — L'arrêté n° 475 CM du 30 avril 2015 portant nomination de Mme Hinano Teanotoga en qualité de commissaire de gouvernement du lycée Paul-Gauguin est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 1384 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour financer l'opération "Etudes pour la construction d'un complexe sportif polyvalent de Hitia'a - (CdP2)".

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu la délibération n° 2015-6 APF du 3 mars 2015 portant approbation du projet de contrat de projets Etat-Polynésie française (2015-2020) relatif au financement de projet relevant des compétences de la Polynésie française et du projet de contrat de projets Etat-Polynésie française (2015-2020) relatif au financement de projets communaux ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu les décisions de programmation suite au comité de pilotage en date du 15 février 2016 ;

Vu la demande de subvention de l'IJSPF n° 1146-2016 IJSPF en date du 4 juillet 2016 pour l'exercice 2016 ;

Vu la lettre n° 5806 PR du 22 août 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 22 août 2016 ;

Vu l'avis n° 162-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 30 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de *quinze millions huit cent quatre-vingt-un mille quatre cent soixante-deux francs CFP* (15 881 462 F CFP) en faveur de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour financer l'opération "Etudes pour la construction d'un complexe sportif polyvalent

de Hitia'a - (CdP2)" dont le coût réel est estimé à *vingt-cinq millions deux cent huit mille six cent soixante-dix francs CFP* (25 208 670 F CFP).

Art. 2.— Le montant de la participation financière de la Polynésie française s'élèvera à 50 % du coût final de l'opération, mais ne pourra excéder le montant de 12 604 335 F CFP, et se décline de la manière suivante :

	MONTANT TOTAL DE L'OPERATION HTVA	PARTICIPATION PAYS	PARTICIPATION ETAT
EN FCFP	25 208 670	12 604 335	12 604 335
EN %	100%	50%	50%

La TVA est à la charge de la Polynésie française, ce qui représente une participation supplémentaire de 3 227 127 F CFP.

L'application des dispositions du présent arrêté est subordonnée à la signature de l'arrêté de l'Etat portant attribution d'une subvention pour la même opération et pour le montant arrêté par la décision conjointe relative à l'exercice 2016. En cas de non-respect de cette disposition, la Polynésie française se réserve le droit de suspendre son concours financier sur l'opération visée par le présent arrêté.

Art. 3.— Le délai de réalisation de cette opération est fixé à 12 mois à compter de son démarrage dont la date est inscrite dans une lettre de commande ou d'un ordre de service de démarrage des études fournie lors de la demande d'avance, tel que prévu à l'article 5.

Art. 4.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 911, AP 110-2016, AE 217-2016, article 204-17.

Art. 5.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 %, soit la somme de *quatre millions sept cent soixante-quatre mille quatre cent trente-neuf francs CFP* (4 764 439 F CFP) peut être versée sur présentation, par le bénéficiaire, d'une lettre de commande ou d'un ordre de service de démarrage des études ;
- un acompte de 40 %, soit la somme de *six millions trois cent cinquante-deux mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs CFP* (6 352 585 F CFP) après justification de l'utilisation de l'avance perçue, pourra être versé au fur et à mesure de l'avancement réel des études sur présentation de justificatif de l'état d'avancement physique et financier (état de mandatement HTVA et TTC visés par l'agent comptable du bénéficiaire et situation d'avancement des études certifiée exacte) ;
- le solde, soit la somme de *quatre millions sept cent soixante-quatre mille quatre cent trente-huit francs CFP* (4 764 438 F CFP) sera versé sur production, dans un délai de 12 mois à compter du dernier acompte, par le bénéficiaire, de la justification technique et financière de

la réalisation effective des études et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier technique et financier :

- décision de la production d'études,
- états de mandatements et bilan de clôture HTVA et TTC visés par l'agent comptable du bénéficiaire.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 8. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 1385 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité olympique de Polynésie française pour le financement de ses activités générales, au titre de l'année 2016.

NOR : SJS1620419AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du comité olympique de Polynésie française en date du 22 février 2016 ;

Vu la lettre n° 5442 PR du 5 août 2016 adressée au président de l'assemblée et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 5 août 2016 ;

Vu l'avis n° 144-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *deux millions trois cent cinq mille francs CFP* (2 305 000 F CFP) en faveur du comité olympique de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française à l'exercice 2016, sous-chapitre 97106, article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *un million cent cinquante-deux mille cinq cents francs CFP* (1 152 500 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *un million cent cinquante-deux mille cinq cents francs CFP* (1 152 500 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4. — Le comité olympique de Polynésie française s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par le comité olympique de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au comité olympique de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N° / MEE du

relative aux objectifs et obligations du Comité Olympique de Polynésie française (C.O.P.F.) pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé Direction de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1385 /CM du 16 SEP. 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du comité olympique de Polynésie française pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

ET :

Le Comité Olympique de Polynésie française (C.O.P.F.), B.P 650 – 98 713 PAPEETE – TAHITI, n°Tahiti 164 350, représentée par son Président, Monsieur Tauhiti NENA ;

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.

Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie Française a été mise en place.

Outre les membres de droit, la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie française est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 158/PR du 10 mars 2016).

Cette commission s'est réunie en séance plénière le 22 mars 2016, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.

La commission du CNDS a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le Pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés et enfin, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations du Comité Olympique de Polynésie Française (C.O.P.F.) résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de son activité générale pour l'exercice 2016 sont :

- de remplir l'ensemble des missions du COPF;
- d'assurer l'ensemble du mouvement sportif ;
- d'assister et de soutenir les fédérations sportives membres ;
- de représenter le sport polynésien au plan régional, national et international ;
- de présenter et soutenir la candidature de la Polynésie française pour l'organisation des Jeux du Pacifique 2023 ;
- de soutenir la préparation des athlètes sélectionnables pour représenter la Polynésie française aux Jeux d'Asie et Mini Jeux du Vanuatu en 2017 ;
- et enfin, de gérer les fonds attribués à la Fédération tahitienne de rugby et de régler les factures liées au fonctionnement de cette fédération au titre de l'année 2016, dans la limite de la subvention attribuée mentionnée à l'article 4.

Article 3. - Les obligations de la fédération

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du Ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives,...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;

- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur, etc).

Article 4. - Coût

- Le comité est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant de **quatre millions cent douze mille francs pacifique (4 112 000 F CFP)**, répartie comme suit :
 - deux millions trois cent cinq mille francs pacifique (2 305 000 F CFP), dans le cadre du financement de l'activité générale du COPF au titre de l'année 2016 ;
 - un million huit cent sept mille francs pacifique (1 807 000 F CFP), dans le cadre du financement de l'activité générale de la Fédération tahitienne de rugby au titre de l'année 2016.

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50 %, soit **deux millions cinquante-six mille francs pacifique (2 056 000 F CFP)**, à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit **deux millions cinquante-six mille francs pacifique (2 056 000 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de **quatre millions cent douze mille francs pacifique (4 112 000 F CFP)** au

- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 97106
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8240-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par le comité, dans les délais impartis et après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par le comité de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, le comité est tenu d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.
Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à _____, le _____
Pour l'association,
Le Président

Fait à _____, le _____
Pour la Polynésie française
Le Ministre
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Tauhiti NENA

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE n° 1386 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la Fédération tahitienne de tennis de table pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

NOR : SJ51620434AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de la Fédération tahitienne de tennis de table en date du 25 février 2016 ;

Vu la lettre n° 5463 PR du 8 août 2016 adressée au président de l'assemblée et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 9 août 2016 ;

Vu l'avis n° 150-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 26 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant d'un million huit cent cinquante-cinq mille francs CFP (1 855 000 F CFP)

en faveur de la Fédération tahitienne de tennis de table pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française à l'exercice 2016, sous-chapitre 97106 article 6574, centre de travail 8241-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *neuf cent vingt-sept mille cinq cents francs CFP* (927 500 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *neuf cent vingt-sept mille cinq cents francs CFP* (927 500 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— La Fédération tahitienne de tennis de table s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par la Fédération tahitienne de tennis de table pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération tahitienne de tennis de table et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N°**/ MEE du**

relative aux objectifs et obligations de la fédération tahitienne de tennis de table pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé Direction de la jeunesse et des sports ;

Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1386 /CM du 16 SEP. 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de la fédération tahitienne de tennis de table pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par le Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,**ET :**

La fédération tahitienne de tennis de table, BP 1839 - 98713 PAPEETE – n° Tahiti 147785, représentée par son président, M. Gérald HUIOUTU ;

d'autre part,**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

L'organisation du sport en Polynésie française repose sur l'action des fédérations et des associations sportives qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Il revient au Ministre chargé des sports de soutenir et d'accompagner les efforts des responsables associatifs en garantissant aux fédérations délégataires de service public et aux associations sportives un financement régulier, défini selon des critères objectifs et équitables.

Dans cette perspective, une procédure d'attribution de subventions transparente, soumise à l'avis de la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie Française a été mise en place.

Outre les membres de droit, la commission du centre national pour le développement du sport en Polynésie française est composée à parité de représentants de la Polynésie française et de représentants du mouvement sportif (cf. arrêté n° 158/PR du 10 mars 2016).

Cette commission s'est réunie en séance plénière le 22 mars 2016, afin de statuer sur les dossiers des fédérations sportives.

La commission du CNDS a arrêté le montant de la subvention accordée pour chacun des dossiers présentés, au titre de l'activité générale de chaque fédération, sur la base des critères relatifs : à la gestion administrative d'une structure fédérale ayant une activité régulière et reconnue par le Pays, au développement de la pratique sportive en fonction du nombre de licenciés, des catégories engagées et de la présence sportive dans les archipels, à la mise en place d'actions de formation en faveur des cadres et des dirigeants, au développement de la pratique de haut niveau, au projet de soutien à l'emploi sportif correspondant aux cadres administratifs et techniques, au développement d'actions en faveur de personnes en situation d'handicap, à l'accompagnement éducatif et aux actions en direction des jeunes scolarisés, à la participation au fonctionnement des sections sportives dans certains établissements scolaires, et enfin à l'inscription de leur(s) discipline(s) sportive(s) aux Jeux du Pacifique.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de la fédération tahitienne de tennis de table résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention de fonctionnement pour le financement de ses activités générales au titre de l'année 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Les objectifs à réaliser et à accomplir par la fédération au titre de son activité générale pour l'exercice 2016 sont :

- **le développement de la pratique de masse par :**
 - le développement du tennis de table dans les quartiers prioritaires ;
 - la relance de la pratique du tennis de table dans les îles ;
 - le développement du tennis de table en milieu scolaire et en faveur du public handicapés ;
- **le développement du haut niveau** en envoyant la sélection de Tahiti :
 - aux Océania Hopes challenge en Nouvelle-Calédonie ;
 - aux championnats de l'Océanie en Australie ;
- **le développement d'actions de formation** d'arbitres, entraîneurs et de formateurs d'entraîneurs.

Article 3. - Les obligations de la fédération

La fédération s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives,...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé des sports, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;

- transmettre au Ministre chargé des sports, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur, etc).

Article 4. - Coût

La fédération est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention de fonctionnement d'un montant d'un **million huit cent cinquante-cinq mille francs pacifique (1 855 000 F CFP)**.

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une première fraction de 50 %, soit **neuf cent vingt-sept mille cinq cents francs pacifique (927 500 F CFP)**, à compter de la signature de la présente convention ;
- le solde de 50 %, **neuf cent vingt-sept mille cinq cents francs pacifique (927 500 F CFP)**, sur présentation des pièces justificatives de la première fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant d'un **million huit cent cinquante cinq mille francs pacifique (1 855 000 F CFP)** au

- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 97106
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8241-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par la fédération sportive, dans les délais impartis et après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par la fédération de ses obligations contractuelles.

Dans les deux cas, la fédération est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.
Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

Pour la fédération,
Le Président

Pour la Polynésie française
Le Ministre
de l'éducation et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Gérald HUIOUTU

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE n° 1387 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

NOR : SJS1620601AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises en date du 28 février 2016 ;

Vu la lettre n° 5586 PR du 12 août 2016 adressée au président de l'assemblée et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 12 août 2016 ;

Vu l'avis n° 145-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de sept cent

soixante-seize mille francs CFP (776 000 F CFP) en faveur de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8240-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *trois cent quatre-vingt-huit mille francs CFP* (388 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *trois cent quatre-vingt-huit mille francs CFP* (388 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N°

/ MEE du

relative aux objectifs et obligations de l'association MEJ Marquises dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;
- Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° **1387** /CM du **16 SEP 2016** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association MEJ Marquises dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par la Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

ET :

L'association MEJ Marquises, Adresse : Taiohae NUKU HIVA MARQUISES, BP 20 – TAIHAE NUKU HIVA , N° TAHITI 936070, représentée par Omer CHOUAN, président ;

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'organisation des activités de jeunesse et de l'éducation populaire en Polynésie française repose sur l'action des associations de jeunesse qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Ainsi, il revient au ministre chargé de la jeunesse de soutenir l'effort des responsables associatifs et de l'encadrement, souvent bénévoles, en garantissant au tissu associatif un financement régulier.

Aussi, chaque année, le ministère chargé de la Jeunesse consacre une partie de son budget au développement d'actions qui participent à l'intégration des jeunes au sein de la société civile, à la mobilisation des jeunes sur certains projets, au développement d'initiatives permettant le rayonnement de la Polynésie française.

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association MEJ Marquises résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de son activité générale pour l'exercice 2016, sont liées à cette convention l'action suivante :

- Organisation des centres de vacances.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé de la jeunesse, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé de la jeunesse, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc....).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention d'un montant de sept cent soixante seize mille francs pacifique (776 000 F CFP).

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50 %, soit trois cent quatre-vingt-huit mille francs pacifique (388 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit trois cent quatre-vingt-huit mille francs pacifique (388 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de sept cent soixante seize mille francs pacifique (776 000 F CFP) imputé au :

- Exercice	: 2016
- Sous-Chapitre	: 97105
- Article	: 6574
- Centre de Travail	: 8240 F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, l'association est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la Jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à , le

Fait à , le

Pour l'association,

Pour la Polynésie française

La Ministre

Le Président,

de l'éducation et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Omer CHOUAN

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE n° 1388 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Aarii Heiva Rau dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

NOR : SJS1620593AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Aarii Heiva Rau en date du 21 mars 2016 ;

Vu la lettre n° 5584 PR du 12 août 2016 adressée au président de l'assemblée et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 12 août 2016 ;

Vu l'avis n° 145-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *cinq millions six cent vingt-neuf mille francs CFP* (5 629 000 F CFP) en faveur de l'association Aarii Heiva Rau dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de *deux millions deux cent trente-neuf mille cent quarante-deux francs CFP* (2 239 142 F CFP) à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8240-F ;
- pour un montant d'un *million six cent cinquante et un mille vingt-quatre francs CFP* (1 651 024 F CFP) à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8241-F ;
- pour un montant d'un *million sept cent trente-huit mille huit cent trente-quatre francs CFP* (1 738 834 F CFP) à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8242-F ;

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux millions huit cent quatorze mille cinq cents francs CFP* (2 814 500 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *deux millions huit cent quatorze mille cinq cents francs CFP* (2 814 500 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association Aarii Heiva Rau s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP.15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association Aarii Heiva Rau dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Aarii Heiva Rau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N°

/ MEE du

relative aux objectifs et obligations de l'association Aarii Heiva Rau dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;
- Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n°/CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Aarii Heiva Rau dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par la Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

ET :

L'association Aarii Heiva Rau, Adresse : PK 22,2 coté montagne Papetoai MOOREA, BP 1373 – 98729 MOOREA, N° TAHITI 551317, représentée par Marie-Louise BIGORRE, présidente ;

d'autre part,

ETANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :

L'organisation des activités de jeunesse et de l'éducation populaire en Polynésie française repose sur l'action des associations de jeunesse qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Ainsi, il revient au ministre chargé de la jeunesse de soutenir l'effort des responsables associatifs et de l'encadrement, souvent bénévoles, en garantissant au tissu associatif un financement régulier.

Aussi, chaque année, le ministère chargé de la Jeunesse consacre une partie de son budget au développement d'actions qui participent à l'intégration des jeunes au sein de la société civile, à la mobilisation des jeunes sur certains projets, au développement d'initiatives permettant le rayonnement de la Polynésie française.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association Aii Heiva Rau résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de son activité générale pour l'exercice 2016, sont liées à cette convention, les actions suivantes :

- Organisation des Centres de vacances et de loisirs ;
- Aide au fonctionnement ;
- 1 Poste FONJEP + 1 Poste aidé par le Pays ;
- Favoriser l'insertion des jeunes (insertion par l'économie...) ;
- Activités éducatives de proximité.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé de la jeunesse, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé de la jeunesse, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention d'un montant de cinq millions six cent vingt-neuf mille francs pacifique (5 629 000 F CFP).

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50 %, soit deux millions huit cent quatorze mille cinq cents francs pacifique (2 814 500 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit deux millions huit cent quatorze mille cinq cents francs pacifique (2 814 500 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de deux millions deux cent trente-neuf mille cent quarante-deux francs pacifique (2 239 142 F CFP) au :

- Exercice : 2016
- Sous-chapitre : 97105
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8240-F

Pour un montant d'un million six cent cinquante et un mille vingt-quatre francs pacifique (1 651 024 F CFP) au :

- Exercice : 2016
- Sous-chapitre : 97105
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8241-F

Pour un montant d'un million sept cent trente-huit mille huit cent trente quatre francs pacifique (1 738 834 F CFP) au :

- Exercice : 2016
- Sous-chapitre : 97105
- Article : 6574
- Centre de Travail : 8242-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.
Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, l'association est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la Jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à PPT

, le 03.08.16.

Fait à

Pirae

, le

- 5 AOUT 2016

Pour l'association,

La Présidente,

Marie-Louise BIGORRE

Pour la Polynésie française

La Ministre

de l'éducation et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE n° 1389 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union territoriale de la Fédération sportive et culturelle de France (UTFSCF) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

NOR : SJS1620573AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Union territoriale de la Fédération sportive et culturelle de France (UTFSCF) en date du 21 mars 2016 ;

Vu la lettre n° 5585 PR du 12 août 2016 adressée au président de l'assemblée et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 12 août 2016 ;

Vu l'avis n° 145-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *six millions quatre cent seize mille francs CFP* (6 416 000 F CFP) en faveur de l'association Union territoriale de la Fédération sportive et culturelle de France (UTFSCF) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de *deux millions huit cent soixante-cinq mille sept cent trente francs CFP* (2 865 730 F CFP) à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8240-F ;
- pour un montant de *deux millions six cent quatre-vingt mille huit cent cinquante-trois francs CFP* (2 680 853 F CFP) à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8241-F ;
- pour un montant de *huit cent soixante-neuf mille quatre cent dix-sept francs CFP* (869 417 F CFP) à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8242-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{re} fraction de 50 %, soit *trois millions deux cent huit mille francs CFP* (3 208 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *trois millions deux cent huit mille francs CFP* (3 208 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1^{re} fraction perçue.

Art. 4.— L'association Union territoriale de la Fédération sportive et culturelle de France (UTFSCF) s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse, et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association Union territoriale de la Fédération sportive et culturelle de France (UTFSCF) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Union territoriale de la Fédération sportive et culturelle de France (UTFSCF) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N° / MEE du

relative aux objectifs et obligations de l'association UNION TERRITORIALE DE LA FEDERATION SPORTIVE ET CULTURELLE DE FRANCE (U.T.F.S.C.F) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;
- Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 1389 /CM du approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Union Territoriale De La Fédération Sportive Et Culturelle De France (U.T.F.S.C.F) dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par la Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

ET :

L'association Union Territoriale De La Fédération Sportive Et Culturelle De France (U.T.F.S.C.F), Adresse : 7 rue de la Canonnière Zélée BP 943 - 98713 PAPEETE, N° TAHITI 169961, représentée par Frère Francis CAILLET, président ;

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'organisation des activités de jeunesse et de l'éducation populaire en Polynésie française repose sur l'action des associations de jeunesse qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Ainsi, il revient au ministre chargé de la jeunesse de soutenir l'effort des responsables associatifs et de l'encadrement, souvent bénévoles, en garantissant au tissu associatif un financement régulier.

Aussi, chaque année, le ministère chargé de la Jeunesse consacre une partie de son budget au développement d'actions qui participent à l'intégration des jeunes au sein de la société civile, à la mobilisation des jeunes sur certains projets, au développement d'initiatives permettant le rayonnement de la Polynésie française.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association Union Territoriale De la Fédération Sportive Et Culturelle De France (U.T.F.S.C.F) résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de son activité générale pour l'exercice 2016, sont liées à cette convention les actions suivantes :

- Formation Bafa/Bafd ;
- Formation des cadres ;
- Projets de mobilité et d'échanges ;
- Animation autour du livre ;
- Actions EPRI (Engagement, Prise de Responsabilité et d'Initiatives) ;
- Organisation des centres de vacances ;
- Aide au fonctionnement ;
- Poste FONJEP.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé de la jeunesse, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé de la jeunesse, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc ...).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention d'un montant de six millions quatre cent seize mille francs pacifique (6 416 000 F CFP).

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50 %, soit trois millions deux cent huit mille francs pacifique (3 208 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit trois millions deux cent huit mille francs pacifique (3 208 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de deux millions huit cent soixante-cinq mille sept cent trente francs pacifique (2 865 730 F CFP) au :

- Exercice	: 2016
- Sous-chapitre	: 97105
- Article	: 6574
- Centre de Travail	: 8240-F

Pour un montant de deux millions six cent quatre-vingt mille huit cent cinquante-trois francs pacifique (2 680 853 F CFP) au :

- Exercice	: 2016
- Sous-chapitre	: 97105
- Article	: 6574
- Centre de Travail	: 8241-F

Pour un montant de huit cent soixante-neuf mille quatre cent dix-sept francs pacifique (869 417 F CFP) au :

- Exercice	: 2016
- Sous-chapitre	: 97105
- Article	: 6574
- Centre de Travail	: 8242-F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.
Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, l'association est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la Jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

Pirae

, le

5 AOUT 2016

Pour l'association,

Le Président,

Francis CAILLET.

Pour la Polynésie française

La Ministre

de l'éducation et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 1390 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Section sportive Tefana football dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

NOR : SJS1620560AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 modifié approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Section sportive Tefana football en date du 19 janvier 2016 ;

Vu la lettre n° 5583 PR du 12 août 2016 adressée au président de l'assemblée et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 12 août 2016 ;

Vu l'avis n° 145-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 23 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) en faveur de l'association Section sportive Tefana football dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française à l'exercice 2016, sous-chapitre 97105, article 6574, centre de travail 8240-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue.

Art. 4.— L'association Section sportive Tefana football s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de six mois à compter du versement de ce dernier.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Conformément à l'article LP. 15 de la loi de pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée susvisée, une convention définit les objectifs et obligations à atteindre par l'association Section sportive Tefana football dans le cadre du financement de son activité générale pour l'année 2016.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Section sportive Tefana football et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

CONVENTION N° / MEE du

relative aux objectifs et obligations de l'association Section Sportive Tefana Football dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 683/PR du 17 septembre 2014 modifié, relatif aux attributions du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;
- Vu l'arrêté n° 249/CM du 6 mars 2015, portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction de la jeunesse et des sports » ;
- Vu la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée, définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° 0691/CM du 17 mai 2010 modifiée, portant application de la loi du Pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu l'arrêté n° **1390** /CM du **16 SEP. 2016** approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Section Sportive Tefana Football dans le cadre du financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

ENTRE :

La Polynésie française, représentée par la Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, Madame Nicole SANQUER-FAREATA,

d'une part,

ET :

L'association Section Sportive Tefana Football, Adresse : stade Louis Ganivet Puurai Faaa, BP 62211 – 98702 FAAA centre, N° TAHITI A18017, représentée par Chantal CHUNG TIEN, présidente ;

d'autre part,

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'organisation des activités de jeunesse et de l'éducation populaire en Polynésie française repose sur l'action des associations de jeunesse qui jouent un rôle éducatif et social de premier plan.

Ainsi, il revient au ministre chargé de la jeunesse de soutenir l'effort des responsables associatifs et de l'encadrement, souvent bénévoles, en garantissant au tissu associatif un financement régulier.

Aussi, chaque année, le ministère chargé de la Jeunesse consacre une partie de son budget au développement d'actions qui participent à l'intégration des jeunes au sein de la société civile, à la mobilisation des jeunes sur certains projets, au développement d'initiatives permettant le rayonnement de la Polynésie française.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1er. - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs et obligations de l'association Section Sportive Tefana Football résultant de l'attribution par la Polynésie française d'une subvention pour le financement de son activité générale pour l'exercice 2016.

Article 2. - Les objectifs à atteindre

Parmi les objectifs à réaliser et à accomplir par l'association au titre de son activité générale pour l'exercice 2016, sont liées à cette convention les actions suivantes :

- Organisation de CLSH à dominante sportive ;
- Actions de proximité.

Article 3. - Les obligations de l'association

L'association s'engage à :

- réaliser et accomplir les objectifs visés à l'article 2 ;
- mentionner et faire référence de l'aide financière du ministère chargé des sports à l'occasion de chaque action de communication ou de médiatisation ;
- tenir une comptabilité conforme aux règles en vigueur (registres, livres, pièces justificatives...) ;
- s'interdire la distribution (assimilable à une subvention, c'est à dire sans contrepartie véritable et conforme à son objet statutaire) de fonds publics à d'autres associations, collectivités privées ou œuvres, ainsi que tout prêt ou avance à des personnes physiques ou morales ;
- se conformer aux dispositions de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 susvisée ;
- restituer à la Polynésie française les subventions perçues, si leur affectation n'était pas respectée ;
- tenir informé le Ministre chargé de la jeunesse, en temps réel, de toute situation déclarée de cessation de paiement ;
- transmettre au Ministre chargé de la jeunesse, au plus tard dans les 15 jours de son prononcé, tout document juridique entrant dans le cadre de la loi (loi 85-98 du 25 janvier 1985) sur le redressement ou la liquidation judiciaire (jugement du Tribunal constatant la cessation de paiement, le redressement, la nomination d'un administrateur etc ...).

Article 4. - Coût

L'association est attributaire pour l'année 2016 d'une subvention d'un montant de cinq cent mille francs pacifique (500.000 F CFP).

Article 5. - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1^{ère} fraction de 50%, soit deux cent cinquante mille francs pacifique (250.000 F CFP), à compter de la date de signature de la convention par les parties ;
- le solde de 50%, soit deux cent cinquante mille francs pacifique (250.000 F CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1^{ère} fraction perçue.

Article 6. - Imputation budgétaire

La dépense est imputable au budget de fonctionnement comme suit :

Pour un montant de cinq cent mille francs pacifique (500.000 F CFP) imputé au :

- Exercice : 2016
- Sous-Chapitre : 97105
- Article : 657
- Centre de Travail : 8240 F

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

Article 7. - Résiliation de la convention

La convention est résiliée à la survenance d'un des éléments suivants :

- Inexécution par l'association, dans les délais impartis et, après mise en demeure, des obligations qui lui incombent ;
- Cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution par l'association de ses obligations contractuelles.

Dans ces deux cas, l'association est tenue d'en informer, dans les meilleurs délais, la Direction de la Jeunesse et des sports par lettre recommandée.

Article 8. - Attribution de juridiction

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à la juridiction compétente en Polynésie française.

Article 9. - Enregistrement et nombre d'exemplaires

La présente convention est exempte de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Elle est établie en trois exemplaires originaux.

Fait à Papeete, le

Fait à Papeete, le 03/09/2016

Fait à Papeete, le 5 AOUT 2016

Pour l'association,

— La Présidente,

Chantal CHUNG TIEN

Pour la Polynésie française

La Ministre

de l'éducation et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports

Nicole SANQUER-FAREATA

ARRETE n° 1391 CM du 16 septembre 2016 portant déclaration d'utilité publique l'aménagement de la rivière Tiapa sise dans la commune de Paea et de cessibilité les parcelles de terre nécessaires à cette opération.

NOR : DEQ1621316AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions divers relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-88 AT du 27 juin 1995 portant dispositions d'applications des articles 20 et 21 de la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993, relatifs au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1835 CM du 16 novembre 2015 modifié ordonnant l'ouverture de deux enquêtes conjointes, l'une préalable à la déclaration d'utilité publique et l'autre parcellaire, relatives aux travaux d'aménagement de la rivière Tiapa sise dans la commune de Paea ;

Vu les rapports du commissaire enquêteur en date du 2 mars 2016 relatifs à l'utilité publique des travaux d'aménagement de la rivière Tiapa sise dans la commune de Paea et à la cessibilité des parcelles de terre nécessaires à cette opération ;

Vu les pièces du dossier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est déclarée d'utilité publique la maîtrise des terrains nécessaires aux travaux d'aménagement de la rivière Tiapa sise dans la commune de Paea.

Art. 2.— La présente déclaration est prise pour une durée de cinq années à compter de ce jour.

Art. 3.— Sont déclarées cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à l'opération citée à l'article 1er du présent arrêté et telles qu'elles sont indiquées dans le tableau ci-après :

N° d'ordre	Références cadastrales des parcelles d'origine	Références cadastrales des emprises	Terres	Propriétaires	Emprise à exproprier en m²
1	AD 72	AD 321	PROPRIETE HOPPENSTEDT	Mme MORILLON Marie-Claude, épouse de BIGAUT Bernard	573
2	AD 147	AD 328	PROPRIETE HOPPENSTEDT		5
3	AD 147	AD 348	PROPRIETE HOPPENSTEDT		28
4	AD 152	AD 344	PROPRIETE HOPPENSTEDT		1
5	AD 152	AD 345	PROPRIETE HOPPENSTEDT		7
6	AD 21	AD 334	PROPRIETE HOPPENSTEDT	MORILLON Pierre Henri Oopa	936
7	AD 293	AD 319	PROPRIETE ROBSON	TAPUTUARAI Florina	54
8	AD 6	AD 332	PROPRIETE ROBSON	TAPUTUARAI Emile	151
9	AC 139	AC 461	ROBSON	TAPUTUARAI Paul	25
10	AC 202	AC 462	PROPRIETE HOPPENSTEDT	Commune de Paea	110
11	AC 202	AC 464	PROPRIETE HOPPENSTEDT	Commune de Paea	98
12	AC 124	AC 465	TEPOHUE et HOPPENSTEDT	Mme SALMON Pureau Mathilde épouse de M. PIEHI Georges	31
13	AC 123	AC 468	PROPRIETE HOPPENSTEDT	Commune de Paea	293
14	AC 122	AC 469	TEMEHO	Héritiers : - MOE Tefaaieia épouse TUTEA a PAPAI (indivis) - TEARII a TAPUTUARAI (indivis)	2
15	AC 122	AC 472	TEMEHO		4
16	AC 122	AC 474	TEMEHO		11
17	AC 121	AC 476	SHILSON	MORILLON Pierre Henri Oopa	244
18	AC 120	AC 477	PAURI	Consort TAURAA Héritiers de Terihina a TAURAA dit Tane MEUEL	22

N° d'ordre	Références cadastrales des parcelles d'origine	Références cadastrales des emprises	Terres	Propriétaires	Emprise à exproprier en m²
19	BC 86	BC 170	PAURI	Succession TAURAA Teriehina dit Tane MEUEL	7
20	BC 85	BC 179 BC 180	AIPIA et MARAETEREVA	Succession TAURAA Teriehina dit Tane MEUEL	6 59
21	BD 51	BD 59	HOPPENSTEDT	MORILLON Pierre Henri Oopa	172
22	AD 1	AD 308	PROPRIETE HOPPENSTEDT	Commune de Paœa	135
23	AD 153	AD 309	PROPRIETE HOPPENSTEDT	Commune de Paœa	567
24	AD 3	AD 324	PROPRIETE ROBSON	M. TANG	7
25	AD 3	AD 326		Thomas et Mme FAANA Vœronique Teura son œpouse	24
26	AD 4	AD 328	PROPRIETE ROBSON	TAPUTUARAI Emile	5
27	AD 5	AD 330	PROPRIETE ROBSON	TAPUTUARAI Florina	99
28	AD 217	AD 313	PROPRIETE HOPPENSTEDT	SCI JARDINS	486
29	AD 217	AD 323		DE PAEA	66
30	AD 216	AD 311	PROPRIETE HOPPENSTEDT	MORILLON Pierre Henri Oopa	78
31	AD 225	AD 315	PROPRIETE HOPPENSTEDT	Mme MORILLON Marie-Claude, œpse de BIGAUT Bernard	137
32	AD 26	AD 317	PROPRIETE HOPPENSTEDT		23
33	AD 25	AD 336	PROPRIETE HOPPENSTEDT		161
34	AD 66	AD 338	LOTISSEMENT MAHANA NUI		230
35	AD 71	AD 342	LOTISSEMENT MAHANA NUI	SCI PAMALINE	123
36	AD 70	AD 340	LOTISSEMENT MAHANA NUI RESIDENCE FARE MITI	Rœsidence FARE MITI	1

Art. 4. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 1392 CM du 16 septembre 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kaipeka pour le bimestre mai-juin 2016, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

NOR : DTT1621297AG-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 456 CM du 21 avril 2016 et n° 651 CM du 25 mai 2016 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1479 PR du 12 juin 2006 modifié portant inscription de la SARL Kuee Kaipeka au plan des services de transports publics de personnes sur l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises ;

Vu le plan de transport de la SARL Kuee Kaipeka en date du 9 octobre 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kaipeka pour le bimestre mai-juin 2016, au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée de mille deux cent quatre-vingt-huit litres (1 288 l) et représente un montant total de détaxe de *soixante-huit mille deux cent soixante-quatre francs CFP* (68 264 F CFP).

Société	Trajet total parcouru en km/semaine	Nb de semaines décomptées sur la période considérée	Trajet total parcouru en km sur la période considérée	Consommation moyenne/L aux kms	Total de litres consommés et à détaxer	Montant détaxe/litre	Montant total de la détaxe en F CFP
	(a)	(b)	(c = a x b)	(d)	(e = c x d) arrondi à	(f)	(g = e x f)
Mai 2016	530	5	2.650	0,27	715,5	53	37.948
Juin 2016		4	2.120		572,4		30.316
TOTAL			4.770		1.288		68.264

Avec :

a	Trajet total parcouru en km par semaine.
b	Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.
c = a x b	Trajet total parcouru en km sur la période considérée.
d	Consommation moyenne du véhicule par litre aux 100 km.
e = c x d	Total de litres consommés et à détaxer.
f	Montant de la détaxe par litre.
g = e x f	Montant de la détaxe en F CFP.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kaipeka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

NOR : JIS1600603DL

Par arrêté n° 1362 CM du 15 septembre 2016. — Est rendue exécutoire la délibération n° 23-2016 IJSPF du 23 juin 2016 portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2015 de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française.

Le compte financier de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française au titre de l'exercice 2015 s'établit ainsi (en F CFP) :

	Section I fonctionnement	Section II opérations en capital	Total
Recettes	780 959 034	451 966 379	1 232 925 413
Dépenses	766 150 209	305 541 993	1 071 692 202
Résultat	14 808 825	146 424 386	161 233 211

Le résultat d'exploitation budgétaire de l'exercice 2015 est par section, excédentaire de 14 808 825 F CFP (*quatorze millions huit cent huit mille huit cent vingt-cinq francs CFP*) en section de fonctionnement, et excédentaire de 146 424 386 F CFP (*cent quarante-six millions quatre cent vingt-quatre mille trois cent quatre-vingt-six francs CFP*) en section opérations en capital.

L'excédent de la section de fonctionnement de l'exercice 2015 d'un montant de 14 808 825 F CFP (*quatorze millions huit cent huit mille huit cent vingt-cinq francs CFP*) est affecté au débit du compte 1068 "Autres réserves".

Au 31 décembre de l'exercice 2015, le fonds de roulement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française est augmenté de la somme de *cent soixante et un millions deux cent trente-trois mille deux cent onze francs CFP* (161 233 211 F CFP).

DELIBERATION N° 23/2016/IJSPF du 23 juin 2016
portant adoption du compte financier et affectation de résultat de l'exercice 2015 de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française,

- Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 1994 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 80-106 AT du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public dénommé Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 580 CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie ;
- Vu l'arrêté n° 1386 CM du 30 novembre 2006 portant nomination de Madame Valérie BERNIER en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 101 CM du 29 janvier 2015 portant nomination de Madame Danièle GUYONNET en qualité de directrice de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 288 CM du 13 mars 2015 rendant exécutoire la délibération n° 03/2015/IJSPF du 29 janvier 2015 de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française portant adoption du budget primitif pour l'exercice 2015 de l'IJSPF ;
- Vu l'arrêté n° 1316 CM du 7 septembre 2016 rendant exécutoire la délibération n° 13/2015/IJSPF du 28 juillet 2015 de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française portant adoption de la décision n° 01 du budget primitif pour l'exercice 2015 de l'IJSPF ;
- Vu l'arrêté n° 65 CM du 22 janvier 2016 rendant exécutoire la délibération n° 18/2015/IJSPF du 15 décembre 2015 de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française portant adoption de la décision n° 02 du budget primitif pour l'exercice 2015 de l'IJSPF ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 23 juin 2016

ADOpte :

Article 1 - Le compte financier de l'exercice 2015 de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française (IJSPF) est arrêté et approuvé comme suit :

Intitulé	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes en FCFP	780 959 034	451 966 379	1 232 925 413
Dépenses en FCFP	766 150 209	305 541 993	1 071 692 202
Résultat en FCFP Excédent	14 808 825	146 424 386	161 233 211
Déficit			

Article 2 - Le résultat de l'exécution budgétaire de l'exercice 2015 est de 14 808 825 F CFP (*quatorze millions huit cent huit mille huit cent vingt-cinq francs cfp*) en section de fonctionnement, et de 146 424 386 F CFP (*cent quarante-six millions quatre cent vingt-quatre mille trois cent quatre-vingt-six francs cfp*) en section opérations en capital.

Article 3 - L'excédent de la section de fonctionnement de l'exercice 2015 d'un montant de 14 808 825 F CFP (*quatorze millions huit cent huit mille huit cent vingt-cinq francs cfp*) est affecté au crédit du compte 1068 « Autres réserves ».

Article 4 - La directrice et l'agent comptable de l'IJSPF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,
Félix FAATAU.

La présidente,
Nicole SANQUER-FAREATA.

NOR : CHP1600723AC

Par arrêté n° 1368 CM du 16 septembre 2016.— Est rendue exécutoire la délibération n° 39-2016 CHPF du 11 août 2016 portant adoption du budget modificatif n° 1 de l'hôtel des familles, budget annexe du Centre hospitalier de la Polynésie française pour l'exercice 2016.

Le budget est arrêté à la somme de *soixante-quatorze millions trois cent soixante-deux mille francs CFP* (74 362 000 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	<i>Section I</i>
	<i>fonctionnement</i>
Recettes	74 362 000
Dépenses	74 362 000
Résultat	0

DELIBERATION N°39/2016/CHPF

Portant adoption du Budget modificatif n° 1 de l'Hôtel des familles Budget annexe du Centre hospitalier de la Polynésie française pour l'Exercice 2016

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Vu la délibération n°83-181 AT du 04 Novembre 1983 de la Commission Permanente de l'Assemblée Territoriale relative à la création d'un établissement public dénommé "CENTRE HOSPITALIER DE LA POLYNESIE FRANCAISE" (Hôpital de MAMA O) ;

Vu la délibération n°95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n°999/CM du 12 Septembre 1988 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables du "Centre hospitalier territorial", et notamment l'article 14 ;

Vu l'arrêté n°580/CM du 05 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1044 CM du 3 août 2015 portant nomination de M. James Cowan en qualité de directeur par intérim du Centre hospitalier de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n°488 CM du 25 avril 2016 portant adoption du budget primitif de l'Hôtel des familles, budget annexe du Centre hospitalier de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

EN AYANT DELIBERE EN SA SEANCE DU 11 août 2016

A D O P T E :

Article 1^{er} : Le budget annexe 2016 de l'Hôtel des familles est modifié tant en recettes qu'en dépenses à *soixante-quatorze millions trois cent soixante-deux mille francs CFP* (74 362 000 F CFP).

Les recettes de la Section de Fonctionnement sont arrêtées comme suit :

	INTITULE	Budget 2016	CORRECTIONS BUDGETAIRES A APPORTER - DMI		NOUVELLES PREVISIONS (B+ DMI) 2016
			+	-	
002	EXCEDENT A INCORPORER AU BUDGET	-		0	0
603	STOCK		0	0	0
70	PRODUITS	64 362 000	10 000 000	0	74 362 000
708	Produits d'activités annexes	64 362 000	10 000 000	0	74 362 000
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ET PARTICIPATIONS	0	0	0	0
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0	0	0	0
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	0	0	0
772	Produits sur exercices antérieurs	0	0	0	0
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0	0	0	0
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		64 362 000	10 000 000	0	74 362 000

Les dépenses de la section de fonctionnement sont arrêtées comme suit :

	INTITULE	Budget 2016	CORRECTIONS BUDGETAIRES A APPORTER - DMI		NOUVELLES PREVISIONS (B+ DMI) 2016
			+	-	
60	ACHATS	10 024 000	1 700 000	0	11 724 000
602	Achats stockés ; autres approvisionnements	830 000	1 200 000	0	2 030 000
606	Achats non stockés de matières et fournitures	9 194 000	500 000	0	9 694 000
603	STOCK				0
61	SERVICES EXTERIEURS	35 772 000	300 000	0	36 072 000
	Sous-traitance générale - Prestations de services à caractère médical	0	0	0	0
611		0	0	0	0
613	Locations	30 102 000	0	0	30 102 000
615	Entretien et réparations	5 270 000	300 000	0	5 570 000
616	Primes d'assurances	400 000	0	0	400 000
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	1 770 000	7 000 000	0	8 770 000
626	Frais postaux et frais de télécommunications	250 000	0	0	250 000
628	Prestations de services à caractère non médical	1 520 000	7 000 000	0	8 520 000
64	CHARGES DE PERSONNEL	13 636 000	0	0	13 636 000
641	Rémunérations du personnel non médical	10 676 000	0	0	10 676 000
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	2 960 000	0	0	2 960 000
647	Autres charges sociales	0	0	0	0
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	0	0	0
66	CHARGES FINANCIERES	0	0	0	0
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	180 000	1 000 000	0	1 180 000
672	Charges sur exercices antérieurs	100 000	1 000 000	0	1 100 000
673	Titres annulés	80 000	0	0	80 000
68	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	2 980 000	0	0	2 980 000
681	Dotation aux amortissements et aux provisions	2 980 000	0	0	2 980 000
119	REPORT A NOUVEAU DEFICITAIRE	0	0	0	0
TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		64 362 000	10 000 000	0	74 362 000

Article 2 : La délibération n°33/2016/CHPF est retirée.

Article 3 : Le Directeur et le trésorier du Centre hospitalier de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera soumise à l'approbation du Conseil des ministres.

Le président du conseil d'administration,
Patrick HOWELL.

Un administrateur,
Emmanuel DUPIRE.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 735 PR du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 478 PR du 28 juin 2013 portant changement de statut de la SELARL Laboratoire d'analyses de biologie médicale en société d'exercice libéral à forme anonyme de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale dénommée SELAFA Laboratoire d'analyses de biologie médicale, et du changement de directeur du laboratoire sis à Maharepa, île de Moorea.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1991 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

Vu le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

Vu la délibération n° 88-154 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant réglementation des laboratoires d'analyses de biologie médicale en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2003-149 APF du 9 septembre 2003 modifiée relative au conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-42 APF du 19 février 2004 relative aux conseils des ordres des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ;

Vu l'arrêté n° 478 PR du 28 juin 2013 portant changement de statut de la SELARL Laboratoire d'analyses de biologie médicale en société d'exercice libéral à forme anonyme de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale dénommée SELAFA Laboratoire d'analyses de biologie médicale, et du changement de directeur du laboratoire sis à Maharepa, île de Moorea ;

Vu le courrier de M. Olivier Francerie, pharmacien biologiste et de M. Jean-Marie Stehlin, pharmacien biologiste et président-directeur général de la SELAFA Laboratoires d'analyses de biologie médicale, informant le ministre de la santé de la modification d'exploitation du laboratoire de biologie médicale sis rue Varney, quartier Paofai, à Papeete, en date du 30 juin 2016 ;

Vu l'avis du président du conseil de l'ordre des pharmaciens de Polynésie française en date du 22 août 2016,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'article 2 de l'arrêté n° 478 PR du 28 juin 2013, le point "1°" est modifié comme suit :

"1° Le laboratoire sis rue Varney, quartier Paofai, à Papeete, dirigé par le docteur Olivier Francerie, pharmacien biologiste, directeur du laboratoire, autorisé et inscrit sous le n° 1 ;".

Art. 2. — Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé
et de la recherche,
Patrick HOWELL.*

ARRETE n° 739 PR du 19 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Arrête :

Article 1er.— Après l'alinéa 3 de l'article 1er de l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 susvisé, il est ajouté trois alinéas rédigés comme suit :

“Il élabore et met en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine des transports terrestres.

Il est consulté sur toutes les questions de mobilité en lien avec ses attributions.

Il est chargé de présenter en conseil des ministres la réglementation dans le domaine des transports terrestres.”

Art. 2.— Après le 5° du paragraphe D de l'article 3 de l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 susvisé, il est ajouté un 5° bis rédigé comme suit :

“5° bis - Au titre des fourrières automobiles :

- décisions prévues par la délibération n° 99-59 APF du 22 avril 1999 relative à l'immobilisation, à la mise en fourrière, au retrait de la circulation et à la destruction des véhicules terrestres en Polynésie française.”

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.

Edouard FRITCH.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 8130 MTF du 15 septembre 2016 constatant le caractère infructueux de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015 pour les agents non soumis au calcul de l'effectif maximal par grade.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2006-21 APF du 23 mars 2006 portant modification des dispositions relatives à l'avancement de grade dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 503 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5556 MTF/MEE du 8 juillet 2016 fixant la liste des disciplines de l'épreuve sportive de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française, au titre de l'année 2015, pour les agents non soumis au calcul de l'effectif maximal par grade ;

Vu l'arrêté n° 6059 MTF/DGRH du 20 juillet 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015 pour les agents non soumis au calcul de l'effectif maximal par grade ;

Vu le certificat administratif n° 12140 MTF/DGRH du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est constaté, le 1er septembre 2016 à 12 heures, le caractère infructueux, en raison de l'absence de candidature, de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'opérateur des activités physiques et sportives qualifié du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015 pour les agents non soumis au calcul de l'effectif maximal par grade.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

ARRETE n° 8149 MTF du 16 septembre 2016 proclamant les résultats de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 17 mars 1997 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au cadre d'emplois des auxiliaires de soins principaux de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3746 MTF/DGRH du 6 mai 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 ;

Vu l'arrêté n° 5426 MTF/DGRH du 5 juillet 2016 modifié portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 ;

Vu le procès-verbal d'admission n° 12572 MTF/DGRH du 13 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Sont déclarées admises à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016 dans l'ordre de mérite :

- 1 - Mme Laurence Le Coz ;
- 2 - Mme Lisette Tchang épouse Hopuetai ;
- 3 - Mme Yasmina Drollet ;
- 4 - Mme Florence Isau épouse Vahua ;
- 5 - Mme Diana Manafenuaroa ;
- 6 - Mme Corinne Sorrentino épouse Thomas.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Jean-Christophe BOUISSOU.

**MINISTERE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 8102 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 300 MRM du 21 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tivaa, commune de Tahaa, au profit de Mme Ginette Tearoaril Temataua veuve Teraiamano.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la lettre n° 3132 MEI/DRMM du 11 septembre 2015 ;

Vu le rapport de constat n° 279-16 MEI/DRMM/ISLV du 22 juin 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est constaté que Mme Ginette Tearoarii Temataua veuve Teraiamano n'a jamais occupé l'emplacement du domaine public maritime sis à Tiva, commune de Tahaa, pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons d'une superficie de 1 000 mètres carrés dont l'occupation a été autorisée par arrêté n° 300 MRM du 21 janvier 2013.

Art. 2.— En application de l'article 34 de l'arrêté n° 241 MRM du 25 février 2010 modifié, l'arrêté n° 300 MRM du 21 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tivaa, commune de Tahaa, au profit Mme Ginette Tearoarii Temataua veuve Teraiamano, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8103 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 3940 MRM du 5 mai 2014 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Pai Pou Fauura.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Pai Pou Fauura du 29 juillet 2016, reçue le 1er août 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 3940 MRM du 5 mai 2014 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Arutua, commune de Arutua, au profit de M. Pai Pou Fauura, est abrogé à compter du 1er août 2016.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, M. Pai Pou Fauura dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8104 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 63 MRM du 6 janvier 2014 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tiputa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Marie-Cécile Revault épouse Piehi et l'arrêté n° 639 MEI du 28 janvier 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Marie-Cécile Faairi Revault épouse Piehi (exploitant n° 200).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de Mme Marie-Cécile Faairi Revault épouse Piehi du 12 août 2016, reçue le 18 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 63 MRM du 6 janvier 2014 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tiputa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Marie-Cécile Revault épouse Piehi et l'arrêté n° 639 MEI du 28 janvier 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Marie-Cécile Faairi Revault épouse Piehi (exploitant n° 200) sont abrogés à compter du 18 août 2016.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, Mme Marie-Cécile Faairi Revault épouse Piehi dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constaté, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8105 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 1893 MEI du 9 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Anaa, commune de Anaa, au profit de M. Frédéric Moeava Tane (exploitant n° 51).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Frédéric Moeava Tane du 3 août 2016, reçue le 5 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1893 MEI du 9 mars 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Anaa, commune de Anaa, au profit de M. Frédéric Moeava Tane (exploitant n° 51) est abrogé à compter du 5 août 2016.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, M. Frédéric Moeava Tane dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constaté, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8106 MEI du 15 septembre 2016 abrogeant l'arrêté n° 2667 MEI du 6 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Vaiaau, commune de Tumaraa, au profit de M. Angélo Tefaaora (exploitant n° 300).

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation temporaire du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de M. Angélo Tefaaora du 20 juin 2016, reçue le 21 juin 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2667 MRM du 6 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Vaiaau,

commune de Tumaraa, au profit de M. Angélo Tefaaora (exploitant n° 300) est abrogé à compter du 21 juin 2016.

Art. 2.— En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, M. Angélo Tefaaora dispose d'un délai de trois (3) mois pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état d'origine qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 8148 MEI/DAE du 16 septembre 2016 portant extension de 106 marques enregistrées par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 CM du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-48 du 28 novembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4131409 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-15 du 10 avril 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4166213 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-27 du 3 juillet 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4187761 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-41 du 9 octobre 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4209398 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-48 du 27 novembre 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4224069 et n° 4224071 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-49 du 4 décembre 2015 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4225057 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-1 du 8 janvier 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4234980 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-10 du 11 mars 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4249435, n° 4249460 et n° 4251012 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-12 du 25 mars 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4253328 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-13 du 1er avril 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4256069 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-14 du 8 avril 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4257348 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-16 du 22 avril 2016 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4261443 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-17 du 29 avril 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4261679, n° 4263029, n° 4263044, n° 4263047, n° 4263049, n° 4263051 et n° 4263121 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-18 du 6 mai 2016 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 8 janvier 2015, page 2 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4131409 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 21 NS du 28 mai 2015, page 738 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4166213 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 36 NS du 20 août 2015, page 1405 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4187761 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 51 NS du 10 décembre 2015, page 1976 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4209398 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 7 janvier 2016, page 14 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4224069 et n° 4224071 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 11 février 2016, page 326 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4225057 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 16 NS du 10 mars 2016, page 752 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4234980 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 19 NS du 31 mars 2016, page 955 ayant publié les

demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4249435, n° 4249460 et n° 4251012 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1977 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4253328 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 1996 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4256069 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 27 NS du 26 mai 2016, page 2019 ayant la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4257348 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2133 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4261443 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 30 NS du 2 juin 2016, page 2147 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4261679, n° 4263029, n° 4263044, n° 4263047, n° 4263049, n° 4263051 et n° 4263121 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 37 NS du 23 juin 2016, page 2852 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2016-31 du 5 août 2016 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et le JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.

Pour le ministre
et par délégation :

Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,
William VANIZETTE.

ANNEXE N°1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 106 MARQUES FRANCAISES
95 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées

Numéro de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Déposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance :	Classes de produits et de services :	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOPF publication demande d'extension
4209398	11 septembre 2015	FINANCIERE BATTEUR	FINANCIERE BATTEUR	3, 5.	BOPI 2015-41 du 09/10/2015	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 51 NS du 10/12/2015 page 1976
4224069	06 novembre 2015	PROMOD	Dreyfus & associés	3, 4, 5.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4224071	06 novembre 2015	PROMOD	Dreyfus & associés	3, 4, 5.	BOPI 2015-48 du 27/11/2015	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 1 NS du 07/01/2016 page 14
4253328	02 mars 2016	LACHETEAU, SAS	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE, S.A.S	33	BOPI 2016-12 du 25/03/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1977
4256069	11 mars 2016	DREAM ON	IPSILON BREMA-LOYER	35, 38, 41.	BOPI 2016-13 du 01/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 27 NS du 26/05/2016 page 1996
4257348	16 mars 2016	JOHNSON & JOHNSON	NOVAGRAAF France	9	BOPI 2016-14 du 08/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 27 NS du 26/05/2016 page 2019
4261443	01 avril 2016	WAGNER	CABINET ATMARK	6, 8, 11, 14, 16, 18, 20, 21, 34, 37, 40, 42.	BOPI 2016-16 du 22/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2133
4263044	07 avril 2016	INITIAL CONCEPT S.A.	SELAS CASALONGA	9, 35, 41, 45.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4263047	07 avril 2016	INITIAL CONCEPT S.A.	SELAS CASALONGA	9, 35, 41, 45.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4263049	07 avril 2016	INITIAL CONCEPT S.A.	SELAS CASALONGA	9, 35, 41, 45.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4263051	07 avril 2016	INITIAL CONCEPT S.A.	SELAS CASALONGA	9, 35, 41, 45.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4263121	07 avril 2016	ENDEMOL PRODUCTIONS	ENDEMOL PRODUCTIONS	9, 38, 41.	BOPI 2016-17 du 29/04/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 30 NS du 02/06/2016 page 2147
4263604	11 avril 2016	ANDROS	PROMARK	29, 30, 32.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263677	10 avril 2016	TESSERON COGNAC	SELARL ERIC AGOSTINI et Associés	21, 33.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263808	11 avril 2016	M. Tahiri MOULAY YOUSSEF	M. Tahiri MOULAY YOUSSEF	10	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263818	11 avril 2016	M. Maxime FLAUW	IPSIDE	16, 25, 35, 38, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263823	11 avril 2016	CHANEL	CHANEL	14	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263926	11 avril 2016	LE MANOIR DE TREGUENNEC	LYNDE & ASSOCIES	32	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263941	11 avril 2016	Compagnie nationale des commissaires aux comptes	CABINET Bouchara & Avocats	9, 16, 35, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263942	11 avril 2016	Compagnie nationale des commissaires aux comptes	CABINET Bouchara & Avocats	9, 35, 38, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263944	11 avril 2016	Compagnie nationale des commissaires aux comptes	CABINET Bouchara & Avocats	9, 35, 38, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263945	11 avril 2016	Compagnie nationale des commissaires aux comptes	CABINET Bouchara & Avocats	9, 16, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4263948	11 avril 2016	CNCC SERVICES	CABINET Bouchara & Avocats	9, 35, 38, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264017	12 avril 2016	CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX, Etablissement d'utilité publique	DS AVOCATS	16, 21, 35, 38, 41, 45.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264053	12 avril 2016	GROUPE MONITEUR	IPSIDE (SCHMIT CHRETIEN)	35, 38, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264097	12 avril 2016	SCHIBSTED France	CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES	9, 35, 38, 45.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264145	12 avril 2016	LES GRANDS CHAIS DE France	LES GRANDS CHAIS DE France	33	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264147	12 avril 2016	LES GRANDS CHAIS DE France	LES GRANDS CHAIS DE France	33	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264152	12 avril 2016	LES GRANDS CHAIS DE France	LES GRANDS CHAIS DE France	33	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264159	12 avril 2016	LES GRANDS CHAIS DE France	LES GRANDS CHAIS DE France	33	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264167	12 avril 2016	Philip Morris Brands Sàrl	CABINET PLASSERAUD	34	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264178	12 avril 2016	SWINK	Wilson & Berthelot	18, 21, 25.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264204	12 avril 2016	BIOFARMA	BIOFARMA	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264208	12 avril 2016	Link Digital Spirit	Wilson & Berthelot	9, 16, 35, 38, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264224	12 avril 2016	URGO RECHERCHE INNOVATION ET DEVELOPPEMENT	NOVAGRAAF FRANCE	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264239	12 avril 2016	Mme. Carole CARECCHIO	TMARK CONSEILS	18	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264289	13 avril 2016	AEROPORTS DE PARIS	CABINET GERMAIN & MAUREAU	9, 18, 25, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264290	13 avril 2016	M. Pierre PORCHIER	M. Pierre PORCHIER	29	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264293	13 avril 2016	AEROPORTS DE PARIS	CABINET GERMAIN & MAUREAU	9, 18, 25, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264297	13 avril 2016	AEROPORTS DE PARIS	CABINET GERMAIN & MAUREAU	9, 18, 25, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852

4264343	13 avril 2016	NGFGOLF, SAS	CABINET LE GUEN MAILLET	35, 37, 41, 42, 43.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264420	13 avril 2016	BRANDIMAGE - DESGRIPPES & LAGA	DENTONS EUROPE, AARPI	9, 16, 35, 37, 38, 41, 42.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264422	13 avril 2016	BRANDIMAGE - DESGRIPPES & LAGA	DENTONS EUROPE, AARPI	9, 16, 35, 37, 38, 41, 42.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264423	13 avril 2016	SOPRODEV	CABINET BEAU DE LOMENIE	36, 38.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264424	13 avril 2016	S.C. Johnson & Son, Inc.	Gilbey Legal	3, 4, 5.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264425	13 avril 2016	BRANDIMAGE - DESGRIPPES & LAGA	DENTONS EUROPE, AARPI	9, 16, 35, 37, 38, 41, 42.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264443	13 avril 2016	M. SHIGERU UEMURA	M. SHIGERU UEMURA	41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264480	13 avril 2016	MHCS	MHCS	32, 33, 43.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264534	13 avril 2016	M. SHIGERU UEMURA	M. SHIGERU UEMURA	11, 37, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264547	13 avril 2016	AGENCE PRINCIPALE RESEAU	BRUNSWICK	36	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264555	13 avril 2016	AGENCE PRINCIPALE RESEAU	BRUNSWICK	36	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264575	13 avril 2016	M. Pierre-Henri N'SIMBA	M. Pierre-Henri N'SIMBA	16, 35, 38, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264598	13 avril 2016	MAMA SHELTER	SANTARELLI	35, 36, 41, 43.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264603	13 avril 2016	MEDIFIRST	DREYFUS & ASSOCIES	9, 35, 41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264605	13 avril 2016	M. Alain LORET	M. Alain LORET	38, 41, 42.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264606	13 avril 2016	MEDIFIRST	DREYFUS & ASSOCIES	9, 35, 41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264607	13 avril 2016	MEDIFIRST	DREYFUS & ASSOCIES	9, 35, 41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264608	13 avril 2016	MEDIFIRST	DREYFUS & ASSOCIES	9, 35, 41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264609	13 avril 2016	MEDIFIRST	DREYFUS & ASSOCIES	9, 35, 41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264650	13 avril 2016	SIPCT, SAS	SIPCT	32	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264651	13 avril 2016	NATIXIS INTEREPARGNE	INLEX IP EXPERTISE	9, 35, 36, 38.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264792	14 avril 2016	M. Luc SALSEDO "Le Floral"	CABINET MURGITROYD	29, 30, 43.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264798	14 avril 2016	UNEO	Mme Samah SDIRI	35, 36, 38, 41, 42, 44, 45.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264800	14 avril 2016	SELARL PHARMACIE MONGE	SELARL MATHIEU SAADA & Associés	5, 9, 10, 35, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264801	14 avril 2016	SELARL PHARMACIE MONGE	SELARL MATHIEU SAADA & Associés	5, 9, 10, 35, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264802	14-avr-16	SELARL PHARMACIE MONGE	SELARL MATHIEU SAADA & Associés	5, 9, 10, 35, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264803	14 avril 2016	SELARL PHARMACIE MONGE	SELARL MATHIEU SAADA & Associés	5, 9, 10, 35, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264804	14 avril 2016	SELARL PHARMACIE MONGE	SELARL MATHIEU SAADA & Associés	5, 9, 10, 35, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264806	14 avril 2016	JD Editions, SASU	LEXMEDIA	9, 28, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264807	14 avril 2016	SELARL PHARMACIE MONGE	SELARL MATHIEU SAADA & Associés	5, 9, 10, 35, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264838	14 avril 2016	CEDC International	TMARK CONSEILS	33	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264845	14 avril 2016	SCORPIUS	GEVERS & ORES	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264857	14 avril 2016	SCORPIUS	GEVERS & ORES	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264859	14 avril 2016	SCORPIUS	GEVERS & ORES	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264862	14 avril 2016	SCORPIUS	GEVERS & ORES	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264885	14 avril 2016	SANOPI	SANOPI	10	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264920	14 avril 2016	SMODOM	SMODOM	35, 36, 41, 45.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264932	14 avril 2016	SOMFY SAS	CABINET LAVOIX LYON	9	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264938	14 avril 2016	IPSEN PHARMA S.A.S.	IPSEN PHARMA, S.A.S.	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264942	14 avril 2016	IPSEN PHARMA S.A.S.	IPSEN PHARMA, S.A.S.	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264948	14 avril 2016	IPSEN PHARMA S.A.S.	IPSEN PHARMA, S.A.S.	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4264956	14 avril 2016	IPSEN PHARMA S.A.S.	IPSEN PHARMA, S.A.S.	5	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265135	15 avril 2016	Health Innovation One	BDM Avocats	3, 5, 10, 16, 35, 38, 41, 42, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265148	15 avril 2016	M. Nasser ZAMMIT	M. Nasser ZAMMIT	9, 16, 35, 38, 41, 45.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265165	15 avril 2016	FINANCIERE EUROPEENNE DES DESSERTS	IPSIDE	29, 30, 35, 36, 39, 40, 43.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265169	15 avril 2016	FINANCIERE EUROPEENNE DES DESSERTS	IPSIDE	29, 30, 35, 36, 39, 40, 43.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265170	15 avril 2016	FINANCIERE EUROPEENNE DES DESSERTS	IPSIDE	29, 30, 35, 36, 39, 40, 43.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265253	15 avril 2016	COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE	CABINET LAURENT & CHARRAS	35, 39, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265268	15 avril 2016	SOMFY SAS	CABINET LAVOIX LYON	7	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265279	15 avril 2016	BASTIDE LE CONFORT MEDICAL	CABINET LAVOIX LYON	5, 10, 35, 38, 41, 44.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265285	15 avril 2016	SOREGIES	GEVERS & ORES	9, 35, 39, 40.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265288	15 avril 2016	SOREGIES	GEVERS & ORES	9, 35, 39, 40.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265370	16 avril 2016	M. Alexis JEANJACQUES	M. Alexis JEANJACQUES	3, 9, 25, 30, 32, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265430	17 avril 2016	PO-KER AOC	PO-KER AOC	4, 7, 11, 36, 40, 45.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852
4265451	17 avril 2016	deco charpente	M. Nicolas BRANTHOMME	2, 7, 8, 19, 20, 27, 35, 37, 40, 41.	BOPI 2016-18 du 06/05/2016	BOPI 2016-31 du 05/08/2016	JOPF n° 37 NS du 23/06/2016 page 2852

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION
DES ENREGISTREMENTS DE 106 MARQUES FRANCAISES
11 marques étendues avec modification**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 – p 2
- et au BOPI n°2014-48 du 28/11/2014 (vol.1)

N° National : 14 4 131 409

Dépôt du : 05 novembre 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : Paradise TV Tahiti, SAS, BP 40223, Polynésie Française,
PAPEETE, 98713 TAHITI, FRANCE**

**Mandataire de la Correspondance : Paradise TV Tahiti, M. Auroy
Dominique
BP 40223, Polynésie Française, PAPEETE, 98713 TAHITI
FRANCE**

TahitiTélévisions

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 38.

BOPI de Publication antérieur : 2014-48

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°21 NS du 28/05/2015 – p 738
- et au BOPI n°2015-15 du 10/04/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 166 213

Dépôt du : 19 mars 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : News Merrick Limited, Société incorporée sous les lois
des Iles vierges britanniques, Offshore Incorporations Centre, P.O
Box 957, Road Town, Tortola, VIRGIN ISLANDS, BRITISH**

**Mandataire de la Correspondance : Bird & Bird A.A.R.P.I, M. Schuler
Marc
Centre d'affaire Edouard VII, 3 Square Edouard VII
75009 PARIS
FRANCE**



CRYSTAL

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 43.

BOPI de Publication antérieur : 2015-15

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°36 NS du 20/08/2015 – p 1405
- et au BOPI n°2015-27 du 03/07/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 187 761

Dépôt du : 10 juin 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : PERIOD RICARD, Société Anonyme, 12 Place des Etats-
Unis, 75016 PARIS, FRANCE**

N° SIREN : 582 041 943

**Mandataire de la Correspondance : PERIOD RICARD – GIPH, Mme
WILMANN-COURTEAU Eve-Marie**

23 rue de l'Amiral d'Estaing

75116 PARIS

FRANCE

WISE DRINKING

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 9, 16, 32, 33, 41.

BOPI de Publication antérieur : 2015-27

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°7 NS du 11/02/2016 – p 326
- et au BOPI n°2015-49 du 04/12/2015 (vol.1)

N° National : 15 4 225 057

Dépôt du : 11 novembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : Association Francophone de Toucher Thérapeutique,
association, 2 clos des Mascarons, 31600 LAMASQUERE, FRANCE**

**Mandataire de la Correspondance : M. MAZURIER Eric, Association
Française de Toucher Thérapeutique
2 clos des Mascarons
31600 LAMASQUERE
FRANCE**

Toucher Thérapeutique

Demande d'extension : Polynésie française

Classes de produits ou services : 35, 41, 42, 44.

BOPI de Publication antérieur : 2015-49

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°16 NS du 10/03/2016 – p 752
- et au BOPI n°2016-01 du 08/01/2016 (vol.1)

N° National : 15 4 234 980

Dépôt du : 18 décembre 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

**Déclarant : GROUPE PANTHER, société anonyme, Bât. B 2, 155-159
Rue du Docteur Bauer, 93400 SAINT OUEN, FRANCE**

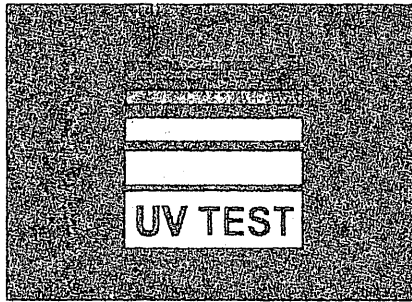
N° SIREN : 402 068 753

**Mandataire de la Correspondance : NOVAGRAAF FRANCE, Mme
EHRET Marie**

Bâtiment O2, 2 Rue Sarah Bernhardt, CS 90017

92665 ASNIERES-SUR-SEINE Cedex

FRANCE



Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 1, 3, 9, 10, 16.
BOPI de Publication antérieur : 2016-01

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°19 NS du 31/03/2016 – p 955
- et au BOPI n°2016-10 du 11/03/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 249 435

Dépôt du : 15 février 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Fondation d'Entreprise Bristol-Myers Squibb pour la Recherche en Immuno-Oncologie, Fondation d'entreprise, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL-MALMAISON, FRANCE

**Mandataire de la Correspondance : Bourgeois Rezac Mignon, M. Bourgeois Jean-Baptiste
 17 Boulevard Malesherbes
 75008 PARIS
 FRANCE**



**FONDATION BMS
 RECHERCHE
 IMMUNO-ONCOLOGIE**

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 16, 35, 36, 41, 42, 44.
BOPI de Publication antérieur : 2016-10

N° National : 16 4 249 460

Dépôt du : 15 février 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : Fondation d'Entreprise Bristol-Myers Squibb pour la Recherche en Immuno-Oncologie, Fondation d'entreprise, 3 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL-MALMAISON, FRANCE

**Mandataire de la Correspondance : Bourgeois Rezac Mignon, M. Bourgeois Jean-Baptiste
 17 Boulevard Malesherbes
 75008 PARIS
 FRANCE**



**FONDATION
 BRISTOL-MYERS SQUIBB
 RECHERCHE
 IMMUNO-ONCOLOGIE**

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 16, 35, 36, 41, 42, 44.
BOPI de Publication antérieur : 2016-10

N° National : 16 4 251 012

Dépôt du : 19 février 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : CAMINEO, SAS, 3 Domaine du Lauragais, 31280 MONS, FRANCE

N° SIREN : 482 418 803

**Mandataire de la Correspondance : Cabinet d'avocats DUPUY-MANAUD, M. DUPUY-MANAUD Jean-Denis
 1 Allée de Plaisance
 31410 LAVERNOSE
 FRANCE**

CAMINEO

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 35, 39.
BOPI de Publication antérieur : 2016-10

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°30 NS du 02/06/2016 – p 2147
- et au BOPI n°2016-17 du 29/04/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 261 679

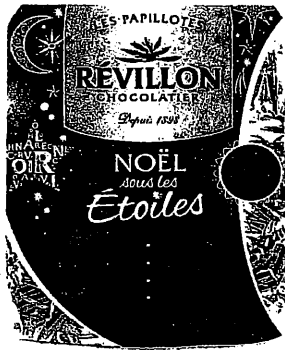
Dépôt du : 04 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : REVILLON CHOCOLATIER, Société par actions simplifiée, 42 Rue Rieussec, 78220 VIROFLAY, FRANCE

N° SIREN : 407 280 445

**Mandataire de la Correspondance : SB ALLIANCE, DIRECTION JURIDIQUE, Mme LEGOT Valérie
 42 Rue Rieussec
 78220 VIROFLAY
 FRANCE**



Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 30.
BOPI de Publication antérieur : 2016-17

N° National : 16 4 263 029

Dépôt du : 07 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : MARQUES HOLDING LUXEMBOURG S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, 22 rue Louvigny, 1946 LUXEMBOURG, LUXEMBOURG

Mandataire de la Correspondance : CABINET DEGRET
24, Place du Général Catroux
75017 PARIS
FRANCE

→ Kim Screen →

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 25.
BOPI de Publication antérieur : 2016-17

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°37 NS du 23/06/2016 – p 2852
- et au BOPI n°2016-18 du 06/05/2016 (vol.1)

N° National : 16 4 264 511

Dépôt du : 13 avril 2016

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Déclarant : AUTOMOBILE CLUB DE L'OUEST (A.C.O.), Association sans but lucratif régie par la loi de 1901, Circuit des 24 Heures, 19X, 72040 LE MANS, FRANCE

Mandataire de la Correspondance : CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES, Mme LAMBERT PASCALE
18 Avenue de l'Opéra
75001 PARIS
FRANCE

ASIAN
LE MANS
SPRINT CUP

Demande d'extension : Polynésie française
Classes de produits ou services : 12, 25, 41.
BOPI de Publication antérieur : 2016-18

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RENOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 8180 MLV du 19 septembre 2016 portant affectation de plusieurs parcelles dépendant du domaine Vaihi, cadastrées commune de Hitia'a O Te Ra, section de commune de Hitia'a, au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1434-2016 IJSPF du 26 août 2016 de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont affectées au profit de l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française, les parcelles dépendant du domaine Vaihi, cadastrées commune de Hitia'a O Te Ra, commune associée de Hitia'a, d'une superficie totale de 41 071 mètres carrés, ci-après listées, tel que le tout figure sur les extraits de plans cadastraux en date du 7 septembre 2016 et le document d'arpentage n° 2200061 en date du 5 avril 2016 détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine, et telles qu'elles appartiennent à la Polynésie française en vertu des actes notariés volume 1483 n° 07 et volume 1578 n° 24 :

Cadastre	Terre	Superficie en m ²
AB 34	Propriété Nadeaud	19 753
AB 35	Maateahi	2 600
AB 37	Tepatu	1 033
AB 38	Tautu	458
AB 39	Tepuna	5 602
AB 67	Atioropaa	5 868
AB 68	Atioropaa	162
AB 110	Tematavai Tehautararau Tipeeiti 1 Iripau Atitautu	5 595
Total		41 071

Art. 2.— Cette affectation est destinée à la construction d'un complexe sportif, la gestion et l'entretien du site. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de l'affectation.

Art. 3.— Les valeurs des parcelles affectées hors constructions, sont réparties comme suit :

- 1 - s'agissant de la valeur comptable, l'acte d'acquisition porte sur une superficie totale de 4 110 000 m², pour un prix total de 110 000 000 F CFP, soit 27 F CFP le m² ;
- 2 - s'agissant de la valeur vénale, elle est estimée à 4 200 F CFP le m².

Cadastre	N° SBT	N° de bien	Bien affecté	Superficie en m ²	Valeur comptable 27 F CFP le m ²	Valeur vénale 4 200 F CFP le m ²
AB 34	1055	-	foncier	19 753	533 331	82 962 600
AB 35	1055	-	foncier	2 600	70 200	10 920 000
AB 37	1055	-	foncier	1 033	27 891	4 338 600
AB 38	1055	-	foncier	458	12 366	1 923 600
AB 39	1055	-	foncier	5 602	151 254	23 528 400
AB 67	1055	-	foncier	5 868	158 436	24 645 600
AB 68	1055	-	foncier	162	4 374	680 400
AB 110	1055	-	foncier	5 595	151 065	23 499 000
Total				41 071	1 108 917	172 498 200

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— L'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 7.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement des biens affectés. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité des biens affectés.

Art. 8.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 9.— L'arrêté n° 254 CM du 25 février 1999 modifié portant affectation d'une parcelle du domaine Vaihi (ex-Pierson), sis à Hitia'a, au profit de l'OTESSE, est abrogé.

Art. 10.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRÊTE n° 8139 MEE du 16 septembre 2016 portant délégation de signature du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports à M. Gérald Huioutu, directeur de la jeunesse et des sports par intérim.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 92-176 AT du 20 octobre 1992 modifiée relative aux garanties de techniques et de sécurité dans les clubs, centres, écoles, organismes de plongée subaquatique sportive et de loisir en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-71 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de vacances ou de placement de vacances avec hébergement ;

Vu la délibération n° 99-72 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de loisirs sans hébergement ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction de la jeunesse et des sports" ;

Vu l'arrêté n° 1305 CM du 7 septembre 2016 portant nomination de M. Gérard Huioutu en qualité de directeur de la jeunesse et des sports par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Gérard Huioutu, directeur de la jeunesse et des sports par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, tous les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 dans les domaines suivants :

I - Au titre de la réglementation :

- mise en œuvre de la réglementation des centres de vacances ou de placements de vacances avec hébergement et des centres de loisirs sans hébergement ;
- mise en œuvre de la réglementation des établissements de baignades d'accès payant de la Polynésie française, à l'exception de la nomination des membres de la commission consultative des activités de baignade ;
- mise en œuvre de la réglementation des brevets polynésiens d'animateurs, à l'exception de la délivrance des brevets polynésiens d'animateurs ;
- mise en œuvre de la réglementation relative aux certifications polynésiennes en matières d'activités physiques et sportives, à l'exception de la délivrance des certifications ;
- mise en œuvre de la réglementation de la plongée subaquatique sportive et de loisirs ;
- délivrance du récépissé de déclaration et de la carte professionnelle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives des personnes qui

désirent exercer l'une des fonctions mentionnées au premier alinéa de l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée et leur renouvellement ;

- délivrance du récépissé de déclaration des établissements dans lesquels sont organisées et pratiquées des activités physiques et sportives.

II - Au titre de la promotion et de l'animation dans le cadre des priorités fixées par le ministère :

- promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions en matière de jeunesse et d'éducation populaire ;
- promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions à caractère physique et sportif en application des dispositions de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée et de ses arrêtés d'application.

III - Au titre de la formation :

- organisation des épreuves conduisant à la délivrance des diplômes sportifs ou de jeunesse.

IV- Au titre des équipements :

- élaboration des propositions d'orientation des plans et des programmes d'investissement en faveur des activités sportives et de jeunesse.

Art. 2.— En outre, M. Gérard Huioutu reçoit délégation de signature pour les actes relevant de la gestion administrative du personnel placé sous son autorité :

- congé de toute nature ;
- proposition à la décision du ministre d'avertissement et de blâme pour l'ensemble des agents placés sous son autorité ;
- notation primaire, et proposition de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté ;
- avancement d'échelon.

Art. 3.— M. Gérard Huioutu est également habilité à signer les actes et correspondances relatifs aux engagements inférieurs à 500 000 FCFP, et aux liquidations des recettes et dépenses allouées aux activités de jeunesse et sportives et imputés au budget de la Polynésie française, à l'exception des arrêtés d'attribution de subvention de toute nature.

Art. 4.— M. Gérard Huioutu reçoit délégation de signature pour les actes concernant l'engagement et la liquidation des dépenses du service, notamment :

- les remboursements des frais et états indemnitaires ;
- les ordres de déplacements à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas six (6) jours ;
- proposition à la décision du ministre de la signature des contrats d'entretien et de réparation ;
- proposition à la décision du ministre de la signature des conventions ;
- les engagements d'un montant inférieur à 500 000 F CFP et les liquidations des dépenses du budget de fonctionnement et d'investissement imputées au service ;

- les engagements et les liquidations des recettes du budget de fonctionnement et d'investissement imputées au service ;
- proposition à la signature du ministre de certificats administratifs.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gérald Huioutu, les délégations visées aux articles 1er et 2 sont exercées par Mme Tupuhina Mairai, chef du bureau de la comptabilité et de la gestion financière, et les délégations visées aux articles 3 et 4 sont exercées par Mme Sabrina Hauata épouse Doom, chef du bureau des ressources humaines.

Art. 6.— L'arrêté n° 9413 MEE du 26 octobre 2015 modifié portant délégation de signature du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, à Mme Mae Lhopital, directrice de la jeunesse et des sports, est abrogé.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Nicole SANQUER-FAREATA.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 8093 MET du 15 septembre 2016 autorisant la SA Air Tahiti à occuper le domaine public aéroportuaire de Tureia (archipel des Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un comptoir d'enregistrement, d'un bureau et d'un local technique, à l'intérieur de l'aérogare.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1336 CM du 7 octobre 2013 portant autorisation à la société Air Tahiti sur les aérodromes des îles dans le cadre de son activité commerciale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la demande du directeur général de la SA Air Tahiti en date du 3 mai 2016,

Arrête :

Article 1er.— La SA Air Tahiti est autorisée à occuper pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, un emplacement d'une superficie de 54,68 mètres carrés dépendant du domaine public aéroportuaire de Tureia (archipel des Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un comptoir d'enregistrement, d'un bureau et d'un local technique, à l'intérieur de l'aérogare.

Article 1er.— La présente autorisation précaire et révocable est particulière à la SA Air Tahiti et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle prend effet à compter de sa date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Art. 2.— Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Tureia (archipel des Tuamotu) par la SA Air Tahiti, font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

Art. 3.— La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Tureia (archipel des Tuamotu) donne lieu au versement d'une redevance annuelle exigible à compter de la date de publication au JOPF, comme fixée par l'arrêté n° 1336 CM du 7 octobre 2013 susvisé, laquelle s'élève à 16 404 F CFP (*seize mille quatre cent quatre francs CFP*).

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

CAHIER DES CHARGES

applicable au régime d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire de TUREIA (archipel des Tuamotu) par la **S.A. AIR TAHITI** dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un comptoir d'enregistrement, d'un bureau et de locaux techniques.

ARTICLE 1. - Autorisation d'occupation.

La société de transports aériens de passagers « **S.A. AIR TAHITI** », représentée par son Directeur monsieur **Manate VIVISH** - constituée le 31 décembre 1958 à Papeete et dont le siège social se situe à l'aéroport de Tahiti-Faa'a - archipel des îles du vent - B.P. 314 - 98713 Papeete - TAHITI - Tél. : 40 86 40 04 - **R.C Papeete n° TPI 58-1B - N° TAHITI 023598**, ci-après dénommée "la Bénéficiaire", est autorisée à occuper une surface de **54.68 m²** dépendante du domaine public aéroportuaire de TUREIA (Archipel des Tuamotu), conformément au plan d'occupation correspondant ci-annexé, dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un comptoir d'enregistrement, d'un bureau et de locaux techniques.

L'occupation correspond aux concepts de référence tarifaire d'emplacement fermé de l'enceinte intérieure de l'aérogare.

ARTICLE 2. - Durée de l'autorisation.

L'autorisation est accordée par arrêté à titre personnel, précaire et révocable pour une durée déterminée de **neuf (9) ans**.

A l'échéance de l'autorisation précitée ou en cas de retrait anticipé, la bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien sur les lieux, sauf cas de renouvellement au gré de l'administration.

ARTICLE 3. - Renouvellement de l'autorisation

Si la bénéficiaire désire obtenir le renouvellement de l'autorisation, elle devra en formuler la demande **3 (trois) mois** au moins avant la date d'expiration.

L'Administration aura la faculté de consentir à ce renouvellement soit dans des conditions identiques, soit dans des conditions différentes ou de le refuser.

ARTICLE 4. - Aménagement - Approbation préalable des projets

Tout aménagement nouveau à caractère immobilier à celui agréé, entrepris par la bénéficiaire devra faire l'objet d'un projet et sera soumis à l'agrément de l'Administration sans que cet agrément puisse en aucune manière engager sa responsabilité.

Les délais et conditions d'exécution de ces travaux seront fixés en accord avec l'Administration.

La bénéficiaire ne sera admise à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance et des caractéristiques physiques de la surface allouée, qu'elle est censé bien connaître. Elle devra par ailleurs faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires.

En cas de contestation des surfaces, il sera procédé à une mission d'expertise de l'Administration à charge de l'intéressée.

ARTICLE 5. - Fourniture et consommation d'eau et d'électricité

Les fournitures d'eau et d'électricité sur les aérodromes font l'objet d'accord particulier avec le gestionnaire de l'aérodrome.

La bénéficiaire prendra toute mesure pour s'assurer de la pose et des branchements, puis des réserves nécessaires à son installation et au bon fonctionnement de son exploitation. La bénéficiaire devra obtenir l'aval de la DAC avant tout projet de travaux.

Pareillement, l'ensemble des appareillages électriques énergivores, de chauffage et de refroidissement, seront listés et respecteront le voltage disponible, sans gêner les besoins prioritaires de l'aérodrome.

La bénéficiaire s'acquittera de ses factures de consommation auprès des services concernés, sans que le gestionnaire n'en soit inquiété.

ARTICLE 6. - Cuissons et risques accrus d'incendie

Il est formellement interdit toutes cuissons sur place, qui utilise une gazinière.

Tous équipements particuliers mis en place dans le cadre de l'autorisation d'occupation doivent être en conformité avec la réglementation applicable en matière de sécurité et d'hygiène.

La bénéficiaire prendra toute mesure pour éviter tout risque d'incendie et fournira copie du contrat d'assurance en spécifiant ce terme.

ARTICLE 7. - Propriété et exploitation des ouvrages

La bénéficiaire sera propriétaire des constructions et installations agréées à l'article 4 précité pendant toute la durée de l'occupation suivant la procédure décrite.

ARTICLE 8. - Responsabilité pour dommages et garantie

La bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations.

En conséquence, elle devra souscrire auprès d'une Compagnie d'assurance, les assurances garantissant toutes responsabilités lui incombant en raison de son occupation ainsi que les dommages causés aux tiers, dont elle acquittera régulièrement les primes et cotisations.

ARTICLE 9. - Caractère de l'occupation

La bénéficiaire est tenue d'occuper elle-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

ARTICLE 10. - Redevance

La présente autorisation est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle dont le montant est fixé par arrêté du Conseil des Ministres (Arrêté n° 0657/CM du 22 mai 2012, modifiant l'arrêté n° 1277/CM du 30 juillet 2010.

La redevance est payable d'avance soit :

- 1) **en numéraire** à la caisse de la Recette-Conservation des Hypothèques de la DAF (RCH situé au 2^{ème} étage de l'immeuble « *te fenua* » à Orovini), B.P. 114 – 98 713 PAPEETE – TAHITI.
- 2) **par chèque bancaire ou postal** : chèque libellé à l'ordre du « TRESOR PUBLIC » en y indiquant au verso les références de la consignation,
- 3) **par virement bancaire ou postal** : compte CCP n° 14168 00001 975 12 05 E068 - 64 – Papeete au nom du Receveur-Conservateur des Hypothèques en inscrivant dans le cadre « correspondance » les références de la consignation à rappeler.

En cas de versement tardif, qu'elle qu'en soit la cause et après mise en demeure, les sommes impayées seront majorées d'une pénalité telle que fixée par l'arrêté n° 1128/DOM du 28 février 1980.

ARTICLE 11. - Révocation de l'autorisation

Faute, par la bénéficiaire, de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières du présent Cahier des Charges et notamment :

- un détournement de l'objet initial de l'occupation comme posée dans l'article premier ;
- le non paiement des redevances d'occupation, des charges et des impôts tiers correspondant ;
- le non respect des règles d'hygiène et de sécurité (l'intéressée s'engage à garder propre le lieu de son exploitation de vente, mettre en place des poubelles, collecter et évacuer les ordures liées à son exploitation hors de l'emprise aéroportuaire) ;
- la non occupation des lieux dans un délai de 3 mois à compter de la date d'effet de l'autorisation ;
- le non respect des conventions ou accords particuliers concernant les fournitures d'eau et d'électricité décrits à l'article 5 précité ;
- l'autorisation pourra être révoquée si les recommandations de l'Administration restent sans effet.

De même, il sera mis fin à l'autorisation en cas de non occupation ou d'arrêt de l'objet de l'occupation, sans préjudice du droit pour la Polynésie française de poursuivre le recouvrement de toutes les sommes pouvant lui être dues.

Dans tous ces cas, les redevances payées d'avance par la bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 12. - Retrait de l'autorisation

L'Administration aura toujours le droit de retirer l'autorisation accordée dès lors que l'ordre public ou l'intérêt du service public qu'elle assure le justifiera, et en particulier en cas d'extension des installations de l'aérodrome, conformément aux dispositions précitées de l'article 2.

La bénéficiaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité pour préjudice subi.

Le retrait sera prononcé par décision motivée de l'autorité qui a délivré l'autorisation et qui sera notifiée au titulaire.

ARTICLE 13. - Résiliation de la convention par la bénéficiaire

Dans le cas où elle aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant l'expiration de la présente convention, la bénéficiaire pourra résilier celle-ci en la notifiant, moyennant un préavis de trois mois.

La résiliation ne donne droit à paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par la bénéficiaire resteront acquises à la Polynésie française sans préjudice du droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 14. - Sort des installations à la cessation de l'autorisation

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, de l'autorisation, les installations qui auront été réalisées sur les surfaces visées à l'article 1er devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par la bénéficiaire. A défaut, par celle-ci, de s'être acquittée de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office à ses frais et risques par l'Administration.

Toutefois si, à la demande de la bénéficiaire, l'Administration accepte que des installations, en tout ou partie, ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la Polynésie française, sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement de matériel ou de mobilier, la bénéficiaire devra justifier auprès de l'Administration du paiement de tous impôts, taxes ou redevances mis à sa charge.

ARTICLE 15. - Impôts et frais

La bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation ainsi que tous les impôts, et notamment l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent Cahier des Charges.

ARTICLE 16. - Autorité et contrôle

- L'occupante devra se conformer aux consignes du chef d'aérodrome.

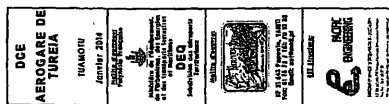
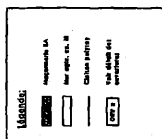
- L'Administration pourra à tout instant faire exercer par un représentant de son choix tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par la bénéficiaire des obligations lui incombant du fait de la présente autorisation. Il pourra si besoin est, donner toutes instructions en ce sens.

Fait à Papeete, le **14 SEP. 2016**

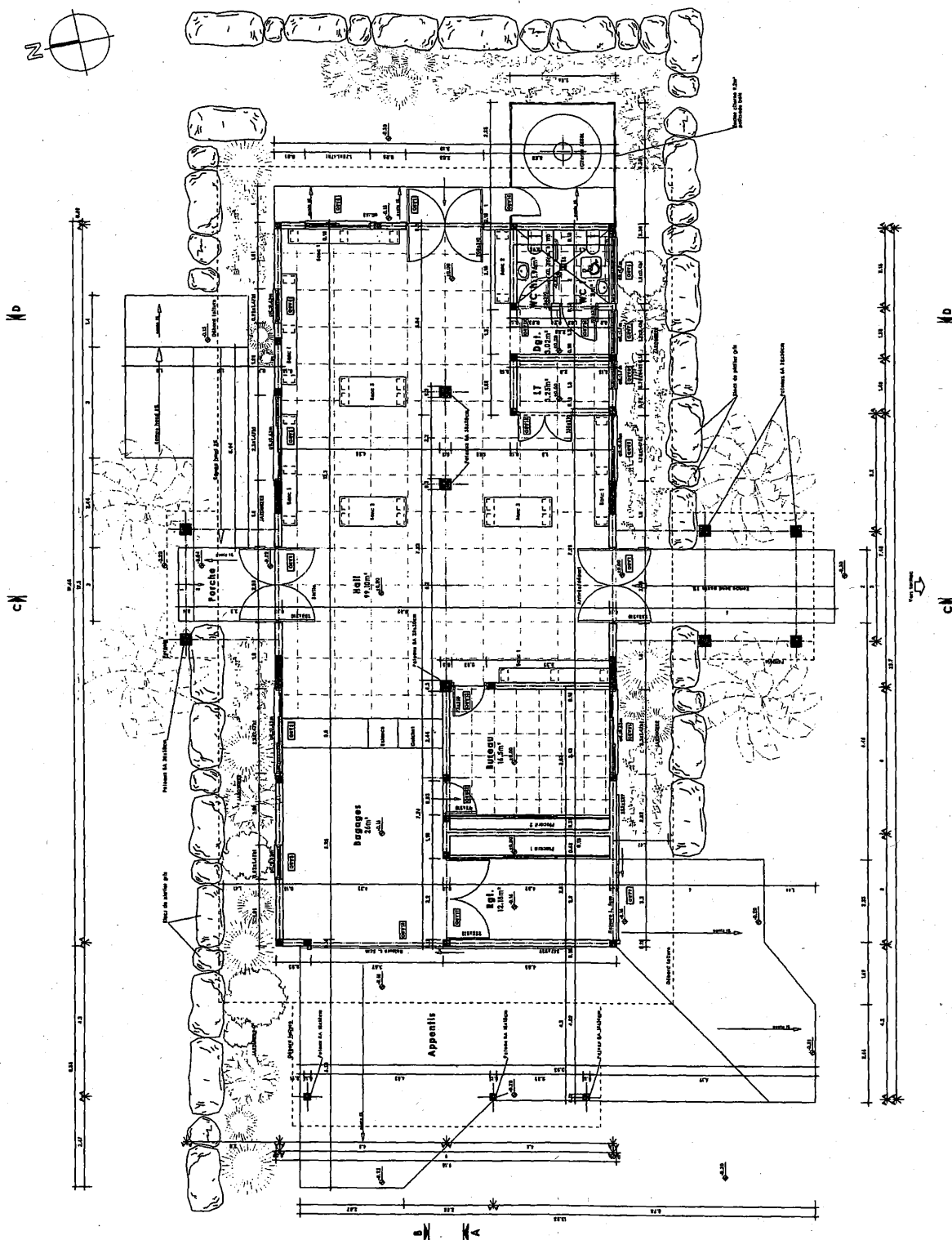
La "bénéficiaire"

SA Air Tahiti, représentée
Par M. Manate VIVISH.

Pour le ministre et par délégation,
Jean-Christophe SHIGETOMI.



5
VUE EN PLAN éch. 1/250



ARRETE n° 8094 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Fare Arana.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressée daté du 30 mai 2016 ;

Vu la lettre n° 2719 MET/DTT du 29 juillet 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3165 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion du comité des transports terrestres du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à la SARL Fare Arana.

Art. 2. — Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : excursions privées en montagne pour les clients de la pension Fare Arana ;
- point(s) de desserte : pension Fare Arana ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;

- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicule de catégorie M1 ou N1 conçu en tout-terrain et classifié en catégorie G, destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3. — Une licence de transport touristique portant le n° 01C 38M est attribuée à la SARL Fare Arana.

Art. 4. — La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.

Albert SOLIA.

ARRETE n° 8095 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Ernest Tata.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressé daté du 12 juillet 2016 ;

Vu la lettre n° 2606 MET/DTT du 25 juillet 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3165 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion du comité des transports terrestres du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à M. Ernest Tata.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de touristes à partir de leur hôtel, à l'aéroport et transport vers des points de desserte bien précis ;
- point(s) de desserte : ville de Papeete, tours de l'île, sites touristiques de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : un véhicule de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu)).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01B 21T est attribuée à M. Ernest Tata.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8096 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Brenda Tihoni.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressée daté du 18 mai 2016 ;

Vu la lettre n° 1987 MET/DTT du 7 juin 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3165 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion du comité des transports terrestres du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à Mme Brenda Tihoni.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de touristes à partir de leur hôtel et transport vers des points de desserte bien précis (circle island tour - safari kultur) ;
- point(s) de desserte : visites guidées à l'intérieur de l'île, sites touristiques de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Tahiti ;
- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : un véhicule de catégorie C (véhicule de catégorie M1 ou N1 conçu en tout-terrain et classifié en catégorie G, destiné aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01C 20T est attribuée à Mme Brenda Tihoni.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8097 MET du 15 septembre 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Tahitian Tourism Business Company.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 13 juin 2002 désignant les membres du comité des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu le dossier de l'intéressée réceptionné le 3 juin 2015 et complété le 2 septembre 2016 ;

Vu la lettre n° 2773 MET/DTT du 5 août 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3165 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion du comité des transports terrestres du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti à la SARL Tahitian Tourism Business Company.

Art. 2.— Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : visites audio guidées de la ville de Papeete (Circuit 1 : Le Grand Pape'ete - Circuit 2 : Les Incontournables) ;
- point(s) de desserte : Parc Paofai ;
- zone(s) d'exploitation : ville de Papeete et commune de Faa'a ;
- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : un véhicule de catégorie D-1 (ensemble de véhicules composé d'un véhicule tracteur et de trois (3) remorques au plus, lorsqu'ils circulent sur le domaine public, dans le cadre de l'animation touristique ou à l'occasion de manifestations à caractère commercial).

Art. 3.— Une licence de transport touristique portant le n° 01D-1 19T est attribuée à la SARL Tahitian Tourism Business Company.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8098 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires de services touristiques de transport de personnes ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de deux licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center ;

Vu le dossier de l'intéressée daté du 30 juillet 2016 ;

Vu la lettre n° 2789 MET/DTT du 5 août 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3166 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion de la commission des licences supplémentaires du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

“portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de quatre (4) licences de transport touristique à la SARL Moorea Activities Center.”

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

- Prestations proposées : prise en charge de touristes à partir de leur hôtel, pension, paquebot de croisière et transport vers des points de desserte bien précis ;
- point(s) de desserte : base de la SARL Moorea Activities Center ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : quatre (4) véhicules de catégorie E (tout autre type de véhicule n'entrant dans aucune autre catégorie, répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux)”.

Art. 3. — L'article 3 de l'arrêté n° 4389 MET du 28 mai 2015 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Quatre (4) licences de transport touristique portant les n° 01E 13M, 02E 13M, 03E 13M et 04E 13M sont délivrées à la SARL Moorea Activities Center”.

Art. 4. — L'arrêté n° 4812 MET du 9 juin 2016 est abrogé.

Art. 5. — La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8099 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4821 MET du 9 juin 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Bruno Jamais.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires de services touristiques de transport de personnes ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 4821 MET du 9 juin 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Bruno Jamais ;

Vu le dossier de l'intéressé daté du 5 août 2016 ;

Vu la lettre n° 2821 MET/DTT du 10 août 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3166 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion de la commission des licences supplémentaires du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 4821 MET du 9 juin 2016 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

“portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de deux (2) licences de transport touristique à M. Bruno Jamais”.

Art. 2. — Le quatrième tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 4821 MET du 9 juin 2016 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : deux (2) véhicules de catégorie E (tout autre type de véhicule n'entrant dans aucune autre catégorie, répondant aux prescriptions du code de la route de la Polynésie française, et affecté aux prestations de services touristiques de transport de personnes réalisées exclusivement comme activités accessoires et à titre non onéreux)”.

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté n° 4821 MET du 9 juin 2016 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Deux (2) licences de transport touristique portant les n° 01E 23M et 02E 23M sont délivrées à M. Bruno Jamais”.

Art. 4.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8100 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence supplémentaire de transport touristique à M. Ron Hall.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires de services touristiques de transport de personnes ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 4823 MET du 9 juin 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à M. Ron Hall ;

Vu le dossier de l'intéressé daté du 8 août 2016 ;

Vu la lettre n° 2988 MET/DTT du 25 août 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3166 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion de la commission des licences supplémentaires du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Une licence supplémentaire de transport touristique portant le n° 02B 21M est attribuée à M. Ron Hall.

Art. 2.— Les services effectués au titre de cette licence se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de touristes à partir de leur hôtel, paquebot de croisière et transport vers des points de desserte bien précis ;
- point(s) de desserte : tour de l'île, sites touristiques de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : un véhicule de catégorie B (autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu).

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8101 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 1986 PR du 23 octobre 2002 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea de l'EURL Moorea Mahana Tours.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires de services touristiques de transport de personnes ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 1986 PR du 23 octobre 2002 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea de l'EURL Moorea Mahana Tours ;

Vu le dossier de l'intéressée daté du 22 août 2016 ;

Vu la lettre n° 2995 MET/DTT du 26 août 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3166 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion de la commission des licences supplémentaires du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'intitulé de l'arrêté n° 1986 PR du 23 octobre 2002 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution de quatorze licences de transport touristique à l'EURL Moorea Mahana Tours."

Art. 2.— L'article 1er de l'arrêté n° 1986 PR du 23 octobre 2002 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

"Il est attribué une inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea à l'EURL Moorea Mahana Tours."

Art. 3.— L'article 2 de l'arrêté n° 1986 PR du 23 octobre 2002 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Quatorze (14) licences de transport touristiques portant les n° 01B 36M, 02B 36M, 03B 36M, 04B 36M, 05B 36M, 06B 36M, 07C 36M, 08C 36M, 09A 36M, 10A 36M, 11B 36M, 12B 36M, 13C 36M et 14C 36M sont attribuées à l'EURL Moorea Mahana Tours."

Art. 4.— L'article 3 de l'arrêté n° 1986 PR du 23 octobre 2002 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"Les services effectués au titre de l'inscription désignée à l'article 1er se caractérisent comme suit :

- prestations proposées : prise en charge de touristes à partir de leur hôtel, aéroport, quai et transport vers des points de desserte bien précis - excursions en montagne ;
- point(s) de desserte : tour de l'île, sites touristiques, centre commercial, visites en montagne ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicule (s) prévu (s) et caractéristiques :
 - a) Deux (2) véhicules de catégorie A : autobus de catégorie M2 ou M3 de grande capacité (de 23 places passagers et plus, conducteur exclu) ;
 - b) Huit (8) véhicules de catégorie B : autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu) ;
 - c) Quatre (4) véhicules de catégorie C : véhicules de catégorie M1 ou N1 conçus en tout-terrain et classifiés en catégorie G, destinés aux excursions en montagne ou à des randonnées à l'intérieur de l'île."

Art. 5.— Les arrêtés n° 5331 MTT du 18 novembre 2002, n° 5245 MET du 26 août 2011 et n° 5551 MET/DTT du 31 août 2011 sont abrogés.

Art. 6.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8123 MET du 15 septembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 4815 MET du 9 juin 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Pure Passion.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifiée portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifiée relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et ses arrêtés d'application ;

Vu l'arrêté n° 751 CM du 13 juin 2002 désignant les membres de la commission chargée d'examiner les demandes de licences supplémentaires de services touristiques de transport de personnes ;

Vu l'arrêté n° 135 PR du 3 mars 2016 nommant les représentants des professionnels du comité et des commissions prévus par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 4815 MET du 9 juin 2016 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à la SARL Pure Passion ;

Vu le dossier de l'intéressée daté du 17 août 2016 ;

Vu la lettre n° 2996 MET/DTT du 26 août 2016 portant avis de la direction des transports terrestres ;

Vu le procès-verbal n° 3166 DTT/MET du 9 septembre 2016 de la réunion de la commission des licences supplémentaires du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 4815 MET du 9 juin 2016 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- prestations proposées : prise en charge de touristes à partir de leur hôtel, aéroport, quai et transport vers des points de desserte bien précis ;
- point(s) de desserte : tour de l'île, sites touristiques de l'île ;
- zone d'exploitation : île de Moorea ;
- nombre de véhicule(s) prévu(s) et caractéristiques : un véhicule de catégorie B [autobus de catégorie M2 ou M3 de petite ou moyenne capacité (de 8 à 22 places passagers, conducteur exclu)].

Art. 2. — L'article 3 de l'arrêté n° 4815 MET du 9 juin 2016 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

“Une licence de transport touristique portant le n° 01B 33M est délivrée à la SARL Pure Passion.”

Art. 3. — La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8145 MET/DPAM du 16 septembre 2016 portant délivrance d'un agrément à la société SARL Jetboards Tahiti Pacific, pour exercer les activités de location ou de navigation en convoi de planches à moteur dans l'espace maritime proche de l'île de Bora Bora.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 4999 MET du 16 juin 2016 rectifié portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu l'arrêté n° 1433 CM du 24 septembre 2012 portant réglementation de la pratique et de l'utilisation des planches à moteur dites “jet board” dans les eaux intérieures de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 12 avril 2016 ;

Vu l'avis de la mairie de Bora Bora en date du 13 juin 2016,

Arrête :

Article 1er. — La SARL Jetboards Tahiti Pacific est agréée pour exercer les activités de location ou de navigation en convoi de planches à moteur dites “jet board” conformément à l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé.

Art. 2. — Les conditions d'exploitation sont définies comme suit :

- ces activités s'exercent uniquement entre 6 h 30 et 17 h 30 ;
- la navigation se fait à partir de la bande des 300 mètres et jusqu'à 1 mille marin du rivage ;
- l'itinéraire de navigation en convoi est compris dans le lagon de l'île de Bora Bora entre :
 - le point correspondant aux coordonnées GPS de longitude : 151°41.870'W et de latitude : 16°28.772'S (système géodésique WGS84 en degrés et minutes décimales), situé devant le motu Tofari ;
 - l'aéroport de Bora Bora, situé sur le motu Mute ;
 - et le ponton l'hôtel Bora Bora Pearl Beach Resort & Spa, situé sur le motu Teveiroa.

L'itinéraire est précisé sur le plan en annexe I :

- la navigation en convoi doit être effectuée sous le contrôle effectif et constant d'un guide accompagnateur ;
- la liste des guides accompagnateurs habilités est établie en annexe II.

Art. 3. — La SARL Jetboards Tahiti Pacific s'engage à signaler, sans délai, à la direction polynésienne des affaires maritimes, toute modification substantielle susceptible d'avoir des incidences significatives sur le présent agrément.

Art. 4. — Le présent arrêté portant agrément est délivré au titre de l'année civile 2016 en cours.

Il est renouvelé au titre d'une année civile sous réserve de présenter auprès de la direction polynésienne des affaires maritimes au plus tard le 31 janvier de l'année suivante :

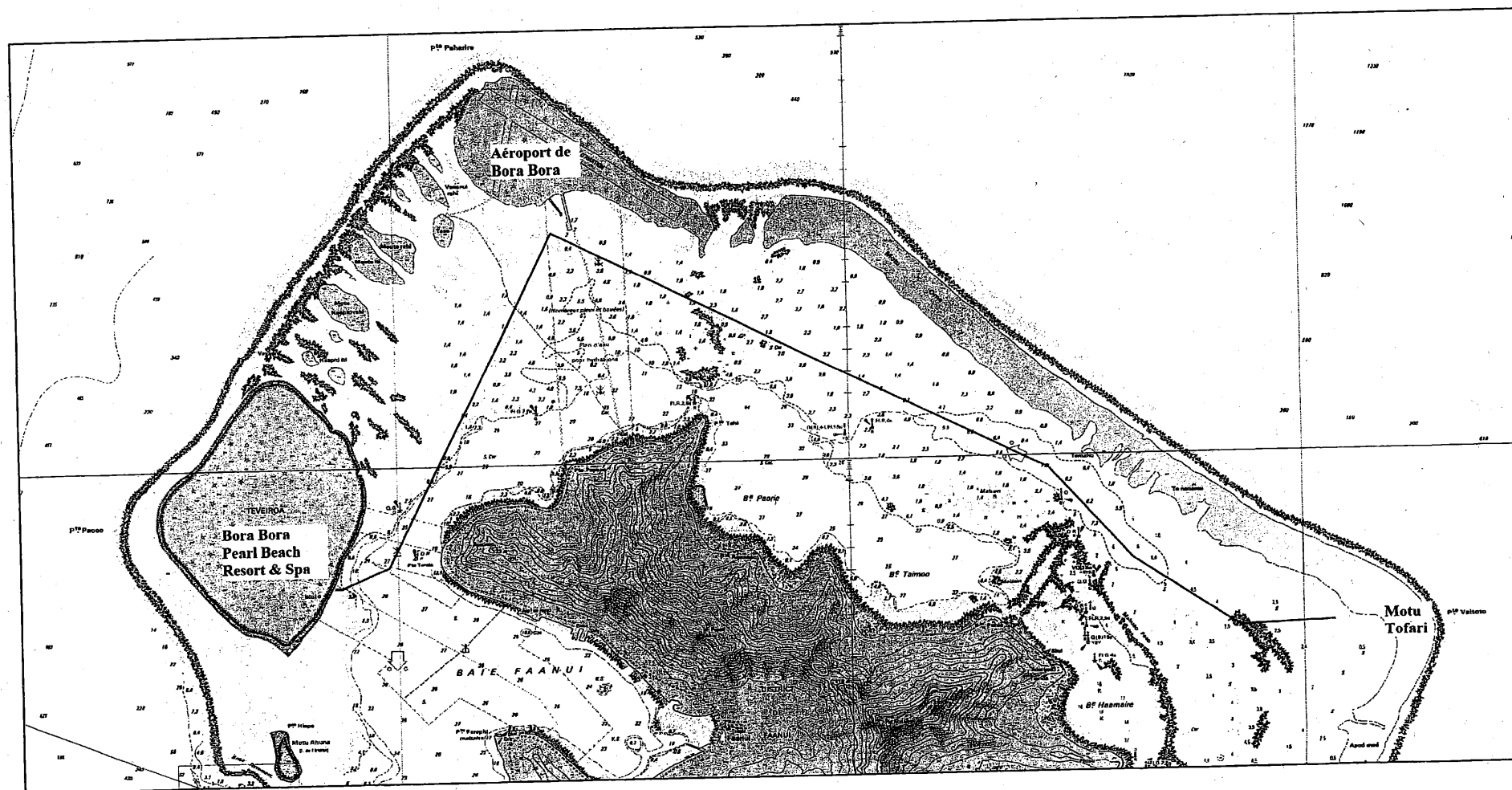
- la déclaration annuelle d'activités ;
- le registre des planches à moteur utilisées comportant, *a minima*, les mentions citées au paragraphe III de l'article 10 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé.

Art. 5. — Le présent arrêté portant agrément est retiré dans l'un des cas prévus à l'article 12 de l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié susvisé et particulièrement en cas de cession d'activité.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice
des affaires maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.

ANNEXE I

A L'ARRETE N° **E. 8145** /MET/DPAM DU **16 SEP. 2016**

ANNEXE II

A L'ARRETE N° - 8145 /MET/DPAM DU 16 SEP. 2016

LISTE DES GUIDES ACCOMPAGNATEURS
ET DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES

(Arrêté n° 1097/CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur)

GUIDES ACCOMPAGNEURS AGREES

1	Christophe FAURE	Né le 27 mai 1972 à Afaahiti Permis de conduite en mer (côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (n° 52-2015/BSA/PF)
---	------------------	--

PLANCHES A MOTEUR AGREES

1	PY 14604	Immatriculé le 07/04/2016
2	PY 14605	Immatriculé le 07/04/2016

ARRETE n° 8146 MET/DPAM du 16 septembre 2016 portant modification de l'annexe II de l'arrêté n° 1570 MET du 3 mars 2016 portant délivrance d'un agrément à la SARL Moana Adventure Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Bora Bora.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 4999 MET du 16 juin 2016 rectifié portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu l'arrêté n° 1570 MET du 3 mars 2016 portant délivrance d'un agrément à la SARL Moana Adventure Tours pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Bora Bora ;

Considérant la demande de l'exploitant en date du 12 août 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'annexe II de l'arrêté n° 1570 MET du 3 mars 2016 portant délivrance d'un agrément à la SARL Moana Adventure Tours pour exercer l'activité de location de véhicules nautiques à moteur en navigation en convoi dans l'espace maritime proche de l'île de Bora Bora, est remplacée par l'annexe jointe.

Art. 2.— La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice
des affaires maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.

ANNEXE II

A L'ARRETE N° . 8146 /MET DU 16 SEP. 2016

LISTE DES GUIDES ACCOMPAGNATEURS
ET DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES

(Arrêté n° 1097/CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur)

GUIDES ACCOMPAGNEURS AGREES

1	M. Johann CASTELLANI	Né le 15 août 1994 à Nunue Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (01-2013/BSA/PF)	5	M. Rapaarii TEENA	Né le 20 mars 1982 à Nunue Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (70-2008/BSA/PF, renouvelé en 2012)
2	M. Adrien CHANCELADE	Né le 05 août 1979 à Nunue Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (26-2007/BSA/PF, renouvelé en 2014)	6	M. Taai, Maru VAHIMARE	Né 13 juillet 1982 à Uturoa Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (40-2012/BSA/PF)
3	M. Vincent JALLAT	Né le 22 juillet 1973 à Pont d'Ain Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique 62-2008/BSA/PF, renouvelé en 2013)	7	M. Donatien DURY	Né le 01 avril 1984 à Eaubonne (95) Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (39-2016/BSA/PF)
4	M. Taati NICHOLSON	Née le 31 mars 1979 à Papeete Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (32-2011/BSA/PF)	8	M. Raimana FERRAND	Né le 11 octobre 1992 à Nunue Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (01-2015/BSA/PF)
5	M. Jean, Teriitera POUIRA	Né le 06 avril 1987 à Papeete Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (07-2014/BSA/PF)	9	M. Raphaël LEE CHIP SAO	Né le 14 novembre 1984 à Nunue Permis de conduite en mer (Côtier) Brevet de Surveillant Aquatique (63-2008/BSA/PF, renouvelé en 2015)

VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES

1	PY 9856	Immatriculé le 04/03/2008	9	PY 14330	Immatriculé le 14/03/2013
2	PY 9934	Immatriculé le 06/11/2008	10	PY 14331	Immatriculé le 14/03/2013
3	PY 14054	Immatriculé le 24/11/2009	11	PY 14332	Immatriculé le 14/03/2013
4	PY 14125	Immatriculé le 07/07/2010	12	PY 14349	Immatriculé le 04/06/2013
5	PY 14219	Immatriculé le 02/08/2011	13	PY 14350	Immatriculé le 04/06/2013
6	PY 14312	Immatriculé le 13/12/2012	14	PY 14351	Immatriculé le 04/06/2013
7	PY 14328	Immatriculé le 14/03/2013	15	PY 14495	Immatriculé le 17/12/2014
8	PY 14329	Immatriculé le 14/03/2013			

ARRETE n° 8147 MET/DPAM du 16 septembre 2016 portant modification de l'annexe II de l'arrêté n° 7955 CM du 9 septembre 2015 portant délivrance d'un agrément à la SARL Tahiti Jet Ski pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 1512 CM du 8 novembre 2007 relatif à la direction polynésienne des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 4999 MET du 16 juin 2016 rectifié portant délégation de signature au profit de Mme Catherine Rocheteau, directrice des affaires maritimes polynésiennes ;

Vu l'arrêté n° 1097 CM du 17 juillet 2009 modifié relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur ;

Vu l'arrêté n° 7955 CM du 9 septembre 2015 portant délivrance d'un agrément à la SARL Tahiti Jet Ski pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans les eaux intérieures, dont les rades et les lagons, de l'île de Tahiti ;

Considérant la demande de l'exploitant en date du 30 juin 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'annexe II de l'arrêté n° 7955 CM du 9 septembre 2015 portant délivrance d'un agrément à la SARL Tahiti Jet Ski pour exercer l'activité de loueur de véhicules nautiques à moteur en conduite accompagnée dans l'espace maritime de l'île de Tahiti, est remplacée par l'annexe jointe.

Art. 2.— La directrice des affaires maritimes polynésiennes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.

Pour le ministre et par délégation :

La directrice

des affaires maritimes polynésiennes,
Catherine ROCHETEAU.

ANNEXE II

A L'ARRETE N° **8147** /MET DU **16 SEP. 2016**

**LISTE DES GUIDES ACCOMPAGNATEURS
ET DES VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES**

(Arrêté n° 1097/CM du 17 juillet 2009 modifié
relatif à la conduite des véhicules nautiques à moteur)

GUIDES ACCOMPAGNATEURS AGREES :

1	Olivier, Stéphane MISSELIS	Né le 13/11/1974 à Nîmes Permis de conduite en mer (hauturier) Brevet de Surveillant Aquatique de Polynésie française (n° 81-2013 BSA/PF, validité au 22/11/2018)
2	Benoît DUCASSE	Né le 25/08/1978 à Versailles Permis de conduite en mer (côtier) Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (renouvelé le 17/10/2014, validité au 16/10/2019)
3	Adrien TANANT	Né le 22 janvier 1981 à St Martin d'Hères Permis de conduire en mer (côtier) Brevet d'Etat d'Educateur Sportif du 1er degré (option surf - n° 033070371 du 28/09/2007)
4	Lionel, Damien, Emmanuel GARCIA	Né le 04 mars 1978 à Créteil Permis de conduire en mer (côtier) Brevet d'Etat d'Educateur Sportif du 1er degré (option plongée subaquatique - n° 9871310)
5	Rémy LOSADA	Né le 02 novembre 1992 à Nîmes Diplôme Capitaine 200 (délivré le 27/06/2014 à Cayenne) Brevet d'Etat d'Educateur Sportif du 1 ^{er} degré (option activités de la natation - n°013120170)

VEHICULES NAUTIQUES A MOTEUR AGREES :

1	PY 14250	Immatriculé le 29/02/2012
2	PY 14251	Immatriculé le 29/02/2012
3	PY 14501	Immatriculé le 08/01/2015
4	PY 14502	Immatriculé le 08/01/2015
5	PY 14503	Immatriculé le 08/01/2015

ARRETE n° 8172 MET du 19 septembre 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Mururoa lors son voyage n° 22 du 21 septembre 2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Société de navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV sur la desserte maritime régulière des Tuamotu de l'Ouest ;

Vu la demande de la Société de navigation des Tuamotu en date du 13 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 1421 MET du 17 février 2015 susvisé, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella IV est autorisé à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Mururoa lors son voyage n° 22 du 21 septembre 2016 pour y acheminer des matériaux de construction à la demande de la SARL Boyer dans le cadre du chantier TELSITE 2.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 8173 MET du 19 septembre 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Nuku Hau à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Tahanea lors de son voyage n° 12 du 17 septembre 2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 7905 MET du 22 août 2014 portant octroi d'une licence d'armateur à la SAS Société de navigation polynésienne pour l'exploitation du navire Nuku Hau sur la ligne maritime régulière entre Tahiti et les Tuamotu ;

Vu la demande de la SAS Société de navigation polynésienne en date du 15 septembre 2016 ;

Vu les nécessités de service dus à l'arrêt technique du Saint-Maris-Stella III depuis juillet 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 7905 MET du 22 août 2014 susvisé, le navire Nuku Hau est autorisé à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'atoll de Tahanea lors de son voyage n° 12 du 17 septembre 2016.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2016.
Albert SOLIA.

ERRATUM à l'arrêté n° 7807 MET du 6 septembre 2016 paru au JOPF n° 74 du 13 septembre 2016 à la page 10529.

A l'article 1er de l'arrêté n° 7807 MET du 6 septembre 2016 publié à la page 10529 :

Au lieu de : "A l'article 1er de l'arrêté n° 6776 MET du 7 août 2015..." ;

Lire : "A l'article 1er de l'arrêté n° 6816 MET du 11 août 2015..."

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 33-2016 APF/SG du 16 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 22-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 22-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2702-2016 APF/SG du 6 septembre 2016 convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 15 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Le numéro 142 de l'arrêté n° 22-2016 APF/SG du 15 avril 2016 est modifié ainsi qu'il suit :

142 : Comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF) :

- *au lieu de* : "René Temeharo" ;
- *lire* : "Antonio Perez".

Art. 2.— Il est ajouté les numéros 22 *bis*, 34 *bis* et 146 *bis* à l'annexe de l'arrêté n° 22-2016 APF/SG du 15 avril 2016 ainsi qu'il suit :

22 *bis* : Commission locale de l'espace maritime de Moorea :

- *titulaire* : John Toromona.

34 *bis* : Commission du patrimoine historique de la Polynésie française :

- *titulaires* :
 - Nicole Bouteau ;
 - Elise Vanaa ;
- *suppléants* :
 - Teura Tarahu-Atuahiva ;
 - Jacqui Drollet.

146 *bis* : Comité de pilotage pour la stratégie de développement touristique de la Polynésie française pour la période 2015-2020 :

- *titulaire* : Nicole Bouteau ;
- *suppléante* : Teura Tarahu-Atuahiva.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 septembre 2016.

Pour le président :
La 1^{re} vice-présidente,
Lana TETUANUI.

ACTES DES AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES**AUTORITE POLYNESIENNE DE LA CONCURRENCE**

**Décision n° 2016-CC-02 du 29 août 2016
relative à la prise de contrôle conjointe des trois hôtels Sofitel de
Polynésie française par la société Lupesina Tahiti Investments
(groupe Grey) aux côtés du groupe AccorHotels**

L'Autorité polynésienne de la concurrence,

Vu le dossier de notification adressé à l'Autorité polynésienne de la concurrence le 26 mai 2016 et déclaré complet le 27 juillet 2016, relatif à la prise de contrôle par la société Lupesina Tahiti Investments (groupe Grey) de trois hôtels Sofitel situés en Polynésie française, formalisée par trois actes de vente et de cession de fonds de commerce du 4 mars 2016 ;

Vu le code de la concurrence, et notamment ses articles LP 310-1 à LP 310-7 ;

Vu les éléments complémentaires transmis par les parties au cours de l'instruction ;

Adopte la décision suivante :

I. LES ENTREPRISES CONCERNEES ET L'OPERATION

1. Lupesina Tahiti Investments est une société à responsabilité limitée polynésienne, constituée le 8 septembre 2014, ayant pour unique associé la holding Grey Investment Group Ltd (ci-après « groupe Grey »), elle-même détenue à parité par [les membres de la famille] Grey. Le groupe samoan, fondé en 1937, est un conglomérat actif dans différents secteurs d'activité au Samoa, tels que l'hôtellerie (Aggie Grey's Hotel Limited) les tours opérateurs (Samoa Scenic Tours & Inbounds Services) ou la fabrication, importation et distribution de produits alimentaires (Apia Bottling Co Ltd).
2. Le groupe détient également des participations minoritaires dans des sociétés au Samoa, notamment dans la compagnie aérienne Virgin Samoa (2 %). Cette société est détenue à 49 % par le gouvernement samoan et à 49 % par VB INvestco Pty ltd. [...]. En conséquence, le groupe Grey ne dispose pas de droit de veto au sein de Virgin Samoa et n'exerce pas d'influence déterminante sur cette société.
3. Avant l'opération notifiée, le groupe n'a d'activité économique en Polynésie française qu'à travers la société Hôtelière Rivnac, acquise en 2012, qui exploite l'hôtel Le Méridien à Tahiti. Le Méridien est un hôtel de tourisme de luxe (4 étoiles¹), disposant de 149 chambres et villas sur pilotis, de deux restaurants et d'un spa.
4. Le groupe hôtelier international AccorHotels détient et exploite trois hôtels Sofitel en Polynésie française à travers trois sociétés distinctes :
 - La SA Motu, qui détient l'hôtel Sofitel Bora Bora Motu Private Island situé à Bora Bora. Il s'agit d'un hôtel de tourisme de luxe (4 étoiles²) disposant de 31 chambres, bungalows et villas sur pilotis, d'un restaurant et d'un spa.

- La SA Marara, qui détient l'hôtel Sofitel Bora Bora Marara Beach Resort situé à Bora Bora. Il s'agit d'un hôtel de tourisme de luxe (en cours de classement 4 étoiles) disposant de 55 chambres, bungalows et villas sur pilotis, de deux restaurants et d'un spa.
 - La SAS Safari Club Moorea qui détient l'hôtel Sofitel Moorea la Ora Beach Resort situé à Moorea. Il s'agit d'un hôtel de tourisme de luxe (4 étoiles³) disposant de 113 chambres, bungalows et villas sur pilotis, de deux restaurants et d'un spa.
5. L'opération, formalisée par actes notariés du 4 mars 2016, consiste en l'acquisition, par le groupe Grey, *via* ses filiales polynésiennes Lupesina Moorea, Lupesina Marara et Lupesina Private Island, des actifs immobilisés ainsi que des fonds de commerce des trois hôtels Sofitel de Polynésie française⁴.
6. Les hôtels cibles resteront exploités par le groupe hôtelier AccorHotels à l'issue de la concentration. Il convient donc d'examiner si ce groupe détient, au travers de ses filiales polynésiennes, un contrôle conjoint sur ces hôtels. A cet égard, il est loisible de s'inspirer de l'analyse de la Commission européenne qui a considéré dans une décision de 2005⁵ que ses contrats de gestion conféraient au groupe Starwood un contrôle sur les hôtels Le Méridien dans la mesure où :
- Starwood dispose d'un droit de veto sur le *business plan* des hôtels : Starwood prépare le *business plan* et le soumet au propriétaire, l'accord des deux parties étant nécessaire pour son approbation. En cas de désaccord, le litige est soumis à un arbitre ;
 - Starwood a la qualité d'opérateur exclusif pour le compte du propriétaire. A ce titre, il établit le prix des chambres, gère les ressources humaines et fournit des services centralisés pour l'ensemble des hôtels de la chaîne Méridien ;
 - en cas de vente de l'hôtel, Starwood dispose du droit de donner son avis sur l'acquéreur, tant du point de vue de ses ressources financières que de sa réputation ;
 - les contrats sont d'une durée de 10 à 15 ans.
7. En l'espèce, les contrats de gestion signés le 4 mars 2016, liant les sociétés Lupesina Moorea, Lupesina Marara et Lupesina Private Island au groupe AccorHotels, contiennent des clauses similaires aux contrats examinés par la Commission dans sa décision précitée :
- AccorHotels prépare le *business plan* et le soumet au propriétaire, l'accord des deux parties étant nécessaire pour son approbation. En cas de désaccord, le litige est soumis à un expert ;
 - AccorHotels a la qualité d'opérateur exclusif pour le compte du propriétaire. A ce titre, il exploite et gère l'hôtel (le prix des chambres, gère les ressources humaines et fournit des services centralisés pour l'ensemble des hôtels de la chaîne Sofitel en respectant des standards de qualité) ;
 - en cas de vente de l'hôtel, AccorHotels dispose du droit de donner son avis sur l'acquéreur, désigner un potentiel repreneur et, au besoin, un expert pourra être nommé en premier et dernier ressort afin de trancher la question ;
 - la durée du contrat est de 10 ans.
8. A l'issue de l'opération, le groupe Grey détiendra donc, *via* l'acquisition des droits au bail et des droits immobiliers des trois hôtels Sofitel, le contrôle conjoint des hôtels Sofitel aux côtés du groupe AccorHotels. L'opération notifiée constitue donc une opération de concentration au sens de l'article LP 310-1 du code de la concurrence.
9. Les entreprises concernées réalisent ensemble un chiffre d'affaires hors taxe total en Polynésie française de plus de 2 milliards de francs CFP (Groupe Grey : [...] milliards de francs CFP pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ; Hôtels Sofitel cibles : [...] milliards de francs CFP pour l'exercice clos le 31 décembre 2015). Une de ces entreprises au moins a réalisé en Polynésie française un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions de francs CFP (Groupe Grey : [...] milliards de francs CFP pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 ; Hôtels Sofitel cibles : [...] milliards de francs CFP pour l'exercice clos le 31 décembre 2015). Compte tenu de ces chiffres d'affaires, les seuils de contrôle mentionnés au I de l'article LP 310-2 du code de la concurrence sont franchis. Cette opération est donc soumise aux dispositions des articles LP 310-3 et suivants du code de la concurrence relatifs à la concentration économique.

II. DELIMITATION DES MARCHES PERTINENTS

10. L'opération concerne le secteur de l'hôtellerie de tourisme en Polynésie française, les hôtels Sofitel cibles et le groupe Grey, *via* l'hôtel Le Méridien, étant simultanément présents dans ce secteur avec des hôtels 4 étoiles.
11. En Polynésie française, l'offre d'hébergement de tourisme est décomposée en trois catégories : (i) les hôtels et résidences de tourisme international, (ii) les hébergements de tourisme chez l'habitant et petite hôtellerie familiale et, (iii) les meublés de tourisme.
12. Seule la première catégorie des hôtels et résidences de tourisme international est concernée par la présente opération. Les autorités de concurrence ont envisagé, pour ce mode d'hébergement, plusieurs types de segmentations⁶.
13. En premier lieu, une distinction selon le degré de confort de l'hôtel a été opérée par la pratique décisionnelle, dont l'Autorité polynésienne de la concurrence peut s'inspirer, et plusieurs méthodes de segmentation ont été envisagées : regroupement par paires d'étoiles (1-2 étoiles ; 2-3 étoiles ; 3-4 étoiles) ; regroupement en tenant compte de la catégorie immédiatement inférieure et de la catégorie immédiate supérieure (1-3 étoiles ; 2-4 étoiles) ; distinction entre catégorie économique (1-3 étoiles) et catégorie d'hôtellerie de luxe (4 étoiles et plus).
14. La partie notifiante considère que le marché pertinent regroupe les hôtels de quatre et cinq étoiles et ajoute que les hôtels concernés entrent dans cette catégorie des hôtels de luxe (4 étoiles et plus).
15. En Polynésie française, le classement hôtelier diffère quelque peu de celui de la France métropolitaine. En effet, la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée⁷ prévoit un classement des hôtels et résidences de tourisme international par nombre d'étoiles croissant de deux à cinq, et non d'une à cinq comme en métropole. En outre, la « distinction Palace », créée en 2010 pour les hôtels cinq étoiles de métropole, n'existe pas. En conséquence, la distinction entre catégorie économique (2-3 étoiles) et catégorie luxe (4 étoiles et plus) recoupe largement la distinction par paires d'étoiles en Polynésie française. Par ailleurs, les données statistiques établies par l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ci-après « ISPF ») distinguent les hôtels par classes : luxe (4 et 5 étoiles) grand tourisme (3 étoiles), et tourisme (2 étoiles).
16. En l'espèce, la question de la délimitation exacte des marchés de l'hôtellerie peut être laissée ouverte dans la mesure où quelle que soit la segmentation retenue, les conclusions de l'analyse seront inchangées. Les hôtels des parties à l'opération sont des hôtels quatre étoiles entrant dans la catégorie des hôtels de luxe. L'analyse concurrentielle sera donc menée à la fois sur un marché englobant l'ensemble de l'hôtellerie classée et sur les éventuels segments des hôtels de luxe et des hôtels quatre étoiles.
17. En second lieu, une segmentation selon le mode d'exploitation des établissements a été envisagée par les autorités de concurrence, en fonction de leur appartenance ou non à une chaîne d'hôtels.
18. En Polynésie française, la quasi-totalité des hôtels de luxe est affiliée à une chaîne⁸, de sorte qu'une segmentation du marché en fonction du mode d'exploitation des établissements n'aurait aucun effet sur les résultats de l'analyse concurrentielle.
19. En dernier lieu, s'agissant de la délimitation géographique des marchés, les autorités de concurrence considèrent que le marché de l'hôtellerie peut être analysé à la fois au niveau national, en particulier pour les chaînes d'hôtels, les conditions de concurrence étant homogènes, et au niveau local, notamment parce que le critère de choix principal pour le client est la localisation de l'établissement.
20. La partie notifiante estime que le marché géographique pertinent de l'hôtellerie recouvre l'ensemble du territoire de la Polynésie française.
21. Cependant, il existe des différences objectives entre les archipels de la Polynésie française, de sorte que leur similarité n'est que relative. Ainsi, les îles composant l'archipel des Marquises sont dépourvues de lagon, qui constitue pourtant une caractéristique souvent recherchée par la qui offrent des paysages et une végétation différents de ceux des îles hautes composant l'archipel de la Société.

22. De plus, selon les données de l'ISPF⁹ pour 2015, l'archipel de la Société représente à lui seul 93 % de l'offre de chambres à louer et 95 % des chambres louées, tous hôtels confondus. Pour les seuls hôtels de luxe, l'archipel de la Société représente 94 % de l'offre de chambres à louer et 96 % des chambres louées. Au sein de l'archipel de la Société, Bora Bora, Tahiti et Moorea sont les trois îles les plus touristiques puisqu'elles représentent les deux tiers des chambres que compte le territoire.
23. Selon l'Institut d'émission d'outre-mer¹⁰, Bora Bora revêt un statut particulier puisque 65 % des touristes en séjour en Polynésie française en 2013 se sont rendus à Bora Bora. L'île incarne le rêve polynésien et séduit une clientèle majoritairement américaine, ainsi que 86 % des couples en voyage de noces. Au total, Tahiti reste l'île la plus visitée de Polynésie (120 328 touristes), juste devant Bora Bora (101 609 touristes) et Moorea (85 133 touristes)¹¹.
24. En l'espèce, la question de savoir s'il convient de limiter les marchés de l'hôtellerie à la Polynésie française, à chaque archipel ou à chaque île peut être laissée ouverte dans la mesure où quelle que soit la segmentation retenue, les conclusions de l'analyse seront inchangées.

III. ANALYSE CONCURRENTIELLE

25. L'acquéreur et la cible sont présents en Polynésie française sur les marchés de l'hôtellerie avec quatre hôtels quatre étoiles. L'acquéreur possède un hôtel quatre étoiles à Tahiti, tandis que la cible dispose de trois hôtels quatre étoiles : un à Moorea (Îles du Vent) et deux à Bora Bora (Îles Sous-le-Vent) dans l'archipel de la Société. L'opération n'entraîne cependant pas de chevauchements entre les activités des parties sur un marché géographique défini île par île ou sur un marché géographique limité aux Îles Sous-le-Vent, qui ne seront donc pas détaillés dans la présente décision.
26. Les parts de marché du groupe Grey à l'issue de l'opération seront les suivantes, sur les différentes segmentations du marché géographique possibles où les activités des parties se chevauchent (soit sur l'ensemble de la Polynésie, l'archipel de la Société ou les Îles du Vent) :

2015	Tous Hôtels		4 & 5 étoiles		4 étoiles	
	Nb Chambres	Nb Hôtels	Nb Chambres	Nb Hôtels	Nb Chambres	Nb Hôtels
Polynésie française	12,8 %	9,1 %	18,1 %	18,2 %	28,5 %	28,6 %
Archipel de la Société	13,5 %	10,3 %	19,1 %	20 %	31 %	33,3 %
Îles du Vent	16,8 %	9,5 %	26,6 %	25 %	31 %	33,3 %

27. Les parts de marché cumulées des parties sont les plus importantes sur le segment des hôtels quatre étoiles, dans l'archipel de la Société et dans les Îles du Vent, où elles atteignent un peu plus de 30 %. En effet, dans l'archipel de la Société, la nouvelle entité représentera 31 % (13,3 % pour le Méridien et 17,7 % pour les Sofitel cibles) de l'offre de chambres et 33,3 % (8,3 % + 25 %) du nombre d'hôtels quatre étoiles. Dans les Îles du Vent, la nouvelle entité représentera 31 % (17,7 % + 13,4 %) de l'offre de chambres et 33,3 % (16,7 % + 16,7 %) du nombre d'hôtels quatre étoiles.

28. Sur le segment des hôtels quatre étoiles, la constitution de la nouvelle entité a pour effet de diminuer faiblement la pression concurrentielle du fait de la perte d'un contrôle unique de l'ancien opérateur sur les trois hôtels cibles au profit d'un contrôle conjoint de l'ancien opérateur avec le groupe Grey. Cette nouvelle entité fera cependant face à la concurrence, notamment du groupe Pacific Beachcomber, qui représente respectivement, dans l'archipel de la Société et dans les Îles du Vent, 41,1 % et 47 % de l'offre de chambres (25 % et 33,3 % du nombre d'hôtels) et du groupe Barbion, qui représente respectivement, dans l'archipel de la Société et dans les Îles du Vent, 23,6 % et 21,9 % de l'offre de chambres (25 % et 33,3 % du nombre d'hôtels).
29. L'opération n'est donc pas susceptible de porter atteinte à la concurrence par le biais d'effets horizontaux.

DÉCISION

Article unique : L'opération notifiée sous le numéro 16/001 C est autorisée.

Délibéré par Jacques Mérot, *président*, Maïana Bambridge, Jean-Christophe Lau, Florent Venayre et Julien Vucher-Visin, *membres*.

Le président,

Jacques MEROT

¹ Arrêté de classement n° 24 MTT du 10 décembre 2007

² Arrêté de classement n° 2549 PR du 31 juillet 2008

³ Arrêté n° 5657 MTF du 15 juillet 2015 portant classement par étoiles de l'établissement « Sofitel Moorea Ia Ora Beach Resort »

⁴ L'opération porte également sur l'acquisition des parts sociales de la S.C.I. Taamatua qui détient les terrains sur lesquels sont implantés les infrastructures du Sofitel Marara à Bora Bora

⁵ Affaire n° COMP/M.3858 - Lehman Brothers/SCG/Starwood/Le Méridien du 20 juillet 2005

⁶ Il est ici possible de se référer à la pratique décisionnelle de la Commission européenne (notamment les décisions n° COMP/M.4612 Accor/Pierre et Vacances/Newcity JV du 4 juillet 2007, n° COMP/M.4816 Blackstone/Hilton du 19 octobre 2007 et n° COMP/M.6738 Goldman Sachs/KKR/QMH du 19 décembre 2012), ainsi qu'à celle de l'Autorité de la concurrence nationale (notamment les décisions n° 14-DCC-82 du 12 juin 2014 et n° 15-DCC-77 du 23 juin 2015).

⁷ Délibération n° 2006-2 APF du 26 janvier 2006.

⁸ 19 hôtels de luxe sur les 22 que compte la Polynésie française sont affiliés à une chaîne hôtelière.

⁹ <http://www.ispf.pf/docs/default-source/tb-tourisme/tb-2015.pdf?sfvrsn=5>

¹⁰ http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne147_eclairage_tourisme_pf.pdf

¹¹ Chiffres de 2014 : <http://www.ispf.pf/themes/SystemeProductif/Tourisme/Details.aspx>

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2016-1222 du 14 septembre 2016 relatif aux permissions de sortir et aux autorisations de sortie sous escorte.

Publics concernés : magistrats du siège et du parquet ; fonctionnaires de l'administration pénitentiaire ; personnes détenues ; personnes condamnées ; personnes prévenues ; juridictions de l'application des peines ; juridictions de l'instruction ; services de police et unités de gendarmerie.

Objet : précision du régime des permissions de sortir et des autorisations de sortie sous escorte.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent décret clarifie le régime des permissions de sortir et des autorisations de sortie sous escorte.

Il encadre les conditions d'octroi d'une permission de sortir lorsque celle-ci a pour objet l'accomplissement d'une obligation exigeant la présence de la personne condamnée.

Il précise le champ d'application et les modalités d'exécution de l'autorisation de sortie sous escorte.

Références : le code de procédure pénale modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction résultant de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 148-5, 723-3, 723-4, 723-6, D. 118, D. 142 à D. 147, D. 270, D. 424, D. 436-3 et D. 438-2 ;

Vu l'avis du comité technique de l'administration pénitentiaire en date du 12 mai 2016 ;

Vu l'avis du comité technique du service pénitentiaire d'insertion et de probation en date du 25 mai 2016,

Décrète :

Article 1er.— Le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 8 du présent décret.

Art. 2.— L'article D. 118 est ainsi modifié :

1° Le mot : "régulièrement" est supprimé ;

2° Les mots : "prévues aux" sont remplacés par le mot : "des".

Art. 3.— Avant l'article D. 142 est insérée une division ainsi intitulée :

"A.- Dispositions communes"

Art. 4.— Le troisième alinéa de l'article D. 142 est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

"Le juge de l'application des peines peut ordonner le retrait d'une permission de sortir et la réincarcération immédiate du condamné si les conditions qui ont permis l'octroi de celle-ci ne sont plus réunies, si le condamné ne satisfait pas aux obligations qui lui sont imposées ou s'il fait preuve de mauvaise conduite. Ce retrait peut, pour les mêmes motifs, être ordonné avant la mise à exécution de la permission."

Art. 5.— Les articles D. 142-1 à D. 146-4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Art. D. 142-1.— Les personnes condamnées ne peuvent bénéficier de permission de sortir en cours d'exécution d'une période de sûreté.

"Art. D. 142-2.— En cas d'appel d'une ordonnance statuant sur une demande de permission de sortir, le président de la chambre de l'application des peines qui confirme l'octroi ou infirme le rejet de celle-ci peut, si la date prévue pour la permission est dépassée lorsqu'il statue sur l'appel, décider d'une autre date ou décider qu'une nouvelle date sera fixée par le juge de l'application des peines ou, conformément aux dispositions de l'article D. 144, par le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation.

"Art. D. 142-3.— Le détenu bénéficiaire d'une permission de sortir doit supporter les frais occasionnés par son séjour hors de l'établissement et notamment le coût des moyens de transport qu'il serait éventuellement obligé d'utiliser.

"En conséquence, aucune permission de sortir ne peut être accordée si une somme suffisante ne figure pas à la part disponible du condamné ou si l'intéressé ne justifie pas de possibilités licites d'hébergement et de transport.

“B. - Permissions de sortir en vue de préparer la réinsertion professionnelle ou sociale et permissions de sortir en vue du maintien des liens familiaux

“Art. D. 143. — Les personnes condamnées incarcérées dans une maison d'arrêt, une maison centrale, un centre de semi-liberté et, lorsqu'elles sont majeures, dans un établissement pénitentiaire spécialisé pour mineurs peuvent bénéficier de permissions de sortir d'une durée maximale de trois jours en vue du maintien des liens familiaux ou de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale dans les cas suivants :

“1° Lorsqu'elles exécutent une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale n'excédant pas un an ;

“2° Lorsqu'elles ont exécuté la moitié de la peine et qu'elles n'ont plus à subir qu'un temps de détention inférieur à trois ans ;

“3° Lorsque le juge ou le tribunal de l'application des peines ont, en application du 1° de l'article D. 535 et selon la procédure prévue aux articles 712-6 ou 712-7, décidé de subordonner l'octroi de la libération conditionnelle à la condition d'avoir bénéficié d'une ou plusieurs permissions de sortir.

“Art. D. 143-1. — Les personnes condamnées incarcérées dans les centres de détention peuvent bénéficier des permissions de sortir prévues à l'article D. 143, lorsqu'elles ont exécuté le tiers de leur peine.

“A leur égard, la durée de ces permissions peut être portée à cinq jours et, une fois par an, à dix jours.

“Art. D. 143-2. — Les personnes condamnées incarcérées dans les centres pour peines aménagées peuvent bénéficier des permissions de sortir prévues à l'article D. 143 sans condition de délai.

“A leur égard, la durée de ces permissions peut être portée à cinq jours.

“Art. D. 143-3. — Des permissions de sortir peuvent être accordées, ponctuellement ou à titre habituel, les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés aux personnes condamnées admises au régime de la semi-liberté ou bénéficiant d'un placement à l'extérieur en application de l'article D. 136 ainsi qu'aux personnes condamnées placées sous surveillance électronique.

“Art. D. 143-4. — Des permissions de sortir d'une durée n'excédant pas la journée peuvent être accordées dans les cas suivants aux personnes condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale n'excédant pas cinq ans ainsi qu'aux personnes condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale supérieure à cinq ans lorsque ces dernières ont exécuté la moitié de leur peine :

“1° Présentation des personnes détenues prochainement libérables ou susceptibles d'être admises au bénéfice de la libération conditionnelle ou de la libération sous contrainte

ou au régime de semi-liberté ou de placement sous surveillance électronique ou à l'extérieur en application de l'article D. 136, à leurs éventuels employeur ou auprès d'une structure de formation professionnelle, de stage ou d'enseignement ;

“2° Présentation aux épreuves d'un examen dans les conditions prévues aux articles D. 436-3 et D. 438-2 ;

“3° Présentation à une structure de soins ;

“4° Sorties pour la pratique d'activités culturelles ou sportives organisées ;

“5° Exercice par le condamné de son droit de vote.

“Art. D. 143-5. — Des permissions de sortir d'une durée maximale de trois jours peuvent être accordées à l'occasion de la maladie grave ou du décès d'un membre de leur famille proche, ou de la naissance de leur enfant, d'une part, aux personnes condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale n'excédant pas cinq ans et, d'autre part, aux personnes condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale supérieure à cinq ans lorsqu'elles ont exécuté la moitié de leur peine.

“Art. D. 144. — Lorsque le juge de l'application des peines accorde une permission de sortir en vue de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale de la personne condamnée, il peut dans son ordonnance décider que la date et les modalités d'exécution de la permission seront fixées par le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation, après avis du chef de l'établissement pénitentiaire.

“Le juge de l'application des peines peut, dans la même ordonnance, accorder plusieurs permissions de sortir en faisant application des dispositions du présent article.

“Les dispositions du présent article sont également applicables aux permissions de sortir accordées en vue du maintien des liens familiaux lorsque la durée de la peine restant à exécuter est inférieure ou égale à un an.

“Pour l'application des dispositions du présent article, le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation peut déléguer sa signature et ses pouvoirs à un directeur d'insertion et de probation.

“C. - Permissions de sortir en vue de l'accomplissement d'une obligation exigeant la présence du condamné

“Art. D. 145. — Une permission de sortir d'une durée n'excédant pas la journée peut être accordée en vue de l'accomplissement d'une obligation exigeant la présence de la personne condamnée à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale n'excédant pas cinq ans ou à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale supérieure à cinq ans lorsqu'elle a exécuté la moitié de sa peine, dans les cas suivants :

“1° La personne condamnée ne peut être représentée auprès de l'organisme et ce dernier est dans l'impossibilité d'intervenir au sein de l'établissement pénitentiaire ;

“2° La personne condamnée est convoquée devant une juridiction judiciaire ou administrative et les conditions de la visioconférence ne sont pas réunies.

“D. - Dispositions spécifiques applicables aux mineurs

“Art. D. 146. — Des permissions de sortir prévues aux articles D. 143, D. 143-1, D. 143-4 et D. 145 peuvent être accordées, quel que soit leur établissement d'affectation, d'une part, aux personnes mineures condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale n'excédant pas un an et, d'autre part, aux personnes mineures condamnées à une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale excédant un an lorsqu'ils ont exécuté le tiers de leur peine.

“Les personnes condamnées mineures peuvent également bénéficier de permissions de sortir dans les conditions fixées aux articles D. 143-2, D. 143-3, D. 143-5.”

Art. 6. — L'article D. 147 est remplacé par les dispositions suivantes :

*“Section 7 bis**“Autorisation de sortie sous escorte*

“Art. D. 147. — A titre exceptionnel, l'autorisation de sortie sous escorte prévue par les articles 148-5 et 723-6 peut être accordée pour un temps déterminé à toute personne détenue, au sens de l'article D. 50.

“L'éligibilité de la personne condamnée détenue à une permission de sortir, au regard des conditions prévues aux articles D. 143 à D. 146, n'est pas un obstacle au prononcé d'une autorisation de sortie sous escorte.

“La juridiction de l'application des peines, la juridiction d'instruction ou la juridiction de jugement peut ordonner le retrait de l'autorisation de sortie sous escorte si les motifs ayant justifié son octroi ne sont plus réunis ou si la personne détenue fait preuve de mauvaise conduite.

“Les services de police ou de gendarmerie ou les membres de l'administration pénitentiaire qui sont en charge, selon la répartition définie à l'article D. 315, de l'escorte de la personne détenue à laquelle a été accordée une autorisation de sortie en application du présent article ou des articles 148-5 et 723-6 peuvent être dispensés du port de l'uniforme.”

Art. 7. — I. - A l'article D. 270, la référence : “D. 147” est remplacée par la référence : “D. 146”.

II. - A l'article D. 424, les références : “D. 145 et D. 146” sont remplacées par les références : “D. 143 et D. 143-1”.

III. - A l'article D. 436-3, la référence : “D. 143” est remplacée par la référence : “D. 143-4”.

IV. - A l'article D. 438-2, la référence : “D. 143” est remplacée par la référence : “D. 143-4”.

Art. 8. — Les articles D. 425 et D. 426 sont abrogés.

Art. 9. — Le présent décret est applicable sur l'ensemble du territoire de la République.

Art. 10. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 septembre 2016.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*

Jean-Jacques URVOAS.

*Le ministre de l'intérieur,
Bernard CAZENEUVE.*

ARRETE INTERMINISTERIEL du 8 août 2016 portant établissement en Polynésie française d'un centre de coordination aéronautique et maritime de sauvetage conjoint.

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat, et la ministre des outre-mer,

Vu la convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes signée à Hambourg le 27 avril 1979 et publiée par décret n° 85-580 du 5 juin 1985 ;

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944, ratifiée le 13 novembre 1946, publiée dans sa version authentique quadrilingue par décret n° 2007-1027 du 15 juin 2007 ;

Vu le manuel international de recherche et de sauvetage aéronautique et maritime, notamment le volume I encourageant les Etats à créer des centres de coordination (aéronautique et maritime) de sauvetage conjoint ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Tahiti ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer ;

Vu le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005 relatif au plan ORSEC et pris pour application de l'article 14 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté préfectoral n° HC 69 CAB/AEM du 10 janvier 2014 approuvant le plan ORSEC maritime pour la Polynésie française ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'instruction du Premier ministre du 13 mai 2013 relative à l'établissement des dispositions spécifiques "Sauvetage maritime de grande ampleur" de l'ORSEC maritime, de l'ORSEC zonale et de l'ORSEC départementale et modifiant l'instruction du Premier ministre du 29 mai 1990 relative à l'organisation du secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer, et l'instruction du Premier ministre du 28 mai 2009 relative aux dispositions générales de l'ORSEC maritime, de l'ORSEC zonale et de l'ORSEC départementale pour faire face aux événements maritimes majeurs ;

Vu l'instruction du Premier ministre du 29 août 2011 relative à l'organisation de l'aide médicale en mer ;

Vu l'instruction du Premier ministre du 28 mai 2009 relative aux dispositions générales de l'ORSEC maritime, de l'ORSEC zonale et de l'ORSEC départementale pour faire face aux événements maritimes majeurs ;

Vu l'instruction du Premier ministre du 29 mai 1990 relative à l'organisation du secours, de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer ;

Vu l'instruction interministérielle du 23 février 1987 portant organisation et fonctionnement des services de recherches et de sauvetage des aéronefs en détresse en temps de paix ;

Le secrétariat général de la mer consulté ;

Le ministère de la défense consulté,

Arrêtent :

Article 1er. — Est établi en Polynésie française et localisé sur l'île de Tahiti un centre unique de coordination des moyens de secours pour les accidents aéronautiques et maritimes. Ce centre est dénommé "JRCC Tahiti".

Art. 2. — La zone de responsabilité du JRCC Tahiti pour le secours en mer (maritime Search and Rescue Region - SRR maritime), déclarée par la France auprès de l'organisation maritime internationale, est délimitée par les points suivants :

- 05° 00' S - 120° 00' W ;
- 05° 00' S - 157° 00' W ;
- 30° 00' S - 157° 00' W ;
- 30° 00' S - 120° 00' W.

La zone de responsabilité du JRCC Tahiti pour le sauvetage d'aéronef (aeronautical Search and Rescue Region - SRR aéronautique), déclarée par la France auprès de l'organisation de l'aviation civile internationale, est délimitée par les points suivants :

- 03° 30' N - 120° 00' W ;
- 03° 30' N - 145° 00' W ;
- 05° 00' S - 155° 00' W ;
- 05° 00' S - 157° 00' W ;
- 30° 00' S - 157° 00' W ;
- 30° 00' S - 120° 00' W.

Art. 3. — Le JRCC Tahiti est responsable de la veille des fréquences de détresse maritime.

Le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est responsable de la veille des fréquences de détresse aéronautique, assurée par les services aériens des différents aéroports de Polynésie française,

Le JRCC Tahiti est le point de contact unique (SPOC) du système d'alerte COSPAS SARSAT en Polynésie française.

Art. 4. — Lorsque des informations indiquent qu'un aéronef pourrait se trouver en difficulté, le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française recueille les éléments permettant de vérifier la réalité de l'alerte. Il dispose, pour l'assister dans cette mission, du centre de contrôle de Tahiti-Faa'a, du Bureau régional d'information et d'assistance aux vols. Il tient informé sans délai le JRCC Tahiti.

Lorsque des informations indiquent qu'une ou des personnes pourraient être en situation de détresse en mer, le JRCC Tahiti recueille les éléments permettant de vérifier la réalité de l'alerte.

Art. 5. — Le haut-commissaire de la République en Polynésie française assure la direction des opérations de secours dans les zones citées à l'article 2 du présent arrêté.

En cas d'accident en mer, il est assisté par le commandant de zone maritime et dans le cas d'un accident d'aéronef, il est assisté par le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Il dispose du concours des moyens nautiques, aériens et terrestres relevant des ministres chargés de la défense, de la sécurité civile, des douanes, des transports et de la mer ainsi que des moyens d'intervention relevant du gouvernement de la Polynésie française et des organismes de secours reconnus.

Il peut faire appel à tout moyen d'intervention dans la zone de détresse et recourir à tous moyens relevant des services de l'Etat en mesure de participer à l'opération de secours. Il peut également solliciter tous autres concours.

Art. 6. — Le déclenchement des opérations de secours dans les zones citées à l'article 2 du présent arrêté relève du coordonnateur de la mission de secours (CMS) du JRCC Tahiti.

Dans le cas d'un accident d'aéronef, la décision de déclenchement d'opération est prise après avis conforme du directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ou de son représentant qui définit la zone probable d'accident (ZPA), entendue comme la zone à l'intérieur de laquelle se trouverait l'épave de l'aéronef, compte tenu des informations connues au moment du déclenchement de l'opération.

Si les dimensions de la ZPA excèdent la capacité de recherche des moyens engagés, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ou son représentant définit, au regard des contraintes exposées par le JRCC Tahiti, un ou plusieurs secteurs à explorer prioritairement.

Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile ou son représentant déclenche sans délai le ralliement de l'expert aéronautique au JRCC Tahiti en tout temps et toutes circonstances.

Art. 7.— Dans le cas d'un accident localisé en mer, le CMS assure la coordination de tous les moyens d'intervention jusqu'à sa clôture.

Dans le cas d'un accident d'aéronef localisé dans une ZPA mixte (terre/mer), le CMS assure la coordination des moyens d'intervention nautiques et aériens. La coordination des moyens terrestres est assurée par le directeur de la défense et de la protection civile.

Dans le cas d'un accident d'aéronef localisé à terre, et sans préjudice de la coordination des moyens aériens, la coordination des moyens terrestres de secours est assurée par le directeur de la défense et de la protection civile.

Art. 8.— La clôture de l'opération ne peut être décidée tant que tous les moyens d'intervention n'ont pas été autorisés à reprendre leur route ou ne sont pas rentrés à leur base.

En cas de recherche infructueuse, la décision d'arrêt de l'opération est prise par le CMS, le directeur du JRCC Tahiti ou par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, selon le caractère de l'événement. L'avis du commandant de zone maritime ou du directeur de l'aviation civile en Polynésie française est sollicité le cas échéant.

Art. 9.— Le JRCC Tahiti est dirigé par un administrateur des affaires maritimes.

Le directeur du JRCC Tahiti procède à la nomination des officiers habilités à exercer les fonctions de CMS, définit l'organisation de la veille et les procédures opérationnelles appliquées par le centre.

Les officiers CMS sont responsables de l'ensemble des actions engagées sous leur autorité par le JRCC Tahiti.

Art. 10.— Le JRCC Tahiti est responsable de la conduite des exercices maritimes et aéro-maritimes.

Les exercices aéro-maritimes sont organisés et financés par le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Art. 11.— Le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française exerce les responsabilités suivantes :

- suivi au profit du JRCC Tahiti de la réglementation relative à la mission de secours à personnes embarquées à bord d'aéronefs en détresse ;
- établissement et suivi des conventions locales destinées à permettre l'emploi de moyens aériens à des fins de secours à personnes embarquées à bord d'aéronefs en détresse ;
- entretien et renouvellement des équipements spécifiques fournis par l'aviation civile aux moyens aériens susceptibles d'être employés à des fins de secours.

Art. 12.— Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle à ce que d'autres missions de service public soient confiées au JRCC Tahiti.

Art. 13.— Le secours aux personnes en mer est gratuit. Les dépenses alors engagées restent à la charge des administrations, collectivités, organismes ou personnes ayant eu à intervenir.

L'assistance en mer aux navires en difficulté peut faire l'objet d'une indemnisation selon les règles en vigueur ou à titre de prestations de services selon les règles applicables à l'administration ou organisme ayant apporté son concours.

Les dépenses afférentes aux missions de secours aéronautiques sont précisées dans l'instruction interministérielle du 23 février 1987 susvisée.

Art. 14.— Un arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française décrit l'organisation locale et le fonctionnement du JRCC incluant les ressources matérielles et humaines ainsi que la formation et la qualification du personnel. Les modalités d'intervention du SEAC/PF seront également précisées dans cet arrêté.

Art. 15.— Sont abrogés, ainsi que toute autre disposition contraire au présent arrêté :

- l'arrêté n° 201 AC.DIR/NA du 31 janvier 1964 portant création et organisation en Tahiti d'un centre de coordination de recherches et de sauvetage des aéronefs en temps de paix ;
- l'arrêté n° 1323 AC.DIR/NA7 du 20 août 1985 modifié par l'arrêté n° 1144 du 7 novembre 1989 et portant organisation en Tahiti du service de recherches et de sauvetage des aéronefs en détresse en temps de paix ;
- l'arrêté n° 886 AEM du 9 décembre 2010 portant organisation de la recherche et du sauvetage des personnes en détresse en mer dans les eaux placées sous la responsabilité de la France au large des îles de Tahiti.

Art. 16.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, le directeur des services de la navigation aérienne et le directeur des affaires maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 8 août 2016.

La ministre de l'environnement,
de l'énergie et de la mer,
chargée des relations internationales sur le climat,
Pour la ministre et par délégation :

Le directeur,
des affaires maritimes
T. COQUIL.

Le directeur des services
de la navigation aérienne,
M. GEORGES.

La ministre des outre-mer,
Pour la ministre et par délégation :
L'adjoint au directeur général
des outre-mer,
C. GIRAULT.

DECISION n° 2016-722 du 27 juillet 2016 portant nomination d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004, notamment son article 25 ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment son article 29-3 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, notamment son article 10 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française du 28 juin 2016 ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er.— M. Edgar Tetahiotupa est nommé membre du comité territorial de l'audiovisuel de Polynésie française, pour une durée de quatre ans à compter du 27 juillet 2016.

Art. 2.— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 27 juillet 2016.

Pour le Conseil supérieur
de l'audiovisuel :
Le président,
O. SCHRAMECK.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

ENTREPRISE JA COWAN & FILS

Société anonyme au capital de 150 480 000 F CFP
Siège social : Motu Uta, zone portuaire, BP 570 Papeete
RCS de Papeete n° 174 B, n° TAHITI 027482

Démission et nomination d'un commissaire aux comptes

Il résulte des délibérations de l'AGOA du 22 juin 2016, la nomination de la SAS AUDITEURS, représentée par M. Marc VAYSSIE, en qualité de commissaire aux comptes titulaire et la nomination de M. Christian LAURENT en qualité de commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Jean-Christophe TOURON, commissaire aux comptes titulaire démissionnaire, et ce pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier soit jusqu'à l'issue de l'AGOA devant se tenir en 2017 et devant délibérer sur les comptes 2016.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

PHOENIX INTERNATIONAL TAHITI

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 000 F CFP
Siège social : à Papeete, Motu Uta
RCS n° TPI 10 152 B, n° TAHITI 948059

Avis de modification

Aux termes d'une assemblée générale en date du 30 novembre 2015, M. Stéphane RAMBAUD a démissionné de ses fonctions de gérant de la société.

Pour avis,
La gérance.

SCP Philippe CLEMENCET,

Alexandrine CLEMENCET, Jean-Philippe PINNA
Notaires associés

Titulaire d'un office notarial

85, rue du Commandant-Destremau, Papeete (Tahiti)

Changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 14 septembre 2016, M. Lionel Daniel Yves PINTO et Mme Heidegger Manutea LEBOUCHER, son épouse, demeurant ensemble à Mahina (98709), lotissement Baccino, mariés à la mairie de Las Vegas (Etats-Unis) le 10 septembre 2014, sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, ont adopté pour l'avenir, le régime de la séparation de biens.

Les oppositions des créanciers à ce changement pourront être faites dans un délai de trois mois de la présente insertion et devront être notifiées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice, à la SCP Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, notaires associés à Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion,
Le notaire.

SARL TARAHU'U
Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 000 F CFP
Siège social : Papara, PK 38,500, côté mer
BP 15237 Mataiea
RCS de Papeete n° 11 64 B

Par décision du 22 juin 2016, l'associée unique a décidé d'augmenter le capital social de 10 000 000 FCFP par voie d'incorporation de réserves pour être porté à 12 000 000 F CFP.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis,
 Le gérant.

BANQUE SOCREDO
Société anonyme d'économie mixte (SAEM)
au capital de 22 000 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, 115, rue Dumont-d'Urville
RCS n° TPI 59 1 B, n° TAHITI 075390

*Avis de changement dans la composition
 du conseil d'administration*

La nouvelle composition du conseil d'administration de la Banque SOCREDO est la suivante :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mention périmée

Administrateurs représentant l'Agence française de développement

- Thierry PAULAIS ;
- Yann JACQUEMIN ;
- Joël DALIGAULT.

Administrateurs représentant la COFIBRED

- Eric MONTAGNE ;
- Marc ROBERT.

Administrateurs représentant la Polynésie française

- Tearii ALPHA ;
- Jean-Christophe BOUISSOU ;
- Nuihau LAUREY ;
- Teva ROHFRIITSCH ;
- Marcel TUIHANI.

Commissaire de gouvernement : Claude WARNET.

Mention nouvelle

Administrateurs représentant l'Agence française de développement

- Thierry PAULAIS ;
- Pauline BAUMGARTNER ;
- Joël DALIGAULT.

Administrateurs représentant la COFIBRED

- Darryl CONSTANTIN ;
- Marc ROBERT.

Administrateurs représentant la Polynésie française

- Tearii ALPHA ;
- Jean-Christophe BOUISSOU ;
- Nuihau LAUREY ;
- Teva ROHFRIITSCH ;
- Marcel TUIHANI.

Commissaire de gouvernement : François ALLAND.

Pour avis,
 Le directeur général,
 James ESTALL.

SCI L'UNION SACREE
Société civile au capital de 200 000 F CFP
Siège social : Papeete, avenue du Chef-Vairaaatoa,
immeuble Carovog
RCS de Papeete n° 04 27 C

Avis de modification

Il résulte d'un acte aux minutes de la SCP Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, titulaire d'un office notarial à Papeete, en date du 15 septembre 2016, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Siège social : Papeete, avenue du Chef-Vairaaatoa, immeuble Carovog.

Gérance : MM. Claude DARDEL et Cyril-Claude DARDEL, demeurant ensemble à Papeete, avenue du Chef-Vairaaatoa, immeuble Carovog.

Nouvelle mention

Siège social : Papeete, cours de l'Union-Sacrée.

Gérance : Mmes Tiare Marlène Puarii LEVERD, demeurant à Faa'a, Saint-Hilaire, Christelle Taui Titaua DEGAGE, demeurant à Faa'a, Saint-Hilaire, quartier Tevairoa, et M. Tuanua Karl Gilles DEGAGE, demeurant à Papeete, 27, chemin vicinal de Taunua.

Pour avis,
 Le notaire.

Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
Papeete, 415, boulevard Pomare

LE BIHAN
Société civile au capital de 102 680 000 F CFP
Siège social : Pirae, quartier Hamuta
RCS de Papeete n° TPI 6443 B
(anciennement RCS n° 110 B 64)

Prorogation de la durée de la société
 (AGE du 14 septembre 2016)

Durée

Ancienne mention : 50 années à compter du 2 novembre 1964.

Nouvelle mention : 62 années et 11 mois à compter du 2 novembre 1964.

Pour avis,
 La gérante.

SCP CHAN & LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

Cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, en date du 16 septembre 2016, enregistré à Papeete, le 19 septembre 2016, folio n° 153, bordereau n° 4799/6,

La société NARIIMAEVA, SARL au capital de 5 000 000 F CFP, dont le siège est à Uturoa (Polynésie française), PENSION TEPUA, identifiée au répertoire territorial des entreprises sous le numéro TAHITI A65901 et immatriculée sous le numéro TPI 13 112 B auprès du RCS de Papeete,

A vendu à la société IXORA, SARL au capital de 500 000 F CFP, dont le siège est à Uturoa (Raiatea) (98735) (Polynésie française), PK 2,700, côté Est (BP 1298, 98735 Uturoa), identifiée au répertoire territorial des entreprises sous le numéro TAHITI C02561 et immatriculée sous le numéro TPI 16 213 B auprès du RCS de Papeete,

Un fonds de commerce de pension de famille exploité à Uturoa (Raiatea), PK 2,700, côté mer, connu sous le nom commercial PENSION TEPUA,

Moyennant le prix global de 11 000 000 F CFP avec entrée en jouissance fixée au jour de l'acte.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales à Punaauia, au siège de la SCP Julien CHAN et Jeanne LOLLICHON, titulaire d'un office notarial à Punaauia où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour première insertion,
Me Julien CHAN, notaire associé.

Mes Arcus USANG - Taunua CERAN-JERUSALEM
Avocats associés
Société en participation d'avocats
483, boulevard Pomare, Papeete, immeuble Moana Reva
BP 20329, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française
Tél. (00 689) : 40 43 58 88, lextahiti@gmail.com
n° TAHITI B53442

Avis de début de location-gérance du fonds de commerce de la SARL LE PIANO BAR - LE DELIRIUM

La SARL PIANO BAR, sise rue de l'Ecole des Frères-de-Ploermel à Papeete, a un fonds de commerce de bar dancing sous l'enseigne commerciale LE DELIRIUM qu'elle a mis en location-gérance pour une durée de deux ans à compter du 1er septembre 2016 à la SARL CLUB PIANO BAR, au capital de 100 000 F CFP et dont le siège social est à Papeete, rue des Ecoles, représentée par M. Stéphane GAY et Mme Isabelle GAY.

Pour seconde insertion,
Me Arcus USANG, avocat.

AVIS DE PROLONGATION DE LA MISSION D'UN MANDATAIRE SUCCESSORAL

Suivant l'ordonnance n° 138-2016 rendue en date du 3 juin 2016 par M. le vice-président du tribunal de première instance de Papeete, la mission confiée à M. Jean-Christophe TOURON, mandataire judiciaire, demeurant BP 42237, à

Fare Tony, 98713 Papeete (Tahiti, Polynésie française) aux fins d'administrer provisoirement la succession de M. Alfred Tearii Taferai HELME, né le 18 mars 1916 à Makemo (98769), îles des Tuamotu, Polynésie française, demeurant au PK 25,700, côté mer, à Paea (98711), île de Tahiti, Polynésie française, et décédé le 27 novembre 2013 à Pirae (98716), île de Tahiti, Polynésie française, a été prolongée jusqu'au règlement définitif de la succession.

Etude de Me Dominique DUBOUCH **Notaire à Papeete**

SCI KETO KETO
Société civile immobilière au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Pirae, rue Gadiot, lotissement Tetianina
RCS n° TPI 8688 C

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 16 septembre 2016, il a été constaté les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Gérance
Ancienne mention : M. Emile GARDAN.
Nouvelle mention : M. Jimmy GARDAN.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.

SELARL GROUPE AVOCATS
Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
au capital de 1 300 000 F CFP
immatriculée au RCS de Papeete
sous le n° 6575 B, n° TAHITI 433979

Suivant résolution en date du 17 septembre 2016, l'assemblée générale mixte a décidé d'agréer en qualité d'associée Mme Vasanthi DAVILES-ESTINES, née le 8 septembre 1984 à Pondichéry, de nationalité française, demeurant au PK 13,600, côté mer, Punaauia.

Conformément aux statuts, lors de l'assemblée générale mixte du 17 septembre 2016, il a été décidé de nommer en qualité de nouveau cogérant pour une durée indéterminée à compter de ce jour, Mme Vasanthi DAVILES-ESTINES, née le 8 septembre 1984 à Pondichéry, de nationalité française, demeurant au PK 13,600 côté mer, Punaauia.

Il en résulte les modifications suivantes :

Cogérance
Ancienne mention : M. Gilles JOURDAINNE.
Nouvelle mention : M. Gilles JOURDAINNE et
Mme Vasanthi DAVILES-ESTINES.

Pour avis,
La gérance.

CAMUSAT POLYNESIE FRANÇAISE**Société à responsabilité limitée****au capital de 50 000 F CFP****Siège social : Punaauia, vallée de la Punaruu, hangar B
RCS de Papeete n° 13 38 B, n° TAHITI A58740***Nomination d'un gérant*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22 juin 2016 à Papeete, M. Michel CAZZOLI a été nommé cogérant de la société pour une durée indéterminée.

SARL X TREM GYM**Société à responsabilité limitée****au capital de 100 000 F CFP****Siège social : Zone industrielle de Fare Ute
Papeete, Tahiti****N° TAHITI 967141, RCS TPI n° 10 326 B**

Aux termes d'une décision en date du 1er septembre 2016, les associés ont décidé de ne pas dissoudre la société par application de l'article L. 223-42 du code de commerce.

*Pour avis,
La gérance.*

Office notarial**RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT****Papeete, 415, boulevard Pomare****LE BIHAN****Société civile au capital de 102 680 000 F CFP****Siège social : Pirae, quartier Hamuta****RCS de Papeete n° TPI 6443 B (anciennement 110 B 64)***Changement de gérant**(AGE du 14 septembre 2016)**Ancienne mention*

Gérance : M. Jacques SIU, demeurant à Punaauia, lotissement Te Tavake.

Nouvelle mention

Gérance : Mme Micheline SIU, demeurant à Punaauia, résidence Lotus.

*Pour avis,
La gérante.*

BOQUERIA.PF**Société à responsabilité limitée****au capital de 100 000 F CFP****Siège social : Punaauia, lot n° 188, Te Tavake***Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12 septembre 2016 à Papeete, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale : BOQUERIA.PF.**Forme sociale : Société à responsabilité limitée.**Siège social : Lot n° 188, Te Tavake, 98717 Punaauia.*

Objet social : La société a pour objet l'importation et le négoce de tous produits alimentaires et d'accessoires liés à l'art culinaire et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

*Capital social : Cent mille francs CFP (100 000 F CFP).**Gérance : Mme Lucia Clara MARTINEZ CARMORA.*

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
La gérance.*

GIE MOOREA TOURISME**Siège social : Paopao, Moorea****RCS de Papeete n° 06 1 D, RTE n° TAHITI 794750***Avis de modification du conseil d'administration*

Aux termes d'un procès-verbal de la réunion du conseil d'administration en date du 26 août 2016, il été décidé de coopter M. Louis HOLOZET en qualité d'administrateur et de le nommer président du conseil d'administration du GIE en remplacement de M. Hiro KELLEY démissionnaire à compter du même jour.

La composition du GIE est désormais la suivante : M. Louis HOLOZET, M. Hiro KELLEY, la société GEM PEARLS, M. Manuel PINTO, Mme Irène ESTALL.

*Pour avis,
Le président.*

Office notarial**RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT****415, boulevard Pomare, Papeete****PACIFIC WAY****Société civile au capital de 100 000 F CFP****Siège social : Punaauia, zone Industrielle de la Punaruu,
voie E****RCS Papeete n° TPI 06 119 C***Avis de dissolution*

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 15 septembre 2016, la dissolution de la société PACIFIC WAY a été prononcée conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

Les créanciers sociaux disposent d'un droit d'opposition à exercer dans les 30 jours de la présente publication.

Les oppositions devront être présentées devant le tribunal de commerce de Papeete.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,
L'associée unique.*

Office notarial
RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
 Papeete, 415, boulevard Pomare

KODRINK
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, avenue du Prince-Hinoui

Avis de constitution

Aux termes de deux actes sous seings privés en date à Faa'a du 2 septembre 2016, déposés au rang des minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, le 19 septembre 2016, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : KODRINK.

Objet : L'acquisition, la propriété et l'exploitation d'un fonds de commerce de restauration avec tout ce qui s'y rapporte, la préparation, la commercialisation de tous produits relatifs à cette activité, plats à emporter, snacking, café et boissons chaudes, boissons fraîches, et plus généralement tous produits d'alimentation, la vente de café à consommer sur place ou à emporter, la représentation, la distribution directement ou par réseau de franchise de café et tous produits s'y rapportant, la création, l'acquisition, la prise à bail ou en gérance libre et l'exploitation de tous établissements se rattachant à l'une ou l'autre des activités ci-dessus spécifiées ou à toute autre activité pouvant en faciliter l'extension ou le développement, la souscription de tous emprunts pour le financement des activités ci-dessus spécifiées, la constitution de toutes sûretés sur les actifs sociaux en garantie des emprunts contractés pour leurs acquisitions, entretiens ou rénovations, la location ou l'acquisition de tous locaux destinés à l'exercice de l'activité ci-dessus spécifiée, et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Siège social : Papeete, avenue du Prince-Hinoui.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraire : 1 000 000 de F CFP.

Capital social : 1 000 000 F CFP divisé en 100 parts de 10 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100, entièrement libérées.

Gérance : Mme Nancy WANE, demeurant à Pirae, Vetea II.

Immatriculation au registre du commerce : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
 Me Bernard RESTOUT,
 notaire associé.

**AVIS RELATIF AUX REGLEMENTS DE L'OFFRE DE JEUX
 DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMMEE
 EURO MILLIONS-MY MILLION ET DU JEU ETOILE +**

Article 1er. — 1. Un Tirage Euro Millions "Super Jackpot", organisé en application du règlement de l'offre de jeux Euro Millions-My Million et du jeu Etoile + fait le 6 janvier 2004 et publié au *Journal officiel* de la République française du 27 janvier 2004, dont la dernière modification a eu lieu le 11 juillet 2016 avec publication au *Journal officiel* de la République française du 1er septembre 2016, ainsi qu'en complément du règlement de l'offre de jeux de La Française des Jeux dénommée Euro Millions-My Million et du jeu Etoile + applicable en Polynésie française fait le 13 septembre 2005 dont la dernière modification a eu lieu le 11 juillet 2016 avec publication au *Journal officiel* de la Polynésie française, aura lieu le vendredi 30 septembre 2016.

1.2. Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang de ce tirage Euro Millions un gain minimum garanti de 130 millions d'euros (15 513 126 491 F CFP), à partager entre les gagnants de 1er rang.

1.3. En application du sous-article 4.2.4.2.2.3 des règlements de l'offre de jeux Euro Millions-My Million et du jeu Etoile + précités, les compléments qui seraient nécessaires à cet effet seront prélevés sur le fonds de Super Cagnotte.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait le 2 septembre 2016.

Par délégation
 de la présidente-directrice générale Le président-directeur général
 de La Française des Jeux, de La Pacifique des Jeux,
 P. BUFFARD. T. GABARRET.

ANNONCES DIVERSES

SYNDICAT DES PROPRIETAIRES DU DOMAINE ATIMA

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE SYNDIC :
 SARL SOGIMMO POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL SYNDICAL :
 (13 septembre 2016)

Président	: FARGUES Dominique
Vice-présidente	: MOU Brigitte
Trésorier	: JI-SIOU Erich

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE
 HEI TAMA HERE DE TARAVAO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (12 août 2016)

Président	: SCHWARZ Hans
Vice-présidente	: TARIHAA Gisèle
Secrétaire	: TETUAITEROI Maxo
Secrétaire adjointe	: GUENN-ORTAS Alexandra
Trésorière	: FAARUIA Virginie
Trésorier adjoint	: LARGETEAU Teamo

ASSOCIATION SPORTIVE CAMPUS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 août 2016)

Président : TARAIHAU Heiva
Secrétaire : AH-LO Vaehina
Trésorière : HUAA Danny

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
PUNAAUIA COLLEGE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 août 2016)

Président : TAPEA Jean-Raymond
Vice-président : HOUYOUX José
Secrétaire : MOLINAS Encarnacion
Secrétaire adjointe : DUPONT Yuanah
Trésorière : JOHO Christelle
Trésorier adjointe : BASTIDE Laurence

ASSOCIATION TAMARII HEIVA NO HAAMENE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 juillet 2016)

Président d'honneur : MOEINO Roberto
Président : TAMA Marc
Vice-présidente : HURIA Christiane
Secrétaire : MAURI Césika
Secrétaire adjointe : TEAHUI Myrna
Trésorier : TAHUTINI Christian
Trésorier adjoint : TAMA Michaël

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE PUNAAUIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2016)

Présidente : DUPRE-MICOULEAU Valérie
Secrétaire : MERMET Yvonnick
Trésorier : HACHECHE Bastien

**ASSOCIATION TAMARII BONITIER ET POTI MARARA
DE FARE UTE PAPEETE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 2016)

Président : MAITERE Levy
Vice-président : AMARU Jacques
Secrétaire : ESTALL Tahiri
Secrétaire adjoint : BOUGUES Bruno
Trésorière : VIGOR Joëlle
Trésorier adjoint : ZIZOU Charles
Assesseurs : OZBOLT Sacha
WHITE Gérald

ASSOCIATION LIRE SOUS-LE-VENT

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 août 2016)

Président : RENARD Stéphane
Vice-président : SCHEMITH Jean-Marie
Secrétaire : ROUE Karine
Secrétaire adjointe : CASTEX Sandra
Trésorière : RAYNALDY Fabienne
Trésorier adjoint : CHARRIER Yvan
Assesseur : BONIOU Danièle

ASSOCIATION RIMA HAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 septembre 2016)

Président : HAUATA Samuel
Vice-présidente : SHUI Christine
Secrétaire : TAURAATUA Tehina-Potea
Secrétaire adjointe : BOPP Tutaiarii
Trésorier : TAURAATUA Edgar
Trésorier adjoint : HUNTER Mathias

AMICALE HEI TAUNOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 août 2016)

Présidente : TAPI Romy
Secrétaire : TAITI Heirani
Trésorier : FANET Guillaume

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE TEHAAEHAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 août 2016)

Présidente : CHU Marceline
Vice-présidente : VIRIAMU Ingrid
Secrétaire : VERNAUDON Vanessa
Trésorière : TABOGA-SARTOR Fédra
Assesseur aux comptes : RICHMOND Moeanu

SYNAGMAR**SYNDICAT DES AGENTS MARITIMES (LONG COURS)
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 septembre 2016)

Président : CHARRIER Thierry
Vice-présidente, secrétaire
et trésorière : SIU-LEVAUDI Maeva
Vice-présidents : GILROY Bud
VIRMAUX Jef

**UNION DES COOPERATIVES DU CJA DE TAHARUU
ET DU CJA HOTELIER DE PAPARA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 septembre 2016)

Présidente : CONROY Chantal
Secrétaire : BRUN Maxime
Trésorier : TETO Ernest

ASSOCIATION DOTERRA TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 juillet 2016)

Présidente : TEFAN Moerava
Vice-président : RIEMER Frédéric
Secrétaire : KELLEY Christiane
Secrétaire adjointe : CALINAUD Valérie
Trésorière : DORDILLON Rébecca
Trésorier adjoint : PENI Steve
Assesseurs : TEURUA Maeva
PAHIO Tautua
HOLOZET Maruia
LENOIR Maruia

GAGEST - CENTRE D'ACCOMPAGNEMENT EN GESTION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 avril 2016)

Président : TUAIVA Jean-Paul
Vice-présidente : MOU KUI Wendy
Secrétaire : BIOTTEAU-COLAS Emily
Secrétaire adjointe : TEMARII Christine
Trésorière : LEOU-BOISSIN Jeannette
Trésorier adjoint : LAW Vincent

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII TAPUHUTE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 août 2016)

Président : NOLLEMBERGER Patrick
Vice-président délégué : BROTHERS Auguste
Secrétaire : TAUAPIIANI Tahia
Secrétaire adjointe : FAARI Poerava
Trésorier : TAPUTUARAI Walter
Trésorier adjoint : NOLLEMBERGER Manuela

**CCOOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE HAO**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 août 2016)

Présidente : MARAKAI Vainui
Secrétaire : BOURVEN Virginie
Trésorière : PELTZER Christelle

**FEDERATION DES ASSOCIATIONS ARTISANALES
TAINUNA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2016)

Présidente d'honneur : AMARU Manette
Présidente : LEBRONNEC Nelly
Vice-présidentes : TAIMANA Teura
HANERE Christina
TAPUTU Manina
Secrétaire : TAPUTU Emerita
Secrétaire adjointe : RENVOYE Raihiti
Trésorière : ITURAGI Claurinda
Trésorière adjointe : AGNIE Noheana

ASSOCIATION SPORTIVE TEVAIROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 juin 2016)

Présidente : PAUTU V éranie
Vice-présidente : TEUPOOHUITUA Ioana
Secrétaire : FAANA Hina
Secrétaire adjointe : TEUPOOHUITUA Mareva
Trésorière : TETU Rerenui
Trésorière adjointe : MATIMO Maeva
Commissaire aux comptes : TEUPOOHUITUA Franck

**ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'IMAGE
DE LA CREATION ET DES ARTS
EN POLYNESIE FRANÇAISE - APICA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 juin 2016)

Présidente : SCHWOB Claire
Secrétaire : FREMY Anne-Laure
Trésorière déléguée : TISSEAU-GIRAUDÉ Christine

**A.S CED SAINT-JOSEPH - MAUIA
anciennement dénommée
FOYER EDUCATIF MAUIA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2016)

Président : QUINTON Rémy
Secrétaire : TEURURAI Henri
Trésorière : KAUTAI Davina

ASSOCIATION FAMILIALE VAETUA-TEARERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 juillet 2016)

Présidente : IOTEFA Jacqueline
Vice-présidente : JUBELY Denise
Secrétaire : TERIINATOOF A Rhindy
Secrétaire adjointe : IOTEFA Manuia
Trésorier : LE CHEVANTON Jean-Luc
Trésorière adjointe : LE CHEVANTON Nuutea

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ETABLISSEMENT SAINTE-ANNE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente : MANATE Opuhinano
Secrétaire : SCALLAMERA Hiri
Trésorier : SHAN Marie

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DES ENTREPOTS DU PIC ROUGE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2016)

Président-trésorier adjoint : SACHET Jean-François
Secrétaire-trésorier : SACHET Christian

ASSOCIATION SPORTIVE TEVA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 août 2016)

Président d'honneur : MAOPI Joël
Président : BERNADINO Philippe
Président délégué : BERNADINO Romualdo
Vice-président : MAONI Frédéric
Secrétaire : HART Terupe
Secrétaire adjoint : BERNADINO Tuheiarui
Trésorière : LUCAS Moevai
Trésorière adjointe : BERNADINO Hinatea

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE AVATORU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2016)

Présidente : NENA Nadège
Vice-présidente : SHAN Brenda
Secrétaire : ORIORI Farearii
Secrétaire adjointe : LEE Raureva
Trésorière : CABES Marjorie
Trésorière adjointe : EDOUINE Mélissa

ASSOCIATION ENTENTE AREVAREVA AUSTRALES OLYMPIQUES RAIVAVAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2016)

Président : TAMAITITAHIO Joseph
Vice-président : ANI Columbo
Secrétaire : TUMARAE Marcella
Secrétaire adjointe : TUMARAE Eliane
Trésorière : FLORES Patricia
Trésorière adjointe : TEVAATUA Flore

ASSOCIATION TUA TAU HOE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 juillet 2016)

Président : TARAHU Tamatoa
Vice-président : MAKIROTO Patrick
Secrétaire : KRAUSE Parea
Trésorier : NORDHOFF Arikinui

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE DU COLLEGE DU TAAONE - PIRAE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 2016)

Président : PLUCHON Philippe
Secrétaire : CHAVES Tetumanaiva
Trésorière : VIANNAY Isabelle

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PUBLIQUE MATIE-ROA DE HAAMENE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2016)

Président d'honneur : TAEREA Raymond
Président : SCHEUER Pierre
Secrétaire : TARANO Tehani
Trésorière : TEAHUI Laina
Assesseurs : CADOUSTEAU Hapaitahaa
HAHE Lovina

AMICALE DU COLLEGE DE TARAFAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 août 2016)

Présidente : PARKER Hiriata
Vice-président : RICHER Patrick
Secrétaire : TEROROTUA Carole
Secrétaire adjoint : PARAU APINI Vanina
Trésorière : SOUFFET Michelle
Trésorière adjointe : JEAN BAPTISTE Fabienne

ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE TIPAERUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 août 2016)

Présidente : DINAND Isabelle
Secrétaire : NENA Pure
Secrétaire adjoint : LUCAS Manatea
Trésorier : PICARD Jeremy
Trésorière adjointe : CHAUMETTE Teave

**AMICALE DE LA COMPAGNIE DE COMMANDEMENT
DE FORMATION PROFESSIONNELLE, DE LOGISTIQUE
ET D'INSTRUCTION**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2016)

Président	: CASSAGNES Geoffroy
Vice-président	: POUSSIER Nicolas
Secrétaire	: CREUS Christophe
Trésorier	: LAILLE Manaarii

ASSOCIATION L'ETOILE DU SUD

Modification de statuts

Le nouveau siège social est situé au n° 8, chemin Ahiti, domaine Marcillac.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 septembre 2016)

Présidente	: ELLIS Françoise
Vice-président	: TEROROTUA Georges
Secrétaire	: CUNIT Georges
Trésorier	: QUIATOL Eric

ASSOCIATION TE ARA

Modification de statuts

Le nouveau siège social est situé au n° 8, chemin Ahiti, domaine Marcillac.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 septembre 2016)

Président	: MOURAREAU Victor
Vice-président	: TEROROTUA Georges
Secrétaire	: ELLIS Françoise
Trésorier	: QUIATOL Eric

**ASSOCIATION CONSORTS TAURAA A MAIHOTA
E TEPAIRU A VANAA**

(Récépissé n° W9P1001277 du 9 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il est formé le 16 juillet 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION CONSORTS TAURAA A MAIHOTA E TEPAIRU A VANAA.

Elle a pour objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches des biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ascendants ;
- de rassembler des documents administratifs et privés (tribunal, DAF, mairie, archives...) en lien avec le patrimoine de Tauraa A Maihota E Tepairu A Vanaa ;

- d'organiser des rencontres familiales ;
- d'organiser, de collaborer et de participer aux manifestations événementielles à caractère culturel, folklorique, artisanal et corporatif ;
- d'organiser et de représenter les intérêts des membres de l'association ;
- de défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres.

Son siège social est fixé à Vairao, PK 10, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: IORSS Abel
Vice-présidente	: TARIHAA Laverna
Secrétaire	: BREMOND Alice
Secrétaire adjoint	: HAMBLIN Emile
Trésorière	: IEREMIA Hurarama
Trésorier adjoint	: FAAITE Huritaua
Assesseurs	: MAIHOTA Henry TAURAA Elvina TEIHOTIA Mere

ASSOCIATION PUAMAITAU NO MAHINA

(Récépissé n° W9P1001308 du 14 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 5 décembre 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION PUAMAITAU NO MAHINA.

Elle a pour objet de récolter des fonds pour palier aux dépenses diverses liées à la recherche des terres de nos ancêtres.

Son siège social est fixé à Mahina, route de la pointe Vénus, quartier Faaitoa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MANEA Hélène
Vice-président	: ARNAUD Auguste
Secrétaire	: DEBRUYNE Sylvia
Secrétaire adjointe	: TURIANO Louise
Trésorière	: TUNUTU Tina
Trésorière adjointe	: RAVETUPU Elina

ASSOCIATION TE RE-NUI-HERE

(Récépissé n° W9P1001298 du 13 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il est créé le 3 septembre 2016 l'ASSOCIATION TE RE-NUI-HERE régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour but la promotion de notre culture Ma'ohi par les diverses thématiques telles que la danse, le orero, le himene, l'artisanat (la confection des costumes...), la musique (guitare, ukulele, kamaka, vivo, et les différentes percussions...) et l'écriture en reo Tahiti des différents thèmes représentés par la troupe de danse sur la scène et des différents événements culturels à Tahiti, dans le triangle polynésien et au niveau international.

L'association culturelle TE RE-NUI-HERE envisagera des ventes de gâteaux, des plats repas et des enveloppes surprises, organisera des galas, aussi des bals, ainsi les recettes obtenues à l'issu de ses pratiques ou activités pourront nous permettre d'atteindre notre objectif premier c'est-à-dire la promotion de notre culture au travers des diverses thématiques citées plus haut, en achetant les matières premières pour la confection des costumes, instruments, etc.

Son siège social est fixé à Papara, PK 36,200, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEMARII Rarahu
Vice-présidente	: BOUGUES Terava
Secrétaire	: LEE Tiare
Secrétaire adjoint	: RAVEINO Loïc
Trésorière	: TAAVIRI Taua
Trésorier adjoint	: GAUTHIER Laurent

ASSOCIATION FENUAKURA FORME ET BIEN-ETRE

(Récépissé n° W9P1001338 du 16 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 23 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FENUAKURA FORME ET BIEN-ETRE.

Elle a pour but :

- d'encadrer et d'accompagner dans le respect toute personne désirant changer de style de vie sain et actif pour leur bien-être ;
- d'organiser des manifestations et des levées de fonds pour équiper les membres en tenue et matériel sportif ;
- les visites et les échanges avec d'autres îles ou d'autres nations.

Son siège social est fixé à Arutua, BP 96.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: KAUA Kaua
Vice-présidente	: TOMARU Huirai
Secrétaire	: MOE Tetuanui
Secrétaire adjointe	: FAREATA Christine
Trésorière	: PARKER Sabrina
Trésorière adjointe	: ORBECK Loona
Assesseurs	: PARKER Tauhiti TEATO Titaua

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE TEVA I UTA

(Récépissé n° W9P1001322 du 15 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 22 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE TEVA I UTA.

Elle a pour but :

- de réunir toute personne légalement investie de l'autorité parentale à l'égard des enfants scolarisés dans l'établissement, ou de "metua Faamu" tel que défini à l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 ;
- de permettre l'éducation mutuelle des familles et l'entraide familiale, de faciliter la formation, l'information et la représentation des parents,
- de promouvoir l'idée de parentalité telle que définie dans la Charte de l'éducation de 2011 ;
- de contribuer au soutien et à l'animation de l'établissement, d'apporter une collaboration efficace à l'action des enseignants ;
- de favoriser l'entente, la liaison et la collaboration avec toutes associations semblables, ou ayant pour intérêt le bien-être et l'intérêt supérieur de l'enfant ;
- d'entrer en relation directe avec la municipalité dont l'école relève pour présenter ou défendre des besoins ou des causes strictement particuliers à l'école ;
- d'entrer en relation avec d'autres associations de parents d'élèves pour éventuellement passer des conventions ;
- de défendre l'intérêt supérieur des enfants ;
- d'aider ou de représenter auprès des instances et autorités de l'éducation, tout membre de l'association qui en exprime le souhait par écrit ;
- de financer ou de cofinancer tout investissement qui pourrait améliorer les conditions de vie scolaires et la scolarité des élèves ;
- tout projet pédagogique en faveur des élèves ;
- toute action sociale en faveur des élèves, ou enfants issus de milieux défavorisés ;
- tout projet ou toute chose permettant d'améliorer le quotidien des élèves, familles et enfants issus de milieux défavorisés ;
- tout projet ou toute chose permettant d'améliorer le fonctionnement de l'école ;
- tout investissement permettant d'améliorer la qualité de vie des élèves au sein de l'école ;
- de financer toute chose qui pourrait participer à l'embellissement de l'école ;
- d'aider, de cofinancer tout projet avec toute association à but non lucratif ayant un but caritatif en faveur des enfants ;
- d'organiser ou co-organiser toute manifestation en faveur des élèves et, ou des enfants issus de milieux défavorisés.

Les bénéfices réalisés sont affectés à l'activité de l'association.

Son siège social est fixé à Mataiea, PK 44,800, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TCHANG Jeanine
Vice-président	: WOLFF Yann
Secrétaire	: COPPENRATH Kauilani
Secrétaire adjointe	: FII Christine
Trésorière	: ORI Manuina
Trésorière adjointe	: TEIHOARII Maina

ASSOCIATION ENTRE DEUX MONDES*(Récépissé n° W9P1001281 du 9 septembre 2016)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 3 septembre 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION ENTRE DEUX MONDES.

Elle a pour objet :

- de soutenir les parents ayant un enfant présentant des troubles du développement avec ou sans diagnostic précis, et/ou ayant des difficultés à tous niveaux sans avoir de déficience intellectuelle (interactions sociales, apprentissages scolaires...) sans toutefois être reconnus handicapés par la CTES ;
 - de faire le lien entre les parents et les équipes médicales, paramédicales et l'éducation. Notre souhait est d'aider les parents à mieux intégrer leurs enfants en milieu scolaire ordinaire. Il est important que tous les partenaires qui entourent l'enfant, collaborent pour permettre des projets et/ou des plans personnalisés (PAI, PPS, PAP, PPRE) et ce, pour le bien-être de l'enfant.
- L'association est également là pour épauler les parents à faire les démarches qui auront pour but de faire accepter la différence de l'enfant dans les établissements scolaires ;
- de regrouper les parents en souffrance en leur apportant un soutien physique et psychologique. L'association organisera des groupes de paroles avec des intervenants pour mieux les accompagner ainsi que leurs enfants ;
 - de proposer des activités pour les enfants et les parents.

L'association est là pour assurer aux enfants les meilleures chances possibles pour ce qui a trait à leur développement et leur épanouissement. Elle souhaite favoriser par tous les moyens possibles le bien-être physique, intellectuel, affectif et social des enfants, des adolescents en difficulté pour une égalité des droits et des chances dans une intégration partielle ou totale au sein des établissements scolaires.

Son siège social est fixé à Punaauia, résidence dite Les Terrasses de Taapuna.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BRAVI Caroline
Secrétaire	: WILLIAMS Yasmina
Trésorière	: SAQUET Laura
Assesseurs	: HAREHOE Paul WILLIAMS Alain SHAN Mickael

ASSOCIATION TAEKWONDO TE AITO*(Récépissé n° W9P1001347 du 17 septembre 2016)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 3 septembre 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TAEKWONDO TE AITO.

Elle a pour objet :

- d'organiser, de développer, d'animer et de promouvoir la pratique des activités physiques et sportives, et en particulier du taekwondo et des disciplines associées ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations sportives, de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les valeurs du sport, élément fondamental de l'éducation, de la culture, de l'intégration et de la vie sociale ;
- d'organiser les sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Aitiha, PK 18, coté mer, Moorea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TIAOAO Cédric
Secrétaire	: RICHMOND Hélène
Trésorière	: DE RIOS Katia

ASSOCIATION TAMARII O VAI BORA BORA*(Récépissé n° W9P20000258 du 19 septembre 2016)***Extraits de statuts**

Il est fondé le 6 août 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TAMARII O VAI BORA BORA.

Elle a pour objet de rassembler les habitants de l'île de Bora Bora pour concourir au Heiva en dévoilant notre culture. Pour cette occasion, nous prévoyons des ventes de plats, des soirées dansantes et des événements populaires ('ori tahiti, zumba, marathon, etc.).

Son siège social est fixé à Amanahune, Nunue.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAPI Didier
Vice-président	: VAHIMARAE Garry
Secrétaire	: TEIHOTAATA Tauhiti
Secrétaire adjointe	: TEIHOTAATA Hinerava
Trésorière	: LESCHIK Solange
Trésorière adjointe	: VAHIMARAE Lahaina

**FEDERATION OPU METUA
HUAAI TOITAATA A URIA-PUARAI-PAUTU**

(Récépissé n° W9P1001328 du 16 septembre 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 10 septembre 2016 une fédération régie par la loi 1901 dénommée FEDERATION OPU METUA HUAAI TOITAATA A URIA-PUARAI-PAUTU.

Elle a pour but :

- *sur un point de vue généalogique :*
 - d'entreprendre des recherches afin d'établir la généalogie familiale la plus complète et la plus précise possible ;
 - de retrouver les membres de la famille au travers de quelque génération que ce soit ;
 - d'informer les descendants ou ascendants afin de se situer au travers des travaux effectués ;
 - de soutenir et d'accompagner les membres de la famille dans leurs recherches ;
 - de veiller à l'intégrité des actions menées au nom de la famille ;
 - d'établir un document qui restitue les travaux de recherches généalogiques ;
 - de renforcer les liens familiaux, en organisant de manière périodique des réunions de famille ;
 - de favoriser des actions afin de transmettre le patrimoine historique à toutes générations confondues,
- *sur un point de vue foncier :*
 - d'entreprendre des recherches concernant le patrimoine foncier de la famille ;
 - de défendre les intérêts du patrimoine historique et foncier de la famille ;
 - de représenter la famille en justice chaque fois que de besoin ;
 - de veiller à l'intégrité des actions menées au nom de la famille ;
 - de participer à l'évolution et à l'élaboration des travaux sur le terrain ;
 - de protection et de sauvegarde du milieu environnemental et touristique ;
 - de solliciter l'aide du pays par le recrutement au niveau des DIJ.

Le siège social est fixé à Pueu, PK 9,500, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PUARAI Tihani
Vice-présidente	: PATER Repeta
Secrétaire	: NOHO Mareva
Secrétaire adjointe	: BUTCHER Florence
Trésorier	: TEMARII Arthur
Trésorier adjoint	: TUKOKO Teto

**ASSOCIATION DES ELEVEURS DE BOVINS
DE RAIATEA-TAHAA - AEBRT**

(Récépissé n° W9P2000265 du 30 août 2016)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 20 juin 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION DES ELEVEURS DE BOVINS DE RAIATEA-TAHAA - AEBRT.

Elle a pour but de promouvoir et d'améliorer l'élevage en Polynésie française, en particulier dans les îles de Raiatea et Tahaa, et généralement, de défendre les intérêts de ses membres.

Son siège social est fixé à Uturoa, Vaipao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HART Marcel
Vice-président	: HUIOUTU Christian
Secrétaire	: JUVENTIN Vaitua
Secrétaire adjointe	: JUVENTIN Marie-Hélène
Trésorier	: TETUANUI Alfred
Trésorier adjoint	: DEANE Neil

ASSOCIATION TAHAA RAVA'I LAGUNAIRE

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 17 du 26 février 2016 à la page 2295.

Au lieu de : trésorier : TERIIHARUA Philippe ;

Lire : trésorier : TERIIHARUA Philipi.

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS APPEL D'OFFRES OUVERT

Objet du marché : Prestation de service dans le cadre de l'assistance technique et commerciale pour la production et la distribution publique de l'énergie électrique dans la commune de Tahuata (Marquises).

Maître de l'ouvrage et maître d'œuvre : Commune de Tahuata.

Mode de l'appel d'offres : Appel d'offres ouvert.

Lieu d'exécution : Ile de Tahuata, archipel des Marquises.

Date limite de remise des offres : Le jeudi 3 novembre 2016, avant le 12 heures, à la mairie de Vaitahu, Tahuata (Marquises).

Durée de validité des offres : 90 jours à compter de la date de remise des offres.

Renseignements et obtention du dossier : Par courriel auprès de M. Teapua BURNS, secrétaire général, teapua.tahuata@mail.pf, tél. : 40 92 93 38, fax : 40 92 92 10, remis gratuitement aux prestataires.

Critères pour l'attribution du marché : Article 300 du code des marchés publics applicable aux communes et à leurs établissements en Polynésie française.

Date d'envoi à la publication : 22 septembre 2016.

Le maire,
Félix BARSINAS.

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERTS N° 2016-7 DU 12 SEPTEMBRE 2016 MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Dénomination de la collectivité qui passe le marché : Ville de Pirae.

Mode de passation : Appel d'offres ouvert passé conformément au code des marchés publics (articles 295 et suivants) applicables aux communes de Polynésie française et à leurs établissements publics (version du 15 février 1981).

Objet du marché : Prestation de collecte des déchets ménagers et assimilés sur la commune de Pirae. Les candidats peuvent répondre seul ou en groupement d'entreprises solidaires pour un ou plusieurs lots :

- lot 1 : collecte en porte à porte des ordures ménagères (OM) et des déchets recyclables ménagers (RC) :
 - tranche ferme : Fréquence de collecte : OM en C2 et RC en C1 ;
 - tranche conditionnelle 1 : OM en C2 et RC en C0,5 ;
 - tranche conditionnelle 2 : OM en C1 et RC en C0,5 ;
- lot 2 : collecte en porte à porte des déchets végétaux :
 - tranche ferme : Fréquence de collecte en C1 ;
 - tranche conditionnelle 1 : Fréquence de collecte en C0,5 ;
 - Tranche conditionnelle 2 : Fréquence de collecte en C0,25 ;

- lot 3 : collecte en porte à porte des encombrants :
 - tranche ferme : Fréquence de collecte en C0,25, 1 fois par mois ;
 - tranche conditionnelle 1 : Fréquence de collecte : tous les 2 mois ;
 - tranche conditionnelle 2 : Fréquence de collecte : tous les 3 mois.

Durée du marché :

- lot 1 : 5 ans à compter du 1er janvier 2017 ;
- lot 2 : 1 an, à partir du 1er janvier 2017, renouvelable 4 fois ;
- lot 3 : 1 an, à partir du 1er janvier 2017, renouvelable 4 fois.

Retrait du dossier : Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est à commander par courriel à adresser à Mme Gilda Metua-Parua, secrétaire assistante, bureau de la commande publique, g.metua@pirae.pf et en copie à M. Denis Doyen, chef du service des ressources, d.doyen@pirae.pf. Le dossier sera remis gratuitement au soumissionnaire en envoyé par courriel.

Date et heure limite de réception des offres : Mardi 25 octobre 2016 avant 11 heures.

Adresse à laquelle les offres doivent être transmises : Ville de Pirae, BP 51585, 98716 Pirae, Tahiti.

Délai de validité des offres : 120 jours.

Critère de jugement des offres : Article 300 du code des marchés publics applicables aux communes de Polynésie française et à leurs établissements publics (version du 15 février 1981) et critères additionnels figurant dans le règlement particulier de la consultation (RPAO).

Renseignement d'ordre technique : Mme Stéphanie Pourlier, chef du bureau environnement, tél. : 40 50 82 33 (direct), s.pourlier@pirae.pf.

Renseignement d'ordre administratif : M. Denis Doyen, chef du service des ressources, tél. : 40 50 83 20 (direct), d.doyen@pirae.pf.

APPEL A CANDIDATURES

VILLA DE DIRECTION DE L'IEOM REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE ET RENOVATION INTERIEURE

Référence n° 2016-2
Date : 19 septembre 2016

Pouvoir adjudicateur (organisme effectuant l'achat)

Institut d'émission d'outre-mer (IEOM), rue du Docteur-Cassiau, Papeete, Tahiti, BP 583, 98713 Papeete, tél. : 40 50 65 00, fax : 40 50 65 03.

Préambule

1 - *Présentation de l'IEOM* : L'IEOM est un établissement public qui exerce des missions que l'on classe habituellement en trois catégories : missions de banque centrale, missions de service public et missions d'intérêt général (plus d'informations : www.ieom.fr).

Objet succinct de la consultation

Contexte : Travaux de remplacement de la couverture et de rénovation intérieure de la villa de direction de l'IEOM sise à Punaauia.

Besoins : Les travaux sont répartis en 3 lots :

- lot 1 : Reprises gros-œuvre et charpente métallique et couverture en tôle ;
- lot 2 : Menuiserie aluminium ;
- lot 3 : Faux plafonds, cloisons sèches, revêtements de sols et murs, peinture, menuiserie bois, électricité et plomberie.

Conditions de participation

1 - *Engagements du candidat* : Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur, à l'appui de sa candidature :

a) condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal applicables en Polynésie française (article L. 711-1 du code pénal), aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense applicables en Polynésie française (article L. 2451-1 du code de la défense) et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure applicables en Polynésie française (article L. 344-1 du code de la sécurité intérieure) ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) liquidation judiciaire :

- ne pas être en état de liquidation judiciaire (personnes physiques et morales) et ne pas avoir fait l'objet du prononcé d'une faillite personnelle (personnes physiques) et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- plus du quart du capital de l'entreprise ne doit pas être détenu par un ou plusieurs actionnaires ou associés ayant été auparavant en état de faillite avec sanctions pénales ;

c) redressement judiciaire :

- ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce applicable en Polynésie française (article L. 940-1 du code du commerce) ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger ; ou justifier qu'elles ont été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

A cette fin, elles produisent à l'appui de leur candidature :

- 1 - la copie du ou des jugements prononcés ;
- 2 - lorsqu'elles sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

2 - *Situation du candidat* : Le candidat transmet, à l'appui de sa candidature :

- les certifications délivrées par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de l'appel à candidature de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- un certificat attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale et dont la validité ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date de remise des offres.

Critères de sélection des candidatures

Les candidatures, recevables au regard des conditions de participation sus-énoncées, seront retenues selon les critères suivants :

- appréciation des capacités économiques et financières sur la base des éléments suivants (critère noté 30/100) :
 - 1° déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - 2° attestation d'assurance responsabilités civile professionnelle à jour ;
- appréciation des capacités techniques et professionnelles sur la base des éléments suivants (critère noté 70/100) :
 - 1° liste des références pour des chantiers de même nature indiquant pour chaque référence :
 - le type de travaux ;
 - l'année de réalisation ;
 - le montant des travaux, en précisant la part soustraite (soit en montant, soit en pourcentage) ;
 - la durée des travaux ;
 - le lieu d'exécution des travaux ;
 - le client (maître d'ouvrage public ou privé) ;
 - 2° une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (20 %) ;
 - 3° une déclaration de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public (20 %) ;
 - 4° l'indication des mesures prévues par le candidat pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier lors de l'exécution du marché public (10 %) ;
 - 5° un plan de charge de l'année à venir en précisant en pourcentage l'effectif et le matériel mobilisés.

Les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités professionnelles, financières et techniques par tout moyen, notamment par une déclaration appropriée de banque, des justifications professionnelles, ou des attestations de qualifications professionnelles de certains agents qualifiés, ou des certificats d'identité professionnelle ou tout autre justificatif regardés comme équivalents.

L'IEOM s'autorise à ne retenir que 5 candidatures. Les 5 candidats choisis seront les 5 meilleurs après notation et application des critères ci-dessus.

Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, l'IEOM pourra continuer la procédure avec les candidats ayant les capacités requises.

Documents demandés pour juger la qualité de la candidature

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Confidentialité

Toute information concernant l'IEOM et incluse dans ce document ou fournie séparément doit être traitée de façon strictement confidentielle par le prestataire. Ce dernier accepte de ne divulguer ou publier aucune information relative à cet appel à candidatures.

De la même façon, tout document fourni par le prestataire sera considéré comme confidentiel.

Contact à qui envoyer votre candidature

Les candidatures, ainsi que les documents associés, sont à déposer, avec en objet la référence du présent appel à candidatures : 2016-02 et le lot ou les lots intéressés, impérativement à l'adresse suivante : service gestion de l'IEOM, rue du Docteur-Cassiau, Papeete, Tahiti, tél. : 40 50 65 00, fax : 40 50 65 03.

L'IEOM se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à candidatures.

Date limite d'envoi des candidatures : 7 octobre 2016 à 12 heures.

AVIS D'ATTRIBUTION

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - Identification de la personne publique qui a passé le marché : Etablissement public administratif, Centre de formation professionnelle des adultes, BP 5610, 98716 Pirae, Tahiti, Polynésie française, quartier Buchin, derrière l'école Fautaua Val, Pirae, tél. : (689) 40 50 74 50, fax. : (689) 40 43 43 52, site : www.cfpa.pf, email : courrier@cfpa.pf.

B - Objet du marché :

1° Objet du marché : Marché n° 02/2016 CFPA du 6 septembre 2016 pour le lot n° 4 : Revêtements scellés et collés relatifs à la construction d'un bâtiment R + 1 au CFPA de Pirae.

2° Type de marché : Travaux ;

3° Références de l'avis d'appel d'offres ouvert : Avis d'appel d'offres n° 1-16 CFPA du 8 avril 2016 publié dans La Dépêche de Tahiti des 11, 12 et 13 avril 2016.

C - Procédure de passation : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 19 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - Critères de jugement des offres : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- 1° Valeur technique : 30 % ;
- 2° Délai d'exécution : 10 % ;
- 3° Montant de l'offre : 60 %.

E - Nom du titulaire du marché : Maisons Bâtiments Habitats, BP 380884 Tamanu, 98718 Punaauia, RCS n° 07330B, n° TAHITI 843755.

F - Montant du marché : Lot n° 4 : 16 032 507 F CFP TTC.

G - Date de notification du marché : 15 septembre 2016.

H - Date d'envoi du présent avis à la publication : 15 septembre 2016.

I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : (689) 40 50 90 25, téléphone secrétariat : (689) 40 50 90 32, télécopie : (689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf.

J - Délais d'introduction des recours :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution (CE Ass., 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, req. 358994).

K - Signature

Fait à Pirae, le 15 septembre 2016.

Signature de l'autorité compétente